ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

Ἐν Ἀθήναις τῇ 31 Ὀκτωβρίου **1949** | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ | Ἀριθμὸς φύλλου **290**

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Νομοθετικὰ Διατάγματα

Ν. Δ. 1264. Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ρώμῃ ὑπογραφείσης μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949 Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων. 1

Ν. Δ. 1284. Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν. Δ. ἀπὸ 28 Ὀκτωβρίου 1935 «περὶ συστάσεως Ταμείου Ἐκπαιδευτικῆς καὶ Φιλανθρωπικῆς Προνοίας πυρὰ τῇ ἐν Καΐρῳ Πρεσβείᾳ» ὡς συνεπληρώθη διὰ τοῦ Α. Δ. ἀπὸ 26 Ἰανουαρίου 1936. 2

Ν. Δ. 1285. Περὶ κυρώσεως καὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 947)49 Α. Νόμου «περὶ τροποποιήσεως καὶ ἀντικαταστάσεως διατάξεών τινων τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Κ. Ν. 4952)31 ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως, «περὶ ὁρίου ἡλικίας Πρεσβευτῶν, ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν». 3

Ν. Δ. 1293. Περὶ προσωρινῆς ἀναθέσεως τῆς Διευθύνσεως τοῦ ἐν Βεγγάζῃ ἀμίσθου Ὑποπροξενείου εἰς ὑπάλληλον τῶν Γενικῶν θέσεων κλπ. 4

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1264.

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ρώμῃ ὑπογραφείσης μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949 Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΒ' τῆς 14 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

1. Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν Νόμου ἡ ἐν Ρώμῃ ὑπογραφεῖσα τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949 μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας »Σύμβασις Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων», ἧς τὸ κείμενον ἕπεται εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

2. Ἡ ἐκτέλεσις αὐτῆς ἀνατίθεται εἰς τὸ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργεῖον.

3. Διὰ Β. Διαταγμάτων, ἐκδιδομένων προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργοῦ καὶ τοῦ ἑκάστοτε ἁρμοδίου Ὑπουργοῦ, θὰ ρυθμίζωνται ἑκάστοτε καὶ ἀναλόγως τῶν παρουσιασθησομένων ἀναγκῶν, ἡ ὀργάνωσις τῆς ἐν Ἰταλίᾳ Ἀντιπροσωπείας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν αὐτῆς, ἡ πρόσληψις τοῦ ἀναγκαιοῦντος ἐν τῷ ἐξωτερικῷ καὶ τῷ ἐσωτερικῷ προσωπικοῦ καὶ ἐν γένει ὁ τρόπος τῆς ἐκτελέσεως τῶν ἐν τῇ Συμβάσει προβλεπομένων, τῆς λήψεως σχετικῶν ἀποφάσεων, τῆς κινήσεως τῶν δημιουργουμένων λογαριασμῶν καὶ τῆς καλύψεως καὶ δικαιολογήσεως τῶν δαπανῶν, δι' ἑκάστοτε δὲ ἀποφάσεων τοῦ αὐτοῦ Ὑπουργοῦ τὰ τῆς ἀντιμισθίας, ἀποζημιώσεως καὶ ὀδοιπορικῶν τοῦ ὡς ἄνω προσωπικοῦ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

ACCORD

Entre l'Italie et la Grèce de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie

Le Gouvernement de la République Italienne et le Gouvernement du Royaume de Grèce animés par l'esprit du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation signé à San Remo le 5 novembre 1948,

dans le but d'établir et de développer entre leurs Pays une collaboration économique aussi étroite que possible

et régler en même temps les questions encore en suspens entre l'Italie et la Grèce découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie,

sont convenus de ce qui suit :

PREMIERE PARTIE

Collaboration Economique entre l'Italie et la Grèce

Clauses Générales

Article 1.

La somme de 105 millions de dollars, prévue en faveur de la Grèce par l'article 74b du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, réduite dans la mésure établie par l'article 19 du présent Accord, sera payée sous forme de livraisons industrielles spéciales et courantes, de biens de la production courante ainsi que, dans des cas spéciaux, sous forme de prestations de services en Grèce ou en Italie. Ces livraisons et prestations seront réparties en cinq annuités, à compter du 1er septembre 1949.

Article 2.

Le Gouvernement hellénique fournira à l'Italie en conformité à l'article 74 b du Traité de Paix, les matières premières normalement importées en Italie et qui sont nécessaires à la fabrication des produits achevés, à livrer en vertu et suivant les articles du présent Accord.

Il est entendu que la valeur des dites matières premières ajoutée aux sommes que le Gouvernement italien mettra à la disposition du Gouvernement hellénique en vertu du présent Accord, constituera le montant total des livraisons et des prestations italiennes à la Grèce.

Article 3.

Les catégories des produits et des services à fournir en conformité du présent Accord et les limites (minimum et maximum) exprimées en dollars U.S.A. de chaque catégorie sont indiquées dans la liste A, annexée au présent Accord.

Un programme détaillé a été établi de commun accord pour la première année (liste B, annexée au présent Accord).

Les programmes pour les années suivantes seront établis entre les deux Gouvernements au début de chaque année toujours dans le cadre de la liste A.

Article 4.

Les Maisons italiennes chargées de l'exécution de travaux scientifiques ou d'ouvrages de nature spéciale en Grèce auront le droit d'empbloyer sur le territoire hellénique leur organisation, leur équipement technique ainsi que leurs spécialistes.

Des particuliers italiens pourront être également chargés de l'exécution en Grèce de travaux et d'ouvrages du genre susdit.

Article 5.

Par d'autres accords signés entre les Gouvernements italien et hellénique et rentrant dans le cadre du présent Accord d'autres sommes seront payées à valoir sur les disponibilités existant dans les comptes prévus aux articles 21 ou 24 ci-dessous.

Article 6.

Le Gouvernement italien, annimé par l'esprit de collaboration qui est à la base du présent Accord, s'engage à faire tout son possible pour l'exécution rapide et complète du programme des livraisons et des prestations prévues dans les articles précédents.

Toutefois, la responsabilité pour l'exécution des contrats du côté italien revient aux Maisons italiennes.

Commandes

Article 7.

Le placement des commandes pour les biens et les services prévus à l'article 3 du présent Accord sera fait par le Gouvernement hellénique soit directement auprès des Maisons italiennes, soit par l'intermédiaire d'organisations ou de particuliers qui, dûment autorisés par le dit Gouvernement, agiront en son nom et pour son compte auprès des Maisons italiennes.

Les conditions et les prix des biens et des services seront fixés suivant la procédure commerciale normaler Les contrats seront stipulés en dollars U.S.A. jusqu'au montant des disponibilités du compte entie- prévu à l'art. 21, et en lires italiennes jusqu'au montant des disponibilités du compte entier prevu à l'art. 24, sauf les dispositions de l'article 25, les unes et les autres étant respectivement réduites des dépenses prévues à l'art. 5.

Article 8.

Au fur et à mesure que les Maisons italiennes auront exécuté les conditions des contrats prévus à l'art. 7 elles auront le droit de recevoir les sommes, qui leur sont dues, des fonds disponibles dans les comptes prévus aux art. 21 et 24 du présent Accord.

En cas de non exécution totale ou partielle, dûment reconnue, des obligations des Maisons italiennes résultant de leurs contrats, le Gouvernement hellénique aura le droit de renouveler au total ou en partie les commandes à d'autres Maisons italiennes.

Article 9.

Toutes les sommes que les Maisons italiennes ou le Gouvernement hellénique devront payer à titre de pénalité ou réparation de dégâts pour la non exécution de leurs obligations contractuelles réciproques, seront versées ou prélevées et portées au crédit ou respectivement au débit des comptes prévus aux articles 21 et 24 du présent Accord et conformément à ces articles.

Le Gouvernement hellénique aura le droit, dans le cadre des sommes éventuellement payées par les Maisons italiennes, de placer des commandes supplémentaires en Italie au delà des sommes prévues par le précédent article 2.

Article 10.

Les contrats passés aux Maisons italiennes seront notifiés par le Gouvernement hellénique au Gouvernement italien afin que ce dernier puisse vérifier leur correspondance aux clauses du présent Accord. Cette vérification sera effectuée dans le plus bref délai possible.

Matières Premières

Article 11.

Dans le but de déterminer les quantités des matières premières normalement importées en Italie et nécessaires à la fabrication des biens qui seront fournis à la Grèce et enfin de pouvoir ensuite effectuer le contrôle des matières premières consommées pour la fabrication de ces biens, le Gouvernement italien a présenté le 13 Mai 1949 au Gouvernement hellénique des tableaux conventionnels indiquant les quantités des matières premières nécessaires pour les fabrications pré-

vues à la liste A. Un accord sur ces tableaux, en nombre de 38, devra être rejoint par les délégués prévus à l'article 28 avant le 1er janvier 1950.

Dans le cas où les deux délégués ne parviennent pas au dit accord, les deux Gouvernements feront appel aux bons offices d'un ami commun afin de resoudre le différend dans un délai de trois mois.

Les tableaux conventionnels susdits seront appliqués à titre provisoire jusqu'au moment où un accord sera intervenu, après quoi ils seront appliqués sous leur forme définitive.

Si toutefois au cours de l'application de cet Accord d'autres tableaux conventionnels deviennent nécessaires, les deux Gouvernements se mettront d'accord, dans le plus bref délai possible, ayant recours, en cas de besoin, aux bons offices d'un ami commun.

Article 12.

Au début de la 2ème,-3ème, 4ème et 5ème année une liste des quantités des matières premières à fournir sera établie par les délégués prévus à l'art. 28, compte tenu du programme des livraisons pour chacune des dites années et de la balance de la période précédente.

Article 13.

Le Gouvernement hellénique exécutera ses obligations par la livraison de ferraille, cuivre, étain, fonte, nickel et bois spécial. Les autres matières premières normalement importées en Italie et qui sont nécessaires à la fabrication des biens à fournir à la Grèce seront convertis dans les susdites et il en résultera que les quantités de ferraille, cuivre, étain, fonte. nickel et bois spécial à fournir selon les tableaux conventionnels, seront augmentées des quantités résultant de cette conversion. Celle-ci sera effectuée à la fin des premiers dix mois à l'occasion du contrôle des quantités consommées, et au début de chacune des quatre années successives à l'occasion de l'établissement des listes des matières premières à fournir à l'Italie prévues à l'article 11 et d'après la méthode suivante :

Les valeurs des si? matières premières susnommées seront calculées sur les cotes de la Bourse de Milan d'après la moyenne du mois précédent le jour de l'opération et leur somme sera considérée égale à 100. C'est à dire, on établira le pourcentage de la valeur de chacune d'elles et c'est d'après ces pourcentages que la valeur de chaque metière première à substituer, calculée également sur la Bourse de Milan, sera convertie en celles qui sont à fournir. Les six matières premières susdites pourront être aussi inter-changées de commun accord entre les deux délégués prévus à l'article 28.

Article 14.

Afin de rendre possible l'exécution immédiate du présent Accord et des commandes relatives, le Gouvernement italien consent à ce que, jusqu'au moment où la Grèce commencera à fournir les matières premières, les Maisons italiennes chargées des livraisons prélèvent les matières premières nécessaires à l'exécution des contrats signés entre-tmtemps, des stocks existant en Italie.

De même le Gouvernement italien consent à ce que dans les premiers mois d'application du présent Accord, des produits achevés compris dans la liste B et achetés d'après l'article 7 par le Gouvernement hellénique soient exportés même avant la livraison des quantités des matières premières correspondantes.

De son côté le Gouvernement hellénique assume l'obligation de fournir au cours des premiers dix mois les quantités suivantes de matières premières :

40.000	tonnes	de	férailles
20.000	»	»	fonte
2.000	»	»	cuivre
300	»	»	étain
100	»	»	nickel
1.000	»	»	bois spécial.

La moitié des susdites matières premières sera fournie avant le 31 décembre 1949 et la balance avant le 30 juin 1950.

Article 15

Dans le but de garantir la continuité du fonctionnement du présent Accord le Gouvernement hellénique prendra les mesures nécessaires afin que la quantité des matières premières effectivement importées et vendues en Italie à la fin des premiers dix mois et des trois années successives d'application de la première partie du présent Accord, dépasse la quantité des matières premières qui devraient être fournies d'après les commandes placées pendant la même période calculées sur la base des tableaux conventionnels, respectivement des pourcentages suivants:

le	1er	Juillet	1950	de 75 o)o
»	»	»	1951	» 50 o)o
»	»	»	1952	» 25 o)o
»	»	»	1953	» 10 o)o

Un mois avant le 30 juin 1954 le Gouvernement hellénique devra avoir fourni à l'Italie toutes les matières premières nécessaires pour l'exécution de la première partie du présent accord.

L'importation des matières premières en Italie sera contrôlée et constatée par le Gouvernement italien.

Article 16.

Trois mois avant le 30 juin 1954 les délégués prévus à l'article 28 procéderont à un calcul exact de toutes les matières premières fournies par le Gouvernement hellénique.

A cette date et en relation aux livraisons de produits à effecter encore, ils évalueront le solde de matières premières qui devront être fournies pendant les deux mois successifs.

Article 17.

Le Gouvernement hellénique pourra vendre librement sur le marché italien, en conformité aux lois concernant la disposition des matières premières à l'intérieur de l'Italie, les matières premières à fournir en exécution du présent Accord, chaque fois qu'un envoi aura lieu, après avoir examiné avec les Maisons italiennes qui entreprendront des livraisons, la possibilité de leur vendre directement les matières premières ou de vendre ces dernières aux organisations autorisées par elles.

La vente des matières premières aura lieu en lires italiennes aux conditions commerciales du marché italien.

Dans chaque contrat de livraison il devra être indiqué si les Maisons italiennes ont stipulé avec le Gouvernement hellénique l'achat des matières premières correspondant à la livraison ou si elles y ont renoncé.

Le Gouvernement hellénique est tenu à communiquer au Gouvernement italien les quantités des matières premières vendues en Italie leur prix et les noms des acheteurs.

Article 18.

Les sommes résultant de la vente en Italie des matières premières seront portées, comme prévu à l'article 24, au crédit du Gouvernement hellénique qui en disposera pour le paiement de toute livraison de biens et prestation de services prévue par le présent Accord, à l'exception de celles prévues à l'article 25, et pour le paiement de sommes dues par suite des dispositions de l'article 5 et de sommes éventuellement dues en conséquence de l'application de l'article 51.

Clauses Financières

Article 19.

Le Gouvernement italien, désirant donner preuve de l'esprit de collaboration qui l'anime, consent à ce que les obligations de l'Italie, découlant de l'article 74b du Traité de Paix, commencent aux dates sous indiquées au lieu du 29 octobre 1949 et que les pourcentages d'exécution annuelles des dites obligations soient fixés comme suit :

pour la	1ère	année:	du 1èr	septembre	1949	au 30 juin	1950: 20 o)o
»	» 2ème	»	»	juillet	1950	» » »	1951: 25 o)o
»	» 3ème	»	»	»	1951	» » »	1952: 25 o)o
»	» 4ème	»	»	»	1952	» » »	1953: 20 o)o
»	» 5ème	»	»	»	1953	» » »	1954: 10 o)o

De son côté le Gouvernement hellénique, appréciant le sentiment amical qui à inspiré la décision susdite et animé par le même esprit, consent à ce que un taux d'escompte de 7 1)4 o)o soit déduit de la somme totale de 105 millions de dollars U.S.A. due par l'Italie. Il en résulte que les tranches que le Gouvernement italien devra porter au crédit du compte prévu à l'article 21 du présent Accord, sont les suivantes:

au 1er septembre	1949: 20 o)o	– anticipé de 58 jours (taux de escompte 7,25 o)o)	$	20.758.068,50
» 1er juillet	1950: 25 o)o	– dont 20 o)o anticipé de 120 jours et 5 o)o anticipé de 1216 jours au susdit taux d'escompte	$	24.481.397,25
» 1er juillet	1951: 25 o)o	– dont 20 o)o anticipé de 120 jours et 5 o)o anticipé de 851 jours au taux d'escomte susdit	$	24.862.022,25
» 1er »	1952: 20 o)o	– anticipé de 120 jours au susdit taux d'escompte	$	20.499.452,05
» 1er »	1953: 10 o)o	– anticipé de 120 jours au susdit taux d'escompte	$	10.249.726,05

Chaque tranche devra être couverte par des commandes prévoyant des échéances qui assurent la dépense du 90 o)o de son montant au cours de l'année. La balance éventuelle, qui ne pourra pas dépasser le 10 o)o du montant de la tranche correspondante, pourra être transférée à la tranche de l'année suivante. Pour la première tranche, étant donné qu'elle correspond à dix mois au lieu de douze, les pourcentages ci-dessus de 90 o)o sont respectivement fixés à 80 o)o et à 20 o)o.

Article 20.

Le paiement des livraisons de marchandises des prestations de services prévues dans le présent Accord sera effectué par la Banque de Grèce, agissant au nom et po"r compte du Gouvernement hellénique, moyennant des prélèvements des comptes A et B ainsi qu'il est établi dans les articles suivants.

Article 21.

Un compte spécial dénommé «Collaboration Economique Italo-Hellénique-Compte A» en dollars U.S.A., ne produisant pas d'intérêts, sera ouvert au nom du Gouvernement hellénique auprès de la Banque d'Italie.

Au crédit du dit compte seront portées les sommes suivantes:

1) Les montants en dollars U.S.A. que le Gouvernement italien mettra à la disposition du Gouvernement hellénique suivant l'article 19 pour être dépensés selon les modalités établies par le dit article.

2) Les montants que les Maisons italiennes devront verser sur présentation des documents relatifs, à titre de pénalité ou de dédommagement résultant des contrats stipulés en dollars, prévus à l'article 7.

Au débit du dit compte seront portées les sommes suivantes:

1a) Les montants des paiements en dollars U.S.A. que la Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, disposera au moyen d' ordres de paiement pour le règlement des livraisons et des services prévus à l'article 3 du présent Accord.

2a) Les montants que le Gouvernement hellénique devra prélever et payer à titre de pénalité ou de dédommagement sur la requête documentée des Maisons italiennes intéressées en application des contrats passés en dollars.

3a) Les sommes dues par suite des dispositions de l'article 5.

La Banque d'Italie exécutera les ordres de la Banque de Grèce prévus aux nos 1a et 2a ci-dessus après avoir constaté qu'ils répondent aux conditions établies dans les contrats auxquels ils se rapportent.

Article 22.

Aux effets des paiements prévus par l'article 20 et autant que la légistation actuelle reste en vigueur, la conversion en lires italieennes des montants en dollars U.S.A. sera effectuée conformément au régime de devises actuellement en vigueur en Italie, au change moyen entre la cote moyenne mensuelle du dollar U.S.A. calculée selon le décret législatif italien du 28 Novembre 1947, n. 1347, et le change du doller U.S.A. d'exportation (conti valutari 50 o)o) à la clôture de la Bourse de Rome le jour précédent l'exécution du paiement. En cas de modification des dispositions ci-dessus la conversion aura lieu conformément à la nouvelle législation qui sera adoptée pour le calcul du cours du dollar d'exportation.

Article 23.

Au cas où la parité-or du dollar U.S.A. établie à l'article 74b (point cinq) du Traité de Paix serait modifiée, les disponibilités en dollars U.S.A. du compte prévu par l'article 21 du présent Accord, seront réajustées en conformité à la parité nouvelle, étant entendu que cette obligation du Gouvernement italien cessera à la date du 30 juin 1954.

Partant, les soldes éventuellement existants dans le compte prévu à l'article 21 à la date susdite, ne seront plus couverts d'aucune garantie, sauf dans le cas où il y aurait eu des retards dans les paiements de la part de laBanque auprès de laquelle le compte même aura été ouvert. Dans ce cas la garantie sera prolongée pour une période exactement correspondante à celle du retard dans les paiements de la part de la Banque.

Article 24.

Au nom du Gouvernement hellénique sera ouvert auprès de la Banque d'Italie un compte en lires italiennes, dénommé «Collabaration Economique Italo-Hellénique Compte B», ne produisant pas d'intérêts.

Au crédit du dit compte seront portés:

a) Les versements en lires italiennes effectués de la part des acheteurs taliens des matières premières importées en Italie d'après ce qui est prévu aux articles 11 à 18 du présent Accord, et cela après présentation des documents prévus par les dispositions en vigueur en Italie en matière d'importation.

b) Les montants que les Maisons italiennes, avec lesquelles des contrats en lires italiennes ont été conclus, devront verser après présentation des documents relatifs, à titre de pénalité ou de dédommagement résultant des dits contrats.

c) Le solde actif éventuel du comprte D prévu à l'article 51.

Au débit du dit compte seront portés les paiements suivants que la Banque de Grèce disposera au moyen d'ordres de paiement appropriés:

aa) Pour le règlement de toute livraison de biens et prestation de service prévue à l'article 3 du présent Accord, à l'exception des livraisons et services prévus à l'article 25 et selon les formalités établies au dernier alinéa de l'article 21.

bb) Pour les sommes dues par suite des dispositions de l'article 5.

cc) Pour les montants que le Gouvernement hellénique devra verser à titre de pénalité ou de dédommagement sur la requête documentée des Maisons intéressées résultant des contrats que le Gouvernement hellénique aurait conclus en lires italiennes.

dd) Pour le règlement de livraisons et services supplémentaires en dehors de ceux qui sont prévus par la liste A mais rentrant toujours dans le cadre du présent Accord et qui auraient été approuvés par les deux Gouvernements.

ee) Pour de sommes éventuellement dues en conséquence de l'application de l'article 51.

Article 25.

Toutes les dépenses que les Maisons italiennes ou les particuliers italiens devront effectuer d'après les contrats pour l'exécution des travaux en Grèce prévus à l'article 4, y compris celles qui concernent le personnel envoyé en Grèce dans ce but, seront portées au débit du compte prévu à l'art. 21. De même on procédera avec les montants des paiements pour le règlement des livraisons de produits du côté italien s'y rapportant. Celles de ces dépenses qui seront à payer en Grèce seront effectuées en drachmes, dans la mesure désirée par les intéressés italiens, à valoir sur un compte en dollars U,S.A. que le Gouvernement hellénique ouvrira auprès de la Banque de Grèce en leur faveur. Les montants des dollars dépensés seront déduits des contrats et factures que les contractants présenteront pour le paiement à la Banque d'Italie, visés par le délégué hellénique prévu à l'art. 28.

Article 26.

En ce qui concerne la conversion des dollars en drachmes prévue à l'article précedent, elle aura lieu sur la base du cours officiel du dollar U.S.A. de la Banque de Grèce, majoré d'un montant égal au cours du certificat de change en dollars U.S.A. en vigueur le jour de l'opération.

Article 27.

Les dépenses concernant le personnel recruté en Grèce et les matériaux qui devront être fournis par l'économie grecque seront à la charge du Gouvernement hellénique et directement effectuées par lui. et ne pourront être portées au débit des comptes prévus aux article 21 et 24 du présent Accord.

Clause Spéciale

Article 28.

Un délégué nommé par le Gouvernement italien et un délégué nommé par le Gouvernement hellénique se rencontreront chaque fois qu'il sera nécessaire et en tout cas au moins une fois par trimestre pour vérifier en commun l'application des articles précedents du présent Accord, pour rédiger leur rapport trimestriel et pour élaborer, si cela est nécessaire, les recommandations à présenter aux deux Gouvernements."

DEUXIEME PARTIE

REGLEMENT DES QUESTIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES DECOULANT DE L'ANNEXE XIV DU TRAITE DE PAIX ENTRE LES PUISSANCES ALLIEES ET ASSOCIEES ET L'ITALIE

Article 29.

1) Les personnes physiques domicilliées à la date du 10 juin 1940 dans les Iles du Dodécanèse qui ont opté ou opteront jusqu'au 31 coctobre 1949 pour la nationalité italienne et qui, dans le délai prévu au paragraphe 3 de l'article 19 du Traité de Paix qui est prorogé par le présent Accord jusqu'au 31 août 1950, établiront leur résidence en Italie sont jusqu'à l'expriration de ce délai autorisées, aux conditions établies par le paragraphe 10 de l'Annexe XIV du Traité de Paix, à transférer et emporter avec elles les biens, meubles et fonds en leur possession, provenant de la liquidation de leurs biens meubles et immeubles. La même autorisation est accordée aux ressortissants italiens propriétaires de biens situés au Dodecanées sans y avoir domicile.

Par «biens meubles» sont entendus aussi les machines, installations, appareils et matériaux divers qui pourraient être transportés, ainsi que par «fonds» sont entendus les titres, signes monétaires et devises de *toute sorte.*

2) Les personnes physiques dont la langue usuelle est l'italien, qui étaient domiciliées au Dodécanèse le 10 juin 1940 et qui postérieurement à cette date et jusqu'à l'entrée en vigueur du présent Accord ont quitté ce territoire sont présumées avoir exercé le droit d'option pour la nationalité italianne prévu au paragraphe 2 de l'article 19 du Traité de Paix. Elles auront, toutefois, le droit d'être naturalisées ressortissants Crecs si elles en font la demande par déclaration écrite présentée aux Autorités compétents Helléniques jusqu'au 31 octobre 1949. Dans ce dernier cas, elles seront considérées comme ayant acquis la nationalité Hellénique le 27 octobre 1947.

Ces personnes auront le droit de transfert de leurs biens meubles et du produit de la liquidation de leurs biens meubles et immeubles dans le délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 30

Les fonds en drachmes provenant directement ou indirectement de la liquidation des biens italiens seront versés dans le compte prévu à l'article 51 du présent Accord.

La Banque de Gréce délivrera en faveur de chaque déposant pour chaque versement en drachmes un orde de paiement pour l'équivalent en lires italiennes, calculé sur la base du change drachme-dollar prévu à l'article 26 du présent Accord et du change dollar USA-lire italienne, prévu à l'article 22, à valoir sur le compte D prévu à l'article 51. Tout orde de paiement devra être contresigné par les délégués prévus à l'article 52. La Banque d'Italie sera autorisée à verser aux ayants droit, sur présentation de l'ordre de paiement, la somme y indiquée. Les mêmes ordes de paiement seront délivrés pour les monnaies étrangères en or, argent, ou devises par les personnes mentionnées à l'article 29, étant entendu que la contrevaleur en drachmes sera calculée au cours du change du marché libre d'Athènes le jour du versement.

Les versements auprès de la Banque de Grèce devront être préalablement autorisés par les délégués susmentionnés qui en confirmeront la provenance sur la base des documents présentés par les intéressés ou tout autre élément utile.

Seront également acceptées en vue de transfert les sommes appartenant à des italiens rapatriés et laissées en dépôt auprès de particuliers ou de Banques du Dodécanèse.

Article 31.

Les personnes juridiques exerçant leur activité dans les îles du Dodécanèse, et constituées selon la législation italienne qui, dans les six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, n'auraient pas modifié leur constitution statutaire conformément aux lois helléniques devront procéder à la liquidation et au transfert de leurs, droits et intérêts aux conditions et termes prévus aux articles 29 et 30.

Article 32.

Afin d'aider les personnes dont il est question aux articles 29 et 31 et qui, dans le délai prévu à l'articles 29 § 1 du présent Accord n'auraient pas liquidé leurs immeubles, le Gouvernement hellénique, sur demande qui pourra être présentée par les intéressés aux délégués à partir de la date de la signature du présent Accord, procédera à l'acquisition des dits biens au prix en drachmes établi par ces délégués.

En ce qui concerne la contrevaleur des biens ainsi acquis par le Gouvernement hellénique et qui sera calculée selon les modalités de l'article 30, la Banque de Grèce émettra en faveur des ayants droit des ordres de paiement, contresignés par les délégués, à valoir sur le compte spécial D.

Trois mois après l'expiration du délai prévu à l'article 29 les citoyens italiens qui n'auront pas accepté le prix établi suivant les modalités ci-dessus indiquées perdront tout droit au transfert en Italie de la contraevaleur de leurs biens prévu par le Traité de Paix.

A ce moment les dits biens seront soumis aux règles générales de l'article 5 du Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation signé entre les Hautes Parties Contractantes à San Remo le 5 novembre 1948.

Article 33.

Le Gouvernement hellénique reconnaît que les biens, droits et intérêts appartenant aux personnes ci-après désignées, ne sont pas compris parmi les biens d'Etat et parastataux prévus par le paragraphe 1 de l'annexe XIV et que par conséquent les dispositions du paragraphe susdit ne leur sont pas applicables:

1) Banca d'Italia; 2) Banco di Sicilia; 3) Banco di Roma; 4) Tabacchi Egei Manifattura Italina (T.E.M.I.) pour la partie de son patrimoine correspondant aux quatre mille sept cent cinquante deux (4.752) actions qui appartiennes à l'Azienda Tabacchi Italiani; 5) Società Siderurgica Italiana; 6) Società Allevamenti Bonifiche Agrarie (S.A.B.A.); 7) Unione Militare; 8) Società Commercio Italiano Mediterraneo (S.C.I.M.); 9) Ente Bonifica Agraria; 10) Dante Alghieri; 11) Società Anonima »S.A.I.T.A.B.»; 12) Istituto Nazional Assicurazioni Infortuni sul Lavoro (I.N.A.I.L.); 13) Istituto Nazionale Assicurazione Malattie Lavoratori (I.N.A.M.L.); 14) Ente Nazionale Previdenza ed Assenza Statali (E.N.P.A.S.); 15) Società Ferrobeton; 16) Istituto Nazionale Case Impiegati Statali (I.N.C.I.S.)

Le Gouvernement italien de son côté reconnaît toutes les autres mesures prises par les autorités helléniques en exécution du paragraphe 1 de l'Annexe XIV du Traité de Paix affectant les personnes non mentionnées par le présent article.

Article 34.

Jusqu'au 31 août 1950 les biens meubles etimmeuble appartenant à des citoyens italiens, personnes physiques ou juridiques et associations en général ne feront pas l'objet de mesures de réquisition, de dispositions sur la réglementation des loyers ne seront soumis à d'autres mesures qui limiteraient l'exercice de leur libre usage ou leur valeur en vue de leur liquidation.

Il est entendu que les mesures adoptées à cet égard par l'Administration Militaire hellénique et le Gouvernement Général du Dodécanèse seront rapportées automatiquement à la date de la signature du présent Accord.

Article 35.

Les signes monétaires italiens retirés de la circulation en vertu du paragraphe 5 de l'Annexe XIV du Traité de Paix seront restitués par le Gouvernement hellénique au Gouvernement italien.

Article 36.

Le Gouvernement italien n'avancera aucune prétention de contribution de la part de l'Etat hellénique pour les obligations de l'Etat italien vis à vis des porteurs de la Dette publique italienne même s'il s'agit de personnes physiques ou juridiques qui conservent leur résidence, leur siège social ou établissement principal dans le territoire du Dodécanèse.

Article 37.

Le Gouvernement italien procédera au remboursement des dépôts ou comptes courants en lires italiennes effectués auprès des Agences des institutions de crédit italiennes au Dodécanèse.

A cette fin, les délégués, sur examen des documents produits par les institutions susdites et les autotités italiennes, ainsi que des demandes présentées par les intéressés, vérifieront les sommes dues et procéderont à la compilation des listes y relatives sur la base desquelles les remboursements aux ayants droit seront autorisés.

Les montants qui en résultent seront versés, par les soins du Gouvernement italien, au compte D et le Gouvernement hellénique de son côté en assurera le remboursement aux ayants droit.

Pour ce qui concerne la consistance des dépôts en comptes courants gouvernementaux, les délégués auront soin qu'ils soient utilisés selon leur destination et établiront de commun accord l'emploi des sommes restées éventuellement disponibles.

Article 38.

Le Gouvernement italien assurera le versement aux intéressés des sommes dues du fait d'expropriations d'immeubles réellement effectuées par l'administration italienne du Dodécanèse et dont l'équivalent n'a pas été déposé en leur faveur.

A cet égard, les délègués procéderont à l'évaluation des immeubles sur la base de leur valeur au moment de l'expropriation. Les sommes dues seront versées au compte D et le Gouvernement hellénique de son côté en assurera le remboursement aux ayants droit.

Article 39.

Les contrats d'assurances concernant les habitants du Dodécanèse seront considérés comme valables conformément à leurs clauses, étant entendu que, pour les polices d'assurances non échues, les assurés continueront à exécuter leurs engagements contractuels par l'entremise des Agences en Grèce des sociétés italiennes d'assurances.

Pour ce qui concerne les polices d'assurances déjà échues, les délégués, sur la base des déclarations de dénonciation présentées par les intéressés et des documents remis par les institutions d'assurances, procéderont à la vérification des sommes dues, qui devront être versées au compte D.

Pareillement les délégués procéderont à la vérification des obligations des organisations selon le paragraphe 7 de l'annexe XIV du Traité de Paix, sur la

base des déclarations de dénonciation soumises par les intéressés et de la documentation présentée par les mêmes organisations.

Les sommes qui devront être liquidés seront versées au compte D et le Gouvernement hellénique de son côté en effectuera le remboursement aux ayants droit.

Article 40.

Pour ce qui concerne les obligations de l'Etat italien découlant du paragraphe 8 de l'Annexe XIV du Traité de Paix, les délégués procéderont à la rédaction des listes de personnes ayant droit à des pensions et détermineront les modalités des payments à effectuer en vue de leur liquidation.

Les sommes dues seront versées par le Gouvernement italien, pour compte des ayants droit, au compte D et le Gouvernement hellénique de son coté en effectuera le remboursement aux ayants droit.

Du bénéfice des pensions sont exclues les personnes qui feraient usage du droit de liquidation, conformément à l'article précédent, eu vertu de polices d'assurance dérivant de rapports d'emploi.

Art. 41.

Le Commission Mixte prévue à l'article 52 devra terminer ses opérations dans le délai d'un an à partir de le signature de l'Accord, exception faite pour ce qui concerne les dipositions de l'article 32.

TROISIEME PARTIE

Règlement des questions économiques et financières relatives aux autres clauses du traite de paix.

Article 42.

Le Gouvernement Hellénique, en exécution des dipositions du § 6 de l'article 79 du Traité de Paix, s'engage à édicter, dans un délai de 60 jours à compter de la date de la signature du présent Accord, les mesures necessaires afin que les biens, droits et intérêts, de quelque nature qu'ils soient, visés par le § 6 de l'article 79 (sous lettres a), b) et c), soient remis simultanément avec les rentes, fruits et intérêts échus depuis le séquestre aux ayants droit ou à leurs représentants qualifiés dans les 60 jours à compter de la date de la présentation de la demande aux autorités Helléniques compétentes.

Article 43.

Afin de résoudre amicalement les questions découlant de l'article 79 § 1, 2 et 4 du Traité de Paix, les Hautes Parties Contractantes sont convenues de ce qui suit :

1. Le Gouvernement Hellénique restituera aux ayants droit Italiens au moment de la signature du présent Accord, les biens, droits, et intérêts dont ils étaient propriétaires en Grèce dans la mesure de deux tiers de la valeur globale pour ceux qui appartiennent à des personnes physiques et de deux tiers de la valeur globale pour ceux qui appertiennent à des personnes juridiques, soit privées, soit publiques.

Sont exceptés du calcul ci-dessus et de la restitution, les biens appartenant aux citoyens Italiens, acquis par eux après la date du 29 octobre 1940 et dont le Gouvernement Hellénique conservera la plein disposition.

Le Gouvernement Hellénique conserve également les biens, droits et intérêts qui sont exclus de la restitution aux ayants droit Italiens susmentionnés, dans la mesure d'un tiers de la valeur globale de ceux respectivement appartenant à des personnes physiques et juridiques. Les biens, droits et intérêts que le Gouvernement Hellénique pourra ainsi conserver seront choisis, dans les deux mois de la signature de l'Accord et avec la procédure prévue à l'article 42, par les délégués mentionnés au même article,.

2. De son côté, le Gouvernement Italien versera, à titre de rachat des 2]3 des biens, droits et intérêts restitués aux ayants droit italiens de la part du Gouvernement Hellénique, la contevaleur en lires italiennes, calculée au cours du change prevu à l'article 22 du présent Accord, d'une somme forfaitaire de 3.750.000 dollars USA. Cette somme sera versée au compte D dans la proportion de $ 1.500.000 dans un mois à partir de la signature du présent Accord et. dans tous les cas, au début des restitutions, le reliquat devant être versé en deux quotes-parts, respectivement le troisième et quatrième mois depuis la signature de l'Accord et pour un montant de 1.250.0000 dollars et 1.000.000 de dollars.

3. Les Délégués pourvoiront sans exception et avec la procédure prévue d'article 51 à la détermination de la valeur de tous les biens, droit et intérêts italiens.

En vue du payement de l'indemnité aux ayants droits que le Gouvernement Italien est tenu à corresondre pour les biens retenus par le Gouvernement Hellénique dans la mesure mentionnée au § 1, la détermination de la valeur s'étendra aussi aux biens qui pendant le période successive au 29 octobre 1940, on été de quelque manière que ce soit soummis à des mesures de séquestration, confiscation ou liquidation et pour la récupération desquels il ne serait pas possible à l'état actuel d'effectuer aucune recherche.

4. Le Gouvernement Hellénique s'engage à restituer les biens ayant fait l'objet de rachat dans un délai de quatre mois à partir de la date de la signature de présent Accord, sur la base de la demande, présentée par les ayants droit, par l'entremise de la Légation d'Italie à Athènes., aux Autorités Helléniques compétentes.

Articles 44.

Il reste entendu entre les Hautes Parties Contactantes que les citoyens Italiens titulaires de biens, droits et intérêts qui leur sont restitués, à quelque titre que ce soit, auront le droit de se rétablir en Grèce, sans égard aux mesures que le Gouvernement Hellénique a pu prendre précédemment à leur sujet.

Les propriétaires des biens restitués qui auraient procédé à leur liquidation auront la faculté, dans le délai d'une année à partir de la restitution de ces biens, de transférer en Italie le produit de la liquidation sur la base de la procédure prévue par l'article 30 du présent Accord.

Article 45.

Les biens meubles d'usage personnel et domestique provenant des opérations de rachat ou de restitution, pourront être transportés en Italie sans qu'ils soient soumis au payement d'aucun droit d'exportation.

Les biens, droits et intérêts de quelque nature que ce soit qui seront restitués en vertu des dispositions des articles 42 et 43 du présent Accord, seront remis aux ayants droit, qui en auront ainsi la pleine disposition, sans charges de n'importe quelle nature. De même les propriétaires italiens ne seront pas soumis au remboursement ou à d'autres charges pour les indemnités qui leur ont été allouées en Grèce de quelque manière que ce soit.

De même, les biens, droits et intérêts seront au moment de leur consignation libres de tout d'usage éxercé illégalement par des personnes physiques ou morales Les Gouvernement Hellénique n'adoptera pour ce qui concerne ces biens aucune mesure qui pourrait créer une situation différente de celle prévue par le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation du 5 novembre 1948 et en tout cas autre que celle intéressant les biens appartenant à des citoyens Hellènes.

Pour ce qui concerne plus spécialement les immeubles destinés à l'habitation, il reste entendu qu'ils seront libres pour l'occupation de la part des propriétaires admis à rentreen Grèce dans les cas suivants :

1) Lorsqu'ils sont occupés pour son usage par le séquestre ou par des personnes appartenant à l'administration du séquestre.

2) Lorsque les occupanrs acruels, quelques qu'ils soient, sont entrés en possession de la maison d'habitation après le 1er janvier 1949.

3) Lorsqu'ils sont occupés par des personnes dépourvues de titre légitime.

Article 46.

En relation aux termes de l'article 81 du Traité de paix et sauf les autres dispositions de même article, on reconnaît l'existence et la validité des anciens rapports des comptes postaux, télégraphiques et ferroviaires en suspens entre la Grèce et l'Italie, dont le règlement sera établi sur la base des dispositions des Conventions et des Accords internationaux en vigueur.

Article 47.

En matière de restitutions des biens helléniques enlevés, se trouvant actuellement en Italie, il est convenu que la Légation de Grèce en Italie présentera au Ministère des Affaires Etrangères italien, dans les trois mois après l'entrée en viqueur du présent Accord, une liste complète des biens helléniques, identifiés, pour lesquels il a été presénté demande documentée de restitution suivant les dispositions de l'article 75 du Traité de Paix.

Le Gouvernement italien de son côté fera tout son possible afin que la restitution des biens en question, dans l'état où ils se trouvent et pourvu que les demandes en restitution soient reconnues bien fondées, ait lieu dans le délai le plus court.

Article 48.

1. La Légation de Grèce en Italie présentera au Ministère du Trésor Italien le plus tôt possible dès l' entrée en vigueur du présent Accord une liste complète et définitive, avec les documents y afférents, des biens appartenant à des ressortissants Hellènes qui ont été soumis à des mesures de guerre et qui restent à restituer, et des droits à rétablir suivant les dispositions de l'article 78 du Traité de Paix.

Dans les trois mois suivant la présentation de la liste précitée, les biens à restituer seront mis par les Autorités compétentes à la disposition des ayants droit dans l'état où ils se trouvent, pourvu que la demande en restitution soit dûment documentée.

En ce qui concerne les droits à rétablir, le Gouvernement Italien fera tout son possible afin de donner, dans le délai le plus court, aux demandes des intéressés la suite qu'elles comporteront, à la condition toujours qu'elles soient dûment documentées et soient reconnues bien fondées. Le délai pour la présentation des demandes en restitution des biens et de rétablissement de droits est prorogé jusqu'au 31 décembre 1949.

2. Le Gouvernement Italien s'engage aussi à donner la suite qu'elles comporteront dans le plus court délai possible à partir de l'entré en vigueur du pré sent Accord, aux demandes de remise en parfait état des biens restitués aux ressortissants Hellènes, ou d'indemnisation en faveur de ressortissants Hellènes, au sens du paragraphe 4 de l'article 78 du Traité de Paix, à condition que les intéressés produisent les documents et autres de pièces à l'appui de leurs demandes.

Le délai pour la présentation des demandes en question est prorogé jusqu'au 31 décembre 1949.

Article 49.

Le Gouvernement Italien s'engage à communiquer, dans les trois mois à partir de la date de la signature du present Accord, les éléments prévus dans l'Annexe XVII A2 du Traité de Paix.

De son côté, le Gouvernement Hellénique communiquera au Gouvernement Italien ses recommandations dans un délai de six mois à partir de la réception des éléments en question.

Les sommes résultant de la révision des sentences italiennes sur les Prises concernant les navires et les marchadises grecques, dont le Gouvernement Italien serait redevable, seront versées au compte D.

CLAUSES GENERALES

Article 50.

Le Gouvernement Hellénique reconnaît le droit de propriété de l'Etat et des citoyens Italiens sur tous les navires marchands italiens, y compris les cargaisons et le matérial navals qui se touvaient avant le 29 octobre 1947, flottants ou immergés dans les eaux territoriales helléniques, retenus ou utilisés par les Autorités ou citoyens Hellènes ou se trouvaient dans n'importe quelle autre situation.

Article 51.

Conformémrnt aux prévisions contenues dans la deuxième et la troisième partie du présent Accord, un compte spécial en drachmes est établi auprès de la Banque de Grèçe sous la dénomination «Compte C», ne produisant pas d'intérêts, ainsi qu'un compte spécial en lires italiennes auprès de la Banca d'Italia dénommé «Compte D», ne produisant pas d'intérêts, tous les deux au nom de la Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement Hellénique.

A l'actif du «Compte C» seront versées les drachmes provenant de la liquidation des biens italiens au Dodécanèse et du règlement des comptes financuiers en suspens existant entre les deux Gouvernements et dont le règlement est prévu par le présent Accord.

Dans le compte D seront versées les sommes dues en application des articles 37, 38, 39, 40, 43, et 49 du présent Accord.

Le solde actif du «Compte D» après la réalisation des paiements prévus par le présent Accord et le Protocole de signature à valoir sur ce compte sera porté au crédit du compte B prévu à l'article 24 du présent Accord et utilisé pour le paiement de toute livraison de biens et prestation de services prévue par le présent Accord, à l'exception de celles prévues à l'article 25. Pour ce qui concerne les matières premières nécessaires pour l'exécution de ces livraisons, le Gouvernement hellénique assume l'obligation de les fournir suivant la procédure établie aux articles 11 à 18.

Par contre, dans les cas où les disponibilités du compte D s'épuiseraient avant que tous les paiements à valoir sur le compte même auraient eu lieu, les paiements dont il s'agit seront portés au débit du compte B prévu à l'article 24. A cet effet la Banque de Grèce émettra les ordres de paiement nécessaires dans la forme prévue pour le mouvement du compte B et à valoir sur ce compte.

Article 52.

Pour l'exécution des opérations prévues aux articles dont traite la deuxième et la troisième partie du présent Accord, il sera institué en Grèce, aussitôt après la signature de l'Accord, une Commission Mixte composée d'un délégué de chacune des Hautes Parties Contractantes, assisté d'experts.

En cas de divergence entre les délégués, les deux Gouvernements nommeront, de commun accord, un troisième membre choisi parmi les personnes d'autre nationalité.

Dans ce cas, la Commission Mixte prendra ses décisions à la majorité et ses décisions auront une valeur définitive.

Clauses Finales

Article 53.

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Instrument ou à des questions connexes qui ne pourrait pas être réglé par la procédure envisagée par le présent Accord, ni par la voie diplomatique normale, devra être résolu selon la procédure prévue par le Traité de Paix.

Dans les cas où les deux Gouvernements ne tombent pas d'accord sur le choix d'un «ami commun» ou d'un «troisième membre» pour la solution des problèmes qui pourraient surgir en application des articles 11 et 52 du présent Accord, celui-ci sera désigné suivant la procédure prévue à l'article 83 du Traité de Paix.

Pendant la durée de cette procédure etjusqu'à ce que le choix dont il s'agit n'ait eu lieu, les délais relatifs aux questions à régler seront suspendus.

Article 54.

Les deux Gouvernements considèrent que le présent Accord, qui entre en vigueur le jour de sa signature, règle vis à vis de la Grèce toutes les obligations de l'Italie découlant du Traité de Paix, ainsi que les obligations de la Grèce découlant de l'Annexe XIV.

FAIT à Rome, le 31 Août 1999 en double exemplaire

Pour l'Italie
C. SFORZA

Pour la Grèce
D. KAPSALIS
C. DOXIADIS

ANNEXE
A L'ACCORD DE COLLABORATION ECONOMIQUE ET DE REGLEMENT DES QUESTIONS DU TRAITE DE PAIX
LISTE DES BIENS POUR TOUTE LA DUREE DE L'ACCORD

Articles	Valeur totale des fourniture en millions de dollars	
	Minimum	Maximum
I. Installation pour la production, le transport et la distribution d'énergie et equipement électrique en général.		
a) Etude pléliminaire, projet de construction et construction de centrales hydro-électriques, y compis la fourniture de l'équipement néçessaire et la mise en marche des centrales dans la région des rivières Ladon et Vodas.		
b) Etude et construction de centrales thermiques de production, de lignes de transport et de réseaux de distribution d'énergie électrique. /		
c) Equipement électrique en géneral y inclus les machines et l'appareillage électrique, les cables conducteurs etc.		
Total I.	20	35
II. Constructions navales:		
a) Bateaux de passagers jusqu'à 5.000 ton. gross		
» frigorifiques » 2.000 » »		
» citernes (tankers) » 1.000 » »		
Total II. ,	15	35
III. Matériel de chemin de fer:		
a) Locomotives et automotrices Diesel–mécanique et Diesel–électrique avec ou sans remorques.		
b) Automotrices électriques et tramvays.		
c) Locomotives à vapeur complètes et locomotives économisatrices de combustibles.		
d) Wagons pour passagers I, II, III classe.		
e) Wagons de marchandises (ouverts-fermés), wagons-poste, fourgons etc.		
f) Wagons spéciaux, frigorifiques, pour le transport de viande etc.		
Total III.....	15	25
VI. Voitures, omnibus et autres moyens de transport sur route ordinaire (complètes avec pneus) avec ou sans carrosserie:		
a) Voitures, omnibus, camions, remorques et automobiles d'usage spécial.		
b) Trolley busses (filobus).		
Total IV	1,7	4
V. Equipement agricole:		
a) Outils, machines et installations pour la culture, la manutention et la preservations des produits agricoles (y compris les installations frigorifiques, silos, etc).		
b) Outillage et installations d'industries alimentaires.		
Total V.....	7 1]2	12
VI. Machines et outils pour diverses installations industrielles ou installations complètes:		
a) Installations, machines et outils en général pour l'emmagasinage, le levage et le transport, pour l'excavation et le forage des sols, pour constructions de toute sorte, pour mines, carrières, ports, etc.		
b) Installations de centrales téléphoniques, extension de centrales existantes et matériaux téléphoniques dives.		
c) Machines et outils textiles en général et machines et outils pour le lavage et le traitement des laines.		

d) Autres machines industrielles.

Total VI. 5

VII. Outils, machines et appareils de précision:
de télécommunication, de radiocommunication (appareils de radio, phonotélégraphiques et radio-phonotélégraphiques), de signalisation, de mesures scientifiques et industrielles, de chirurgie, d'orthopédie, d'hôpital, de laboratoire et de bureau (d'ingénieur ou non)

Total VII..... 0,

VIII. Moteurs de toute sorte:
Electriques, à combusion intérieur etc., pompes etc.

Total VIII 2

IX. Produits de fer et d'acier finis laminés, les tubes de fonte et d'acier y inclus.

Total IX 0,5

X. Services et études en général en Grèce ou en Italie
y compris le renflouement de navires en eaux grecques et leur démontage en Grèce ou en Italie.

Total X 0 5

XI. Biens de production courante.
a) Soufre.
b) Textiles.
Fibres artificielles (rayon et flocco), tissus de fibres artificielles, fils de coton, laine et chanvre, tissus de coton et tissus mixtes de coton et de fibres artificielles, tissus de laine, de chanvre etc.
c) Produits chimiques y compris les engrais, les couleurs organiques et inorganiques etc.
d) Produits pharmaceutiques.
e) Produits du bois (maisons préfabriquées, meubles etc.).
f) Papier et cartons, feutres et chapeau, ouvrages en caoutchouc, produits de liège, verreries et céramiques.
g) Autres produits et articles divers de production courante.

Total XI 10 1

ANNEXE

L'ACCORD DE COLLABORATION ECONOMIQUE ET DE REGLEMENT DES QUESTIONS DECOULANT DU TRAITE DE PAIX

Liste des Biens pour la Première année

Articles

I. Installations pour la ptoduction, le transport et la distribution d'énergie électrique et équipement électrique en général; — Valeur totale des furnitures en dollars
a) Etude préliminaire, projet de construction et construction de centrales hydroélectriques y compris la fourniture de l'équipement nécessaire et la mise en marche des centrales dans la région des rivières Ladon et Vodas.
b) Etude et construction de centrales thermiques de production, de lignes de/transport et de réseaux de distribution d'énergie électrique.
c) Equipement électrique en général y inclus les machines et l'appareillage électrique, les cables conducteurs etc.

Total I 5.000.000

II. Constructions navales:
a) Bateaux pour passagers jusqu'à 5.000 ton. gross
» frigorifiques » 2.000 » »
» citernes (tankers) » 1.000 » »

Total II 4.400.000

III. Matériel de chemin de fer:
α) Locomotives et automotrices Diesel-mecanique et Diesel-électrique avec ou sans remorques.
b) Automotrices électriques et tramways.
c) Locomotives à vapeur complètes et locomotives à vapeur complètes avec économisateurs de combustible.
d) Wagons pour passagers I, II, III classe.
e) Wagons de marchandises (ouverts-fermés), wagons-poste, fourgons etc.
f) Wagons spéciaux, frigorifiques, pour le transport de viande etc.

Total III. 4.700.000

IV. Voitures, omnibus et autres de transport sur route ordinaire (complètes avec pneus) avec ou sans carrosserie.
a) Voitures, omnibus, camions, remorques et automobiles d'usage spécial.
b) Trolley busses (filobus).

Total IV 500.000

Articles		Valeur total des furnitures en dollars
V. Equipement agricole :		
a) Outils, machines et installations pour la culture, la manutention et la préservation des produits agricoles (y compris les installations frigorifiques, silos, etc.).		
b) Outillage et installations d'industries alimentaires.		
Total V		3.000.000
VI. Machines et outils pour diverses installations industrielles ou installations complètes :		
a) Installations, machines et outils en général pour l'emmagasinage, le levage et le transport, pour l'excavation et le forage des sols, pour constructions de toute sorte, pour mines, carrières, ports etc.		
b) Installations de centrales télèphoniques, extension de centrales existantes et matériaux téléphoniques divers.		
c) Machines et outils textiles en général et machines et outils pour la lavage et le traitement des laines.		
d) autres machines industrielles.		
Total VI		2.200.000
VII. Outils, machines et appareils de précision :		
De télcommunication, de phonotélegrafiques et radio-phonotélegraphiques) de signalisation, de mesures scientifiques et industrielles, de chirurgie, d'orthopédie, d'hôpital, de laboratoire et de bureau (d'ingènieur ou non).		
Total VII.....		500.000
VIII. Moteurs de toute sorte :		
Eléctriques, à combustion intérieure etc. pompes etc.		
Total VIII		600.000
IX. Produits de fer et d'acier finis laminés, tubes de fonte et d'acier y inclus :		
Total IX		300.000
X. Services et études en général en Grèce ou en Italie y coumpris le renflouement de navires en eaux grecques et leur démontage en Grèce ou en Italie.		
Total X.....		500.000
XI. Biens de production courante :		
a) Soufre	900.000	
b) Ris d'alimentation	250.000	
c) Fils, tissus, bonnetteries et chaussetteries en rayon, en coton, en laine, en chanvre, en lin etc.	250.000	
d) Fibres textiles artificielles (rayon et fiocco)	200.000	
e) Chapeaux et feutres pour chapeaux.....	100.000	
f) Produits chimiques organiques et inorganiques	250.000	
g) Produits pharmaceutiques et spécialités médicinales.....	100.000	
h) Couleurs organiques synthétiques	100.000	
i) Huiles essentielles et essences	75.000	
l) Pneumatiques, chambres à air et autres articles en caoutchouc	200.000	
m) Pro duits du bois (maisons préfabriquées, meubles etc.)	250.000	
n) Papier à cigarettes	50.000	
o) Papier cellophane	75.000	
p) Travaux en papier et articles pour bureaux	50.000	
q) Machines à écrire, pièces de rechange et accessoires	50.000	
r) Ouvrages et articles divers en liège, verre, cristal, terre cuite, faïance, grès, céramique, porcelaine, produits réfranctaires etc.....	100.000	
Total XI		3.000.000
Grand total		24.700.000

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, e Gouvernment Italien et le Gouvernement Hellénique, en vue des buts supérieurs qu'ils se proposent d'atteindre par le dit Accord et compte tenu des concessions réciproques, sont convenus de ce qui suit:

1. Est reconnue la validité de l'acte complémentaire n. 385 du 26 août 1944 concernant la »Società Allevamenti Bonifiche Agrarie—SABA» en tant que celui-ci constitue une rectification de la cession de terrain à la Société en question intervenue le 13 février 1943 par contrat sub. no. 574.

Est reconnu en outre le plein droit de propriété de la «Società Anonima S.A.I.T.A.B.» des terrains adjacents à l'établissement dont il existe un contrat fait par devant notaire Rep. 115]945 XIX Rep. 76] 941 XIX du 21 juin 1941, sans atteinte aux obligations qui en découlent.

2. Les liens des personnes juridiques mentionnées à l'article 33 du présent Accord, exception faite des biens transportables appartenant à la Société Ferrobeton, passent en propriété, dans les six mois à partir du jour de la signature de l'Accord, au Gouvernement hellénique, contre paiement par celui-ci du prix en drachmes qui sera établi par les délégués prévus à l'article 52 de l'Accord.

Pour ce qui concerne l'Incis l'obligation du Gouvernement Hellénique est limitée à la moitié de la contrevaleur ainsi établie.

Il est entendu que les dispositions de l'article 34 de l'Accord ne s'appliqueront pas aux biens en question.

La Banque de Grèce, indépendamment du versement du prix en drachmes. émettra, sur requête des délégués et dans le délai qui sera fixé par eux en fa-

veur des ayants droit, les ordres de paiement y relatifs en lires italiennes à valoir sur le compte D prévue à l'article 51 de l'Accord suivant les modalités prévues par l'article 30 de l'Accord.

3. Le Gouvernement Italien assurera dans les trois mois dès la signature du présent Protocole la cession en propriété au Gouvernement Hellénique des huit mille deux cents (8200) actions représentant le 82 o]o du capital social de la «Società Italiana Ellettriche Rodi». De son côté le Gouvernement Hellénique pourvoira au paiement aux ayants droit de la contrevaleur en lires italiennes de la somme de trois milliards trois cent soixante trois millions huit cent quarante-cinq mille drachmes qui sera effectué suivant les modalités prévues au paragraphe 2 du présent Protocole.

4. Le Gouvernement Italien s'engage à acheter par contrat de la Banque d'Italie l'installation frigorifique, située à Rhodes et appartenant à la Banque et à la mettre, à titre amical, à la disposition du Gouvernement Hellénique. Le Gouvernement Italien prendra à sa charge toutes les conséquences précuniaires y afférentes envers la Banque d'Italie.

La remise de l'installation au Gouvernement hellénique sera effectuée aussitôt que les délégués seront tombés d'accord sur la valeur des autres biens appartenant à la Banque d'Italie.

5. La Banque de Grèce sera autorisée, sur la base des modalités à fier par les délégués, à transporter en Italie les lires italiennes dont elle dispose et qui proviennent de l'échange des signes monétaires effectué au Dodécanèse en application de l'Annee XIV du Traité de Paix. Les lires ainsi transportées seront versées au compte D. La Banque de Grèce émettra en faveur du Gouvernement italien ou ordre de paiement, contresigné par les délégués, pour le montant de 220 millions de lires à valoir sur le compte D.

6. La Cathédrale de Saint Jean à Rhodes ainsi que l'Eglise Agnus Dei à Coo passent en propriété au Gouvernement hellénique, lequel, sur la base de l' évaluation qui sera faite par les Délégués, sera tenu au paiement d'une somme en drachmes égale à un tiers de la valeur de la Cathédrale et au total de la valeur de l'Eglise Agnus Dei.

Le versement aux ayants droit de la contre-valeur en lires italiennes aura lieu suivant les modalités prévues au paragraphe 2 du présent Protocole.

7. En considération de l'arrêté sub no. 28143 du 1 juillet 1939 du Gouvernement Général des îles de l'Egée, le Gouvernem Hentellénique reconnaît le droit de propriété de la Mission Franciscaine à Rhodes sur l'Eglise de Saint François y compris la cure et le terrain adjacent délimité, de mètres carrés 1671 constituant l'entière parcelle domaniale V-47 enregistrée au volume XXV feuille 1949 fascicule 5112.

Reste en propriété au Gouvernement Hellénique le terrain à bâtir boisé de mètres carrés 5740 à Rhodes (S. Anarghiri) constituant l'entière parcelle domaniale V-288]B, enregistrée au volume XXIX, feuille 92, fascicule 5917, de nature juridique «Mulk».

8. α) Le Gouvernement italien cède au Gouvernement Hellénique les épaves des navires de guerre et auxiliaires appartenant à la marine de guerre italienne qui se trouvaient dans les eaux territoriales helléniques avant le 29 octobre 1947 ainsi que les navires appartenant à l'Etat italien qui étaient affectés au service, exception faite des services de ligne, des îles du Dodécanèse.

b) En ce qui concerne les navires marchands italiens, y compris les navires réquisitionnés par la marine de guerre italienne, ainsi que les épaves, les cargaisons et les matériau qui se trouvaient avant le 29 octobre 1947 dans les eau territoriales du Dodécanèse, le Gouvernement Italien sera autorisé à prélever du compte D leur contrevaleur totale, déduction faite des frais de renflouement.

c) En ce qui concerne les navires marchands italiens, y compris ceu requisitionnés par la marine de guerre italienne ainsi que les cargaisons et les matériaux qui se trouvaient avant le 29 octobre 1947 dans les eau territoriales helléniques, à l'eclusion des eaux territoriales du Dodécanèse, et pour lesquels les opérations de renflouement ont été terminées à la date de la signature du présent Protocole, le Gouvernement Italien sera autorisé à prélever du compte D une somme égale à la moitié de leur valeur totale, déduction faite des frais de renfeouement.

d) En ce qui concerne les épaves des navires marchands italiens y compis ceux réquisitionnés par la marine de guerre italienne ainsi que les cargaisons et matériaux coulés ou naufragés de quelque manière que ce soit qui se trouvaient dans les eaux territoirlales hellénique à l'exclusion des eaux territotriales du Dodécanèse et pour lesquels les opérations de renflouement n'ont pas été commencées ou pas encore eté terminées à la date de la signature du présent Protocole, le Gouvernement hellénique en mettra la moitié à la disposition des ayants droit italiens libre de toite charge.

Les ayants droit italiens feront savoir au Gouvernement hellénique dans le délai d'un an dès la signature du présent Protocole, et par l'entremise de la Légation d'Italie à Athènes, s'ils désirent rentre en possession des épaves, cargaisons et matiériaux divs dont il s'agit. A l'expiration de ce délais à moins que les interessés italiens n'aient exercé la faculté qui leur est ainsi accordée, les épaves et matériaux en question passeront au Gouvernement hellénique.

e) L'évaluation des navires italiens mentionnés au présent paragraphe et la solution de toutes les questions connexes sera confiée à la Commission Mixte prévue à l'article 52 de l'Accord, ainsi que le vérification des frais de renflouement sur la base de documents qui seront présentés par les Autorités hellénique compétentes.

La Commission Mixte doit terminer les opérations en question dans un délai de 6 mois du moment qu'elle sera en possession des éléments nécessaires pour se prononcer.

f) Pour les sommes que le Gouvernement italien sera autorisé à prélever sur le compte D des chefs mentionnés sub lit. b) et c) du présent paragraphe, la Banque de Grèce émettra les ordres de paiement nécessaires qui seront contresignés par les Délégués, dans le délai qui sera fixé par ces derniers, suivant les modalités prévues à l'article 30 de l'Accord.

3. Le Gouvernement hellénique reconnaît le plein droit de propriété du citoyen italien Virgilio Franchi sur le terrain et bâtiments adjacents situés à Rhodes, localité Candili, reconnu aux titres immobiliers 466 et 114 au nom du prénommé et que constituent le titre définitif en remplacement des «Arghimiri» et «Mulk» préexistants.

Le Gouvernement hellénique pourvoira d'ailleurs à la restitution :

a) en faveur de la ressortissante italienne Vanda Patacchini de la somme de livres or anglaises 30, confisquée à la suite de la tentative d'exportation clandestine sur la base de la sentence du Tribunal Correctionnel de Rhodes sub no. 361)1948 du dix décembre 1948 ;

b) en faveur des héritiers du citoyen italien M. Franco Benetti de la somme de dollars USA quatre mille six cent trois (4603), confisquée en vertu de la sentence sub n. 364)1948 du Tribunal Correctionnel de Rhodes en date du 4 novembre 1948 ;

c) de toutes les sommes versées à titre d'acompte à valoir sur la peine pécuniaire infligée par sentence de la Cour d'Appel de Rhodes au citoyen italien Raimondo Genna, qui en même temps sera exonéré du paiement de la somme globale de quarante six millions de drachmes, constituant la somme globale de la peine pécuniaire.

10. Il est convenu que pour le calcul du tiers de la valeur des biens, droits et intérêts italiens appartenant aux personnes physiques que le Gouvernement hellénique pourra retenir suivant l'article 43 ne seront pas pris en considération tous les biens meubles d'usage domestique pour lesquels avant le 31 mai 1949 a été émis et exécuté un décret visant leur disposition ou liquidation par le Gouvernement hellénique et qui sont partant considérés comme acquis par lui.

11. Les délégués sont autorisés à procéder, par l'intermédiaire de la Banca d'Italia et suivant la procédure prévue au présent Accord, aux opérations nécessaires pour la liquidation au marché italien des titres de la dette publique italienne appartenant à des ressortissants grecs qui en feront la demande dans un délai de trois mois dès l'entrée en vigueur de l'Accord.

FAIT à Rome, le 31 Août 1949 en double exemplaire

Pour l'Italie
C. SFORZA

Pour la Grèce
D. KAPSALIS
C. DOXIADIS

Rome, le 31 Août 1949.

Excellences,

En exécution de l'Accord italo-grec du 29 septembre 1948 concernant l'application de l'article 57 du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, et plus particulièrement de l'article 5 du dit Accord, et en considération de ce qui a été convenu entre nos deux Gouvernements à l'article 5 de l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix signé en date d'aujourd' hui, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement Italien est d'accord à ce que le Gouvernement hellénique prélève sur les dispositioniblités du compte A prévu à l'article 21 de l'Accord de collaboration économique susmentionné les sommes nécessaires au paiement des réparations apportées en Italie au croiseur «Eugenio di Savoia» pour compte du Gouvernement hellénique, à savoir : construction de la grande roue de réduction de la motrice de proue et montage, alignement et régistration du groupe réducteur.

La Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, émettra les ordres de paiement nécessaires à mesure que les paiements deviendront exigibles suivant les clauses des contrats intervenus entre le Ministère italien de la Défense-Marine et la Société Ansaldo.

De son côté la Banque d'Italie, après avoir reçu les dits ordres de paiement, versera aux ayants droit, sur présentation d'un document d'approbation du Ministère italien de la Défense-Marine et des autres documents qu'elle jugera nécessaire pour justifier les dépenses effectuées, les montants indiqués dans les ordres de paiement.

Je saisis l'occasion pour Vous exprimer, Excellences, l'assurance de ma très haute considération.

C. SFORZA

Son Excellence M. Dimitri CAPSALIS
Ministre Royal de Grèce en Italie

Son Excellence M. Constantin DOXIADIS
Coordinateur du Plan de Relèvement, Ministre Résident
Légation Royale de Grèce
ROME

Rome, le 31 août 1949

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'accuser récetipon de la lettre de V. E. en date d'aujourd'hui, rédigée dans les termes suivants:

«En exécution de l'Accord italo-grec du 29 septembre 1948 concernant l'application de l'article 57 du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, et plus particulièrement de l'article 5 du dit Accord, et en considération de ce qui a été convenu entre nos deux Gouvernements à l'article 5 de l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix signé en date d'auhourd'hui, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que le Gouvernement italien est d'accord à ce que le Gouvernement hellénique prélève sur les disponibilités du compte A prévu à l'article 21 de l'Accord de collaboration économique susmentionné, les sommes nécessaires au paiement des réparations apportées en Italie au croiseur «Eugenio di Savoia» pour compte du Gouvernement hellénique, à savoir: construction de la grande roue de réduction de la motrice de proue et montage, alignement et régistration du groupe réducteur.

La Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, émettra les ordres de paiement nécessaires à mesure que les paiements deviendront exigibles suivant les clauses des contrats intervenus entre le Ministère italien de la Défense-Marine et la Société Ansaldo.

De son côté la Banque d'Italie, après avoir reçu les dits ordres de paiement, versera aux ayants droit, sur présentation d'un document d'approbation du Ministère italien de la Défense-Marine et des autres documents qu'elle jugera nécessaires pour justifier les dépenses effectuées, les montants indiqués dans les ordres de paiement».

Nous avons l'honneur de déclarer à V. E. l'accord de notre Gouvernement sur le contenu de la lettre qui précède.

Nons saisissons l'occasion pour Vous exprimer, Monsienr le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

D. KAPSALIS
C. DOXIADIS

S. E. le Comte Carlo SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères
Rome

Rome, le 31 août 1949

Excellences,

Me référant à l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui, et plus particulièrement à l'article 5 de l'Accord, j'ai l'honneur de Vous faire savoir ce qui suit:

a) le Gouvernement hellénique prélèvera tout de suite sur les disponibilités du compte A prévue à l' article 21 de l'Accord de collaboration économique précité, la somme de 300 millions de lires italiennes nécessaire au paiement du paquebot «Stamira» ap-

partenant à la «Società Fiumana di Navigazione» et que celle-ci s'est déclarée prête à céder au Gouvernement hellénique au dit prix;

b) la Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, émettra l'ordre de paiement nécessaire en faveur de la compagnie propriétaire du navire;

c) la Banque d'Italie, après avoir reçu le dit ordre de paiement, versera la sommé précitée de 300 millions de lires italiennes à la «Società Finumana di Navigazione».

Si le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, jai l'honneur de Vous proposer que la présente lettre et Votre réponse soient considérées comme constituant un Accord en cette matière entre nos deux Gouvernements.

Je saisis l'occasion pour Vous exprimer, Excellences, l'assurance de matrès haute considération.

C. SFORZA

Son Excellence M. DIMITRI CAPSALIS
Ministre Royal de Grèce en Italie
Son Excellence M. Constantin DOXIADIS
Coordinateur du Plan de Rèlevement, Ministre Résident
Légation Royale de Grèce
Rome

Rome,, le 31 Août 1949

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la lettre de V.E. en date d'aujourd'hui, rédigée dans les termes suivants :

«Me référant à l'Accord de collaboration économique de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui et plus particulièrement à l'article 5 de l'Accord, j'ai l'honneur de Vous faire savoir ce qui suit :

a) le Gouvernement hellénique prélèvera tout de suite sur les disponibilités du compte A prévu à l'article 21 de l'Accord de collaboration économique précité, la somme de 300 millions de lires italiennes nécessaire au paiement du paquebot «Stamira» appartenant à la «Società Fiumana di Navigazione» et que celle-ci s'est déclarée prête à céder au Gouvernement hellénique au dit prix ;

b) la Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, émettra l'ordre de paiement nécessaire en faveur de la compagnie propriétaire du navire ;

c) la Banque d'Italie, après avoir reçu le dit ordre de paiement , versera la somme précitée de 300 millions

Si le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de Vous proposer que la présente lettre et Votre réponse soient considérées comme constituant un Accord en cette matière entre nos deux Gouvernements».

Nous avons l'honneur de déclarer à V.E. l'accord de notre Gouvernement sur le contenu de la lettre qui précède.

Nous saisissons l'occasion pour Vous exprimer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très haute considération.

D. KAPSALIS
C. DOXIADIS

S.E. le Comte Carlo SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères
ROME

Rome , le 31 Août 1949

Excellences,

Me référant à l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui, et plus particulièrement à l'article 5 de cet Accord, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que mon Gouvernement consent à ce que les dépenses pour le fonctionnement de la Délégation chargée par Votre Gouvernement de l'exécution du côté grec, de la première partie de l'Accor den question, soient payées sur les disponibilités du compte B prévu à l'article 24 de l'Accord.

Toutefois, ces dépenses devront être effectuées dans la période comprise entre le 1ère septembre 1949 et le 30 juin 1954 et ne pourront, en aucun cas, dépasser au total la contrevaleur en lires italiennes d'un million de dollars U.S.A.

Le paiement de ces dépenses se fera tous les trois mois sur ordre de paiement émis par la Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, accompagné d'une demande du Chef de la Délégation hellénique en Italie. En tout cas les sommes qui seront payées chaque trimestre ne pourront pas dépasser le vingtième de la somme d'un million de dollars U.S.A., prévue comme maximum.

Si le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de Vous proposer que la présente lettre et Votre réponse soient considérées comme constituant un Accord en cette matière entre nos deux Gouvernements.

Je saisis l'occasion pour Vous exprimer, Excellences, l'assurance de ma très haute considération.

C. SFORZA

Son Excellence M. Dimitri CAPSALIS
Ministre Royal de Grèce en Italie
Son Excellence M. Constantin DOXIADIS
Coordinateur du Plan de Relèvement, Ministre Résident
Légation Royale de Grèce
ROME

Rome, le 31 août 1949

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la lettre de V. E. en date d'aujourd'hui, rédigée dans les termes suivants :

«Me référant à l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui, et plus particulièrement à l'art. 5 de cet Accord, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que mon Gouvernement consent à ce que les dépenses pour le fonctionnement de la Délégation chargée par Votre Gouvernement de l' exécution, du côté grec, de la première partie de l' Accord en question, soient payées sur les disponibilités du compte B prévu à l'article 24 de l'Accord.

Toutefois, ces dépenses devront être effectuées dans la période comprise entre le 1ère septembre 1949 et le 30 juin 1954 et ne pourront, en aucun cas, dépasser au total la contrevaleur en lires italiennes d' un million de dollars U.S.A.

Le paiement de ces dépenses se fera tous les trois mois sur ordre de paiement émis par la Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, accompagné d'une demande du Chef de la Délégation hellénique en Italie. En tout cas les sommes qui seront payées chaque trimestre ne pourront pas dépasser le vingtième de la somme

d'un million de dollars U.S.A., prévue comme maximum.

Si le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de Vous proposer que la présente lettre et Votre réponse soient considérées comme constituant un Accord en cette matière entre nos deux Gouvernements».

Nous avons l'honneur de déclarer à V. E. l'accord de notre de notre Gouvernement sur le contenu de la lettre qui précède.

Nous saisissons l'occasion pour Vous exprimer, Monsieur le Ministre, l'aasurance de notre très haute considération.

Son Exellence le Comte
CARLO SFORZA

D. KAPSALIS
C. DOXIADIS

Ministre des Affaires Etrangères
ROME

Rome, le 31 août 1949

Excellences,

Me référant à l'Accord de collaboration économique et de règlenment des questions découlant du Troité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui et plus particulièrement à l'article 5 de cet Accord, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que mon Gouvernement consent à ce que le Gouvernement hellénique prélève sur les disponibllités du compteB prévu à l'article 24 de l'Accord en question, les sommes nécessaires, jusqu'à la concurrence de la contrevaleur en lires italliennes de 500.000 dollars U. S. A., pour l'éxuécution en Italie des suivantes livraisons de biens et prestations de services :

a) terrain pour la construction d' un palais ou bien un palais déjà construit, à utiliser comme siège de la Légétion Royale de Grèce à Rome;

b) projets pour la construction ou éventuillement pour l'adaptation d'un palais et construction ou adaptation d'un palais ;

c) matériaux nécessaires à la construction ou éventuellement à l'adaptation d'un palais ;

d) ameublement du siège de la Légation.

La Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, émettra les ordres de paiement nécessaires en relation avec le progrès des travaux et à mesure que les paiements deviedront exigibles.

De son côté la Banque d'Italie, après avoir reçu les dits ordres de paiement, versera au Ministre de Grèce à Rome, sur présentation des documents qu'elle jugera nécessaires pour justifier les dépences effetuées, les montants indiqués dans les ordres de paiement.

Si le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de Vous proposer que la présente lettre et Votre réponse soient considérées comme constituant un Accord en cette matière entre nos deux Gouvernements.

Je saisie l'occassion pour Vous exprimer, l'assurance de ma très haute considération.

C. SFOCZA

Son Excellence M. Dimitri CAPSALIS
Ministre Royal de Grèce en Italie
Son Excellence M. Constentin DOXIADIS
Coordinateur du Plan de Rèlevement, Ministre Récident
Légation Royale de Grèce
ROME

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la lettre de V. E. en date d'aujourd'hui, rédigée dans les termes suivants :

»Me référant à l'Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Allrées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui, et plus particulrèement à l'article 5 de cet Accord, j'ai l'honneur de Vous faire savoir que mon Gouvernement consent à ce que le Gouvernement hellénique prélève sur les disponibilités du compte B prévu à l'article 24 de l'Accord en question, les sommes nécessaire, jusqu'à a concurrence de la contrevaleur en lires italiennes de 500.000 dollars U.S.A., pour l'exécution en Italie des suivantes livraisons de biens et prestations de services :

a) terrain pour la construtions d'un palais ou bien un palais déjà construit, à utiliser comme siège de la Légation de Grèce Royale à Rome ;

b) projets pour la construction ou éventuellement pour l'adaptation d'un palais et construction ou adaptation d'un palais ;

c) matériaux nécessaires à la construction ou éventuellement à l'adaptation d'un palais ;

d) ameublement du siège de la Légation.

La Banque de Grèce, agissant au nom et pour compte du Gouvernement hellénique, émettra les ordres de paiement nécessaires en relation avec le progrès des travaux et à mesure que les paiements deviendront exigibles.

De son côté la Banque d'Italie, après avoir reçu les dits ordres de paiement, versera au Ministre de Grèce à Rome, sur présentation des documents qu'elle jugera nécessaires pour justifier les dépenses effectuées, les montants indiqués dans les ordres de paiement.

Si le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, j'ai l'honneur de Vous proposer que la présente lettre et Votre réponse soient considérées comme constituant un Accord en cette matière entre nos deux Gouvernements. »

Nous avons l'honneur de déclarer à V. E. l'accord de notre Gouvernements sur le contenu de la lettre qui précède.

Nous saissons l'occasion pour vous exprimer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre très huaute considération.

D. KAPSALIS
C. DOXIADIS

S. E. le Comte Carlo SFORZA
Ministre de Affèires Etrangères
ROME

Rome, le 31 août 1949

Excellences.

J'ai l'honneur de me référer à l'article n. 17 de l' Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui, pour Vous communiquer que je considère nécessaire de reproduire ci-après ce qui a été convenu au cours de l'examen sur la portée du paragraphe premier du dit article, à savoir:

»Le Gouvernement hellénique pourra vendre librement sur le marché italien, en conformité aux lois concernant la disposition des matières premières à l'intérieur de l'Italie, les matières premières à fournir en exécution du présent Accord».

Le paragraphe ci-dessus se réfère, en général, à la nécessité d'observer toutes les lois en vigueur en matière de commerce, et, en particulier, à l'observation

de la loi spéciale rélative aux ferrailles (ferraille de fer et d'acier).

Autant que cette loi, selon laquelle existe en Italie une Organisation autorisée pour l'achat et la disposition des ferrailles, reste en vigueur, ou qu'une dérogation à la même ne soit adoptée, la livraison de ferraille de la part de Votre Gouvernement, prévue dans la Partie 1ère de l'Accord, se fera de la façon suivante afin d' éviter des pertes qui pourraient résulter pour Votre Gouvernement entre l'achat de la dite ferraille sur le marché international et sa ventre en Italie:

1) l'achat sera effectué par le Gouvernement hellénique:

a) dans les limites de temps fixées par les articles n. 14, 15 et 16 de l'Accord;

b) selon les indications données par l'Organisation italienne;

c) dans les pays avec lesquels la Grèce entretient des rapports commerciaux;

d) et conformément aux règles fixées par les accords qui s'y réfèrent.

2. Le Gouvernement hellénique pourra accepter ou non, dans un délai de 10 jours, la proposition que lui sera faite par l'Organisation italienne; dans le cas où le Gouvernement hellénique n'aura pas accepté cette proposition, il sera tenu de proposer, dans le délai des 20 jours successifs, une autre partie pour la même quantité, ayant caractéristiques techniques égales, et à un prix meilleur ; l'Organisation italienne sera tenue d'accepter cette proposition.

3. Sous ces conditions le Gouvernement hellénique achètera les quantités déterminées ou acceptés dans chaque cas par l'Organisation italienne, et livrera a celle-ci les documents relatifs.

Cette dernière, à son tour, sera obligée de déposer au compte B au nom du Gouvernement hellénique et au moment où les ferrailles auront été rétirées de la douane italienne, la contrevaleur en lires italiennes du prix CIF frontière ou port italien payé par le Gouvernement hellénique pour la partie de ferrailles.

A cette fin on procédera à la conversion des deux devises en dollars aux cours officiels (pour la lire voir l'article 22 de l'Accord) le jour où la ferraille sera retirée de la douane italienne.

4. Il est évident que dans les conditions susdites le Gouvernement hellénique n'aura pas la responsibilité pour la livraison de ferraille directement aux Maisons avec lesquelles il aura signé des contrats ; que l'Organisation italienne sera obligée d'assurer la livraison de ferrailes aux dites Maisons qui normalement reçoivent la ferraille par elle même ; et il est aussi entendu que le Gouvernement hellénique ne sera autrement responsable des délais fixés dans l'Accord pour la livraison de ferraille.

5. Le Délégué du Gouvernement hellénique se mettra aussitôt que possible, après la signature de l'Accord en contact avec l'Organisation italienne, en vue de s'entendre, dans le délai le plus court, pour la livraison des quantités de ferrailles prévues par l'Accord.

Je saisis l'occasion pour Vous exprimer, Excellences, l'assurance de ma très haute considération.

C. SFORZA

Son Excellence M. Dimitri CAPSALIS
Ministre Royal de Grèce en Italie

Son Excellence M. Constantin DOXIADIS
Coordinateur du Plan de Relèvement, Ministre Résident
Légation Royale de Grèce
Rome

Rome, le 31 août 1949

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la lettre de V. E. en date d'aujourd'hui, rédigée dans les termes suivantes:

«J'ai l'honneur de me référer à l'art. n. 17 de l' Accord de collaboration économique et de règlement des questions découlant du Traité de Paix entre les Puissances Alliées et Associées et l'Italie, signé en date d'aujourd'hui, pour Vous communiquer que je considère nécessaire de reproduire ci-après ce qui a été convenu au cours de l'examen sur la portée du paragraphe premier du dit article, à savoir:

«Le Gouvernmeent hellénique, pourra vendre librement sur le marché italien, en conformité aux lois concernant la disposition des matières premières à l'intérieur de l,Italie, les matières premières à fournir en exécution du présent Accord»».

Le paragrapje ci-dessus se réfère. en général, à la nécessité d'observer toutes les lois en vigueur en matière de commerce, et, en particulier, à l'observation de la loi spéciale rélative aux ferrailles (ferraille de fer et d'acier).

Autant que cette loi, selon laquelle existe en Italie une Organisation autorisée pour l'achat et la disposition des ferrailles, reste en vigueur. ou qu'une dérogation à la même ne soit adoptée, la livraison de ferraile de la part de Votre Gouvernement, prévue dans la Partie 1ère de l'Accord, se fera de la façon suivante afin d'éviter des pertes qui pourraient résulter pour Votre Gouvernement entre l'achat de la dite ferraille sur le marché international et sa vente en Italie:

1) l'achat sera effectué par le Gouvernenment hellénique.

a) dans les limites de temps fixées par les articles n. 14, 15 et 16 de l'Accord;

b) selon les indications données par l'Organisation italienne;

c) dans les pays avec lesquels la Grèce entretient des rapports commerciaux;

d) et conformément aux règles fixées par les accords qui s'y réfèrent..

2) Le Gouvernement hellénique pourra accepter ou non, dans un délai de 10 jours, la proposition que lui sera faite par l'Organisation italienne, ; dans le cas où le Gouvernement hellénique n'aura pas accepté cette proposition, il sera tenu de proposer, dans le délai des 20 jours successifs, une autre partie pour la même quantité, ayant caractéristiques techniques égales, et à un prix meilleur ; l'Organisation italienne sera tennu d'accepter cette propisition.

3) Sous ces conditions le Gouvrenement hellénique achètera les quajtités déterminées ou acceptées dans chaque cas par l'Organisation italienne, et livrera a celle-ci - les documents relatifs.

Cette dernière, à son tour, sera obligée de déposer au compte B au nom du Gouvernement hellénique et au moment où les ferrailes auront été retirées de la douane italienne, la contrevaleur en lires italiennes du prix CIF frontière ou port italien payé par le Gouvernement hellénique pour la partie de ferrailles.

A cette fin on procédera à la conversion des deux devises en dollars aux cours officiers (pour la lire voir l'article 22 de l'Accord) de jour où la ferraille sera retirée de la douane italienne.

4) Il est évident que dans les conditions susdites le Gouvernement hellénique n'aura pas le responsabilité pour la livraison de ferraille directement aux Maison avec lesquelles il aura signé des contrats ; que l'Organisation italienne sera obligée d'assurer la livraison de ferrailes aux dites Maisons qui normalement recoivent la ferrailleas aux dites Maisons qui normalement reçoivent la ferraille par elle même ; et il est aussi entendu que le Gouvernement hellénique ne sera autrement respon sable des délais fixés dans l'Accord pour la livraison de ferraille.

5) Le Délégué du Gouvernement hellénique se mettra aussitôt que possible, après la signature de l'Accord, en contact avec l'Organisation ilalienne, en vue de s'entendre, dans le délai le plus court, pour la livraison des quantités de ferrailles prévues par l'Accord».

Nous avons l'honneur de déclarer à V. E. l'accord de notre Gouvernement sur le contenu de la lettre qui précède.

Nous saissions l'occasison pour vous exprimer, Monsieur le Ministre, l'assureance de notre très haute considération.

D. KAPSALIS

C. DOXIADIS

S. E. le Compte Carlo SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères
ROME

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

μεταξὺ τῆς Ἰταλίας καὶ τῆς Ἑλλάδος Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος ἐχόμεναι τοῦ πνεύματος τῆς Συνθήκης Φιλίας, Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας τῆς ὑπογραφείσης ἐν Σαν Ρέμο τῇ 5 Νοεμβρίου 1948 ἐπὶ σκοπῷ ὅπως ἀποκαταστήσωσι καὶ ἀναπτύξωσι μεταξὺ τῶν χωρῶν των ὅσον τὸ δυνατὸν στενωτέραν οἰκονομικὴν συνεργασίαν καὶ ὅπως ρυθμίσωσι συγχρόνως τὰ εἰσέτι ἐκκρεμῆ μεταξὺ τῆς Ἰταλίας καὶ τῆς Ἑλλάδος ζητήματα τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Οἰκονομικὴ συνεργασία μεταξὺ τῆς Ἰταλίας καὶ τῆς Ἑλλάδος.

Γενικοὶ Ὅροι.

Ἄρθρον 1.

Τὸ ποσὸν τῶν 105 ἑκατομμυρίων δολλαρίων, τὸ προβλεπόμενον ὑπὲρ τῆς Ἑλλάδος ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 74, β' τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας, μειούμενον κατὰ κατὰ τὸ προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 19 τῆς παρούσης Συμβάσεως μέτρον, θὰ καταβληθῇ ὑπὸ μορφὴν βιομηχανικῶν παροχῶν, εἰδικῶν καὶ συνήθων, ἀγαθῶν τῆς τρεχούσης παραγωγῆς ὡς καὶ, εἰς εἰδικὰς περιπτώσεις, ὑπὸ μορφὴν παροχῶν ὑπηρεσιῶν ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ἰταλίᾳ. Αἱ παροχαὶ καὶ ὑπηρεσίαι αὗται θὰ κατανεμηθοῦν εἰς πέντε ἐτησίας δόσεις, ἀπὸ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1949.

Ἄρθρον 2.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ χορηγήσῃ εἰς τὴν Ἰταλίαν, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 74 β' τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, τὰς πρώτας ὕλας τὰς συνήθως εἰσαγομένας ἐν Ἰταλίᾳ καὶ αἵτινες εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν κατεργασίαν τῶν ἑτοίμων προϊόντων, ἅτινα πρόκειται νὰ παραδοθοῦν ἐπὶ τῇ βάσει καὶ κατὰ τὰ ἄρθρα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Συμφωνεῖται ὅτι ἡ ἀξία τῶν πρώτων τούτων ὑλῶν προστιθεμένη εἰς τὰ ποσὰ ἅτινα ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τῇ βάσει τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ ἀποτελέσῃ τὸ συνολικὸν ποσὸν τῶν Ἰταλικῶν πρὸς τὴν Ἑλλάδα παροχῶν καὶ ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 3.

Αἱ κατηγορίαι τῶν πρὸς παροχήν, συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, προϊόντων καὶ ὑπηρεσιῶν καὶ τὰ ὅρια (ἐλάχιστον καὶ μέγιστον) ἑκάστης κατηγορίας, ἐκπεφρασμένα εἰς δολλάρια Η.Π.Α., ἀναφέρονται εἰς τὸν Πίνακα Α'. τὸν ἐπισυνημμένον εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Λεπτομερὲς πρόγραμμα κατηρτίσθη διὰ κοινῆς συμφωνίας διὰ τὸ πρῶτον ἔτος (Πίναξ Β'. ἐπισυνημμένος εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν).

Τὰ προγράμματα διὰ τὰ ἑπόμενα ἔτη θὰ καταρτίζωνται μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων εἰς τὴν ἀρχὴν ἑκάστου ἔτους, πάντοτε ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ Πίνακος Α'

Ἄρθρον 4.

Οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι, οἱ ἐπιφορτιζόμενοι μὲ τὴν ἐκτέλεσιν ἐπιστημονικῶν ἐργασιῶν καὶ ἔργων εἰδικῆς φύσεως ἐν Ἑλλάδι, θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ χρησιμοποιῶσιν ἐπὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ ἐδάφους τὴν ὀργάνωσιν αὐτῶν, τὸν τὸν τεχνικὸν αὐτὸν ἐξοπλισμὸν ὡς καὶ τοὺς εἰδικούς των,.

Ἰταλοὶ ἰδιῶται θὰ δύνανται ὡσαύτως νὰ ἐπιφορτίζωνται μὲ τὴν ἐκτέλεσιν ἐν Ἑλλάδι ἐργασιῶν καὶ ἔργων τῆς ρηθείσης ἀνωτέρω φύσεως.

Ἄρθρον 5.

Δι' ἄλλων Συμβάσεων ὑπογραφομένων μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς καὶ τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐμπιπτόντων εἰς τὸ πλαίσιον τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ θὰ πληρώνωνται καὶ ἄλλα ποσὰ ἔναντι τῶν ὑπαρχόντων εἰς τοὺς λογαριασμοὺς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰ κατωτέρω ἄρθρα 21 ἢ 24 διαθεσίμων.

Ἄρθρον 6.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις, ἐχομένη τοῦ πνεύματος συνεργασίας ὅπερ ἀποτελεῖ τὴν βάσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ πράξῃ πᾶν τὸ δυνατὸν διὰ τὴν ταχεῖαν καὶ πλήρη ἐκτέλεσιν τοῦ προγράμματος τῶν παροχῶν καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ προηγούμενα ἄρθρα.

Ἐν πάσῃ περιπτώσει ἡ εὐθύνη διὰ τὴν ἀπὸ Ἰταλικῆς πλευρᾶς ἐκτέλεσιν τῶν Συμβολαίων βαρύνει τοὺς Ἰταλικοὺς Οἴκους.

Παραγγελίαι.

Ἄρθρον 7.

Ἡ τοποθέτησις τῶν παραγγελιῶν διὰ τὰ ἀγαθὰ καὶ τὰς ὑπηρεσίας, τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ γίνεται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως εἴτε ἀπ' εὐθείας πρὸς τοὺς Ἰταλικοὺς Οἴκους, εἴτε μέσῳ ὀργανισμῶν ἢ ἰδιωτῶν, οἵτινες, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῆς ρηθείσης Κυβερνήσεως, θὰ ἐνεργῶσι παρὰ τοῖς Ἰταλικοῖς Οἴκοις ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν αὐτῆς.

Οἱ ὅροι καὶ αἱ τιμαὶ τῶν ἀγαθῶν καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν θὰ καθορίζωνται κατὰ τὴν συνήθη ἐμπορικὴν διαδικασίαν. Τὰ συμβόλαια θὰ ἐκφράζωνται εἰς Δολλάρια Η.Π.Α., μέχρι τοῦ ποσοῦ τῶν διαθεσίμων τοῦ συνόλου τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ἐν τῷ ἄρθρῳ 21, καὶ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας, μέχρι τοῦ ποσοῦ τῶν διαθεσίμων τοῦ συνόλου τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ἐν τῷ ἄρθρῳ 24, ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 25, ἀμφοτέρων τῶν διαθεσίμων τούτων ἐλαττουμένων ἀντιστοίχως κατὰ τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἄρθρον 5 δαπάνας.

Ἄρθρον 8.

Καθ' ὅσον οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι θὰ ἔχωσιν ἐκπληρώσει τοὺς ὅρους τῶν προβλεπομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 7 Συμβολαίων, θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ λάβωσι ἐκ τῶν διαθεσίμων κεφαλαίων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 21 καὶ 24 τῆς παρούσης Συμβάσεως λογαριασμῶν, τὰ ποσὰ ἅτινα τοῖς ὀφείλονται.

Ἐν περιπτώσει ὁλικῆς ἢ μερικῆς μὴ ἐκτελέσεως τῶν ὑποχρεώσεων τῶν Ἰταλικῶν Οἴκων, τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τῶν Συμβολαίων των, δεόντως ἀναγνωρισθείσης, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἀνανεώσῃ, ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει ,τὰς παραγγελίας πρὸς ἄλλους Ἰταλικοὺς Οἴκους.

Ἄρθρον 9.

Ἅπαντα τὰ ποσὰ ἅτινα οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι ἢ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ὀφείλωσι νὰ πληρώσωσι λόγῳ ποινῆς ἢ ἐπανορθώσεως ζημιῶν διὰ τὴν μὴ ἐκτέλεσιν τῶν ἀμοιβαίων αὐτῶν συμβατικῶν ὑποχρεώσεων, θὰ καταβάλλωνται ἢ θὰ ἀφαιροῦνται καὶ θὰ πιστοῦνται ἢ ἀντιστοίχως θὰ χρεοῦνται εἰς τοὺς λογαριασμοὺς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰ ἄρθρα 21 καὶ 24 τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα ταῦτα.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα, ἐν τῷ πλαισίῳ τῶν ἐνδεχομένως πληρωθέντων ὑπὸ τῶν Ἰταλικῶν Οἴκων ποσῶν, νὰ τοποθετήσῃ συμπληρωματικὰς παραγγελίας ἐν Ἰταλίᾳ, πέραν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον 2 ποσῶν.

Ἄρθρον 10.

Τὰ συναπτόμενα μετὰ τῶν Ἰταλικῶν Οἴκων Συμβόλαια θὰ κοινοποιοῦνται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως πρὸς τὴν Ἰταλικὴν Κυβέρνησιν, ὅπως ἡ τελευταία αὕτη δύναται νὰ ἐπαληθεύῃ ἐὰν ἀνταποκρίνωνται πρὸς τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμβάσεως. Ἡ ἐπαλήθευσις αὕτη θὰ γίνεται ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου δυνατοῦ διαστήματος.

Πρῶται ὕλαι.

Ἄρθρον 11.

Ἐπὶ σκοπῷ καθορισμοῦ τῶν ποσοτήτων τῶν πρώτων ὑλῶν τῶν συνήθως εἰσαγομένων ἐν Ἰταλίᾳ καὶ ἀναγκαίων διὰ τὴν κατεργασίαν τῶν προμηθευθησομένων εἰς τὴν Ἑλλάδα ἀγαθῶν καὶ ὅπως καταστῇ ἀκολούθως δυνατὸν νὰ γίνῃ ὁ ἔλεγχος τῶν καταναλωθεισῶν διὰ τὴν κατεργασίαν τῶν ἀγαθῶν τούτων πρώτων ὑλῶν, ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ὑπέβαλεν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν τὴν 31ην Μαΐου 1949 συμβατικοὺς Πίνακας δεικνύοντας τὰς ποσότητας τῶν πρώτων ὑλῶν τῶν ἀναγκαίων διὰ τὰς κατεργασίας τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν Πίνακα Α'. Ἐπὶ τῶν Πινάκων τούτων, 38 τὸν ἀριθμόν, δέον πρὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1950 νὰ ἔχῃ ἐπιτευχθῇ συμφωνία μεταξὺ τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 28.

Ἐν περιπτώσει καθ' ἣν οἱ δύο Ἀντιπρόσωποι δὲν συμφωνήσωσιν, αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ ἐπικαλεσθοῦν τὰς καλὰς ὑπηρεσίας κοινοῦ φίλου ὅπως ἐπιλύσωσι τὴν διαφορὰν ἐντὸς προθεσμίας τριῶν μηνῶν.

Οἱ ρηθέντες Συμβατικοὶ Πίνακες θὰ ἐφαρμόζωνται προσωρινῶς μέχρι τῆς ἐπιτεύξεως συμφωνίας, μεθ' ὃ θὰ ἐφαρμόζωνται ὑπὸ τὴν τελικὴν αὐτῶν μορφήν.

Ἐὰν πάντως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καταστῶσιν ἀναγκαῖοι καὶ ἄλλοι συμβατικοὶ Πίνακες, αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ συμφωνήσωσι ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, προσφεύγουσαι, ἐν περιπτώσει ἀνάγκης, εἰς τὰς καλὰς ὑπηρεσίας κοινοῦ φίλου.

Ἄρθρον 12.

Κατὰ τὴν ἔναρξιν τοῦ 2ου, 3ου, 4ου καὶ 5ου ἔτους θὰ καταρτίζωνται ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 28 κατάλογοι τῶν ποσοτήτων τῶν πρὸς χορήγησιν πρώτων ὑλῶν, λαμβανομένου ὑπ' ὄψιν τοῦ προγράμματος τῶν παροχῶν δι' ἕκαστον τῶν εἰρημένων ἐτῶν καὶ τοῦ ὑπολοίπου τῆς προηγουμένης περιόδου.

Ἄρθρον 13.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐκπληρώσῃ τὰς ὑποχρεώσεις αὐτῆς διὰ τῆς χορηγήσεως παλαιοσιδήρου, χαλκοῦ, κασσιτέρου, χυτοσιδήρου, νικελίου καὶ εἰδικῆς ξυλείας. Αἱ λοιπαὶ πρῶται ὕλαι αἱ συνήθως εἰσαγόμεναι ἐν Ἰταλίᾳ καὶ ἀναγκαῖαι διὰ τὴν κατρεγασίαν τῶν πρὸς παροχὴν ἀγαθῶν θὰ μετατρέπωνται εἰς τὰς εἰρημένας καί, κατὰ συνέπειαν τούτου, αἱ πρὸς χορήγησιν κατὰ τοὺς συμβατικοὺς πίνακας ποσότητες σιδήρου, χαλκοῦ, κασσιτέρου, χυτοσιδήρου, νικελίου καὶ εἰδικῆς ξυλείας θὰ ἐπαυξάνωνται κατὰ τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς μετατροπῆς ταύτης ποσότητας. Ἡ μετατροπὴ αὕτη θὰ γίνεται εἰς τὸ τέλος τῶν πρώτων δέκα μηνῶν ἐπ' εὐκαιρίᾳ τοῦ ἐλέγχου τῶν καταναλωθεισῶν ποσοτήτων καὶ εἰς τὴν ἀρχὴν ἑκάστου τῶν ἑπομένων τεσσάρων ἐτῶν ἐπ' εὐκαιρίᾳ τοῦ καταρτισμοῦ τῶν πινάκων τῶν πρὸς χορήγησιν εἰς τὴν Ἰταλίαν πρώτων ὑλῶν, τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 11 καὶ κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον :

Ἡ ἀξία τῶν ἓξ εἰρημένων πρώτων ὑλῶν θὰ ὑπολογίζεται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διαπραγματευομένων τιμῶν εἰς τὸ Χρηματιστήριον τοῦ Μιλάνου, βάσει τοῦ μέσου ὅρου τοῦ προηγουμένου τῆς ἡμέρας τῆς πράξεως μηνός, καὶ τὸ ποσὸν αὐτῶν θὰ θεωρῆται ὡς ἴσον πρὸς 100 Δηλ. Θὰ καθορισθῇ τὸ ποσοστὸν ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ἑκάστης ἐξ αὐτῶν, καὶ βάσει τῶν ποσοστῶν τούτων ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ἡ ἀξία ἑκάστης ὑπὸ ὑποκατάστασιν πρώτης ὕλης, ὑπολογιζομένη ἐπίσης ἐπὶ τῆς τιμῆς τοῦ Χρηματιστηρίου τοῦ Μιλάνου, θὰ μετατρέπεται εἰς τὰς τιμὰς τῶν πρὸς χορήγησιν τοιούτων. Αἱ ρηθεῖσαι ἀνωτέρω ἓξ πρῶται ὕλαι θὰ δύνανται ἐπίσης νὰ ἐναλλαγῶσι δι' ἄλλων ἐξ αὐτῶν διὰ κοινῆς συμφωνίας μεταξὺ τῶν δύο Ἀντιπροσώπων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 28.

Ἄρθρον 14.

Ἵνα καταστῇ δυνατὴ ἡ ἄμεσος ἐκτέλεσις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν σχετικῶν Συμβολαίων, ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις συγκατατίθεται ὅπως, μέχρις οὗ ἡ Ἑλλὰς ἀρχίσῃ νὰ χορηγῇ τὰς πρώτας ὕλας, οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι οἱ ἐπιφορτισθέντες μὲ παροχὰς προαφαιρῶσι τὰς ἀναγκαίας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐν τῷ μεταξὺ ὑπογραφέντων Συμβολαίων πρώτας ὕλας ἐκ τῶν ἐν Ἰταλίᾳ ὑφισταμένων ἀποθεμάτων.

Ὁμοίως ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις συγκατατίθεται ὅπως κατὰ τοὺς πρώτους μῆνας τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἕτοιμα προϊόντα περιλαμβανόμενα εἰς τὸν Πίνακα Β' καὶ ἀγοραζόμενα κατὰ τὸ ἄρθρον 7 ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, ἐξαχθῶσι καὶ πρὸ τῆς χορηγήσεως τῶν ποσοτήτων τῶν ἀντιστοίχων πρώτων ὑλῶν.

Ἐξ ἄλλου ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ χορηγήσῃ κατὰ τοὺς πρώτους δέκα μῆνας τὰς ἀκολούθους ποσότητας πρώτων ὑλῶν :

40.000	τόννους	παλαιοσιδήρου
20.000	»	χυτοσιδήρου
2.000	»	χαλκοῦ
.300	»	κασσιτέρου
.100	»	νικελίου
1.000	»	εἰδικῆς ξυλείας

Τὸ ἥμισυ τῶν ρηθεισῶν πρώτων ὑλῶν θὰ χορηγηθῇ πρὸ τῆς 31 Δεκεμβρίου 1949 καὶ τὸ ὑπόλοιπον πρὸ τῆς 30 Ἰουνίου 1950.

Ἄρθρον 15.

Ἐπὶ σκοπῷ ἐξασφαλίσεως τῆς συνεχείας τῆς λειτουργίας τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως ἡ ποσότης τῶν πράγματι εἰσαχθεισῶν καὶ πωληθεισῶν ἐν Ἰταλίᾳ πρώτων ὑλῶν εἰς τὸ τέλος τῶν πρώτων δέκα μηνῶν καὶ τῶν ἑπομένων τριῶν ἐτῶν ἐφαρμογῆς τοῦ πρώτου Μέρους τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑπερβαίνῃ, κατὰ τὰ κάτωθι ἀντιστοίχως ποσοστά, τὴν ποσότητα τῶν πρώτων ὑλῶν, αἵτινες θὰ ἔδει νὰ χορηγηθῶσι συμφώνως πρὸς τὰς δοθείσας κατὰ τὴν ἰδίαν περίοδον παραγγελίας, ὑπολογιζομένων βάσει τῶν συμβατικῶν πινάκων :

τὴν 1ην Ἰουλίου	1950	κατὰ	75ο/ο
» »	1951	»	50ο/ο
» »	1952	»	25ο/ο
» »	1953	»	10ο/ο

Ἕνα μῆνα πρὸ τῆς 30 Ἰουνίου 1954 ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ὀφείλει νὰ ἔχῃ χορήγησῃ εἰς τὴν Ἰταλίαν ἁπάσας τὰς ἀναγκαιούσας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ πρώτου Μέρους τῆς παρούσης Συμβάσεως πρώτας ὕλας.

Ἡ εἰσαγωγὴ τῶν πρώτων ὑλῶν ἐν Ἰταλίᾳ θὰ ἐλέγχηται γαὶ θὰ διαπιστοῦται ὑπὸ τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 16.

Τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς 30 Ἰουνίου 1954 οἱ Ἀντιπρόσωποι οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸ ἄρθρον 28 θὰ προβῶσιν εἰς ἀκριβῆ ὑπολογισμὸν ἁπασῶν τῶν χορηγηθεισῶν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως πρώτων ὑλῶν.

Κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ταύτην καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὰς πρὸς πραγματοποίησιν εἰσέτι παροχὰς προϊόντων, θὰ ἐκτιμήσουν τὸ ὑπόλοιπον τῶν πρώτων ὑλῶν αἵτινες θὰ πρέπῃ νὰ χορηγηθῶσιν κατὰ τοὺς ἑπομένους δύο μῆνας.

Ἄρθρον 17.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ πωλῇ ἐλευθέρως ἐν τῇ Ἰταλικῇ ἀγορᾷ, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐν τῷ ἐσωτερικῷ τῆς Ἰταλίας διάθεσιν τῶν πρώτων ὑλῶν νόμους, τὰς πρὸς χορήγησιν πρώτας ὕλας εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁσάκις θὰ λαμβάνῃ χώραν ἀποστολή, ἀφοῦ ἐξετάζῃ μετὰ τῶν Ἰταλικῶν Οἴκων οἵτινες θὰ ἀναλαμβάνουν προμηθείας τὴν δυνατότητα τῆς εἰς αὐτοὺς ἀπ' εὐθείας πωλήσεως τῶν πρώτων ὑλῶν ἢ τῆς πωλήσεως τούτων εἰς ὀργανισμοὺς ἐξουσιοδοτημένους ὑπ' αὐτῶν.

Ἡ πώλησις τῶν πρώτων ὑλῶν θὰ γίνεται εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας κατὰ τοὺς ἐμπορικοὺς ὅρους τῆς Ἰταλικῆς ἀγορᾶς.

Εἰς ἕκαστον Συμβόλαιον παροχῆς θὰ πρέπῃ νὰ δείκνυται

ἐὰν οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι συνεφώνησαν μετὰ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως τὴν ἀγορὰν τῶν ἀντιστοιχουσῶν πρὸς τὴν παροχὴν πρώτων ὑλῶν ἢ ἐὰν οὗτοι παρητήθησαν τούτου.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ὑποχρεοῦται νὰ ἀνακοινοῖ εἰς τὴν Ἰταλικὴν Κυβέρνησιν τὰς ποσότητας τῶν πωληθεισῶν ἐν Ἰταλίᾳ πρώτων ὑλῶν, τὴν τιμήν των καὶ τὰ ὀνόματα τῶν ἀγοραστῶν.

Ἄρθρον 18.

Τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς ἐν Ἰταλίᾳ πωλήσεως τῶν πρώτων ὑλῶν ποσὰ θὰ φέρωνται, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 24, εἰς πίστωσιν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, ἥτις θὰ τὰ διαθέτῃ πρὸς πληρωμὴν πάσης παροχῆς ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐξαιρουμένων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 25, καὶ πρὸς πληρωμὴν ὀφειλομένων συνεπείᾳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5 ποσῶν καὶ ποσῶν ἐνδεχομένως ὀφειλομένων συνεπείᾳ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 51.

Δημοσιονομικοὶ ὅροι.

Ἄρθρον 19.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις, ἐπιθυμοῦσα νὰ ἀποδείξῃ τὸ πνεῦμα συνεργασίας, τὸ ὁποῖον τὴν διέπει, συγκατατίθεται ὅπως αἱ ὑποχρεώσεις τῆς Ἰταλίας, αἱ προπροκύπτουσαι ἐκ τοῦ ἄρθρου 74, β τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, ἄρξωνται εἰς τὰς κατωτέρω δεικνυομένας ἡμερομηνίας ἀντὶ τῆς 29ης Ὀκτωβρίου 1949 καὶ ὅπως τὰ ἐπὶ τοῖς ἑκατὸν ἐτήσια ποσοστὰ ἐκπληρώσεως τῶν ρηθεισῶν ὑποχρεώσεων καθορισθῶσιν ὡς ἀκολούθως:

Διὰ τὸ	1ον	ἔτος	ἀπὸ	τῆς	1ης	Σ)βρίου	1949	μέχρι	τῆς	30	Ἰουνίου	1950 :	20 ο]ο
»	»	2ον	»	»	»	»	Ἰουλίου	1950	»	»	»	»	1951 :	25 ο]ο
»	»	3ον	»	»	»	»	»	1951	»	»	»	»	1952 :	25 ο]ο
»	»	4ον	»	»	»	»	»	1952	»	»	»	»	1953 :	20 ο]ο
»	»	5ον	»	»	»	»	»	1953	»	»	»	»	1954 :	10 ο]ο

Ἐξ ἄλλου ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἐκτιμῶσα τὰ φιλικὰ αἰσθήματα τὰ ἐμπνέοντα τὴν ἀνωτέρω ρηθεῖσαν ἀπόφασιν καὶ διεπομένη ἀπὸ ὅμοιον πνεῦμα, συγκατατίθεται ὅπως ἐκπεσθῇ ἐκ τοῦ συνολικοῦ ποσοῦ τῶν 105 ἑκατομμυρίων Δολλαρίων Η. Π. Α. τοῦ ὀφειλομένου ὑπὸ τῆς Ἰταλίας τόκος προεξοφλήσεως ἐξ 7,1]4 ο]ο. Προκύπτει ἐκ τούτου ὅτι τὰ τμήματα, ἅτινα ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ὀφείλῃ νὰ φέρῃ εἰς πίστωσιν τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 21 τῆς παρούσης Συμβάσεως λογαριασμοῦ εἶναι τὰ ἀκόλουθα:

Τὴν	1ην	Σεπ)βρίου	1949 :	20 ο]ο	– προκαταβαλλόμενον κατὰ 58 ἡμέρας (Τόκος προεξοφλήσεως 7,25 ο]ο)	$ 20.758.068,50
»	»	Ἰουλίου	1950 :	25 ο]ο	– ἐξ οὗ 20 ο]ο προκαταβαλλόμενον κατὰ 120 ἡμέρας καὶ 5 ο]ο προκαταβαλλόμενον κατὰ 1216 ἡμέρας ἐπὶ τὸν ἀνωτέρω ρηθέντα τόκον προεξοφλήσεως	$ 24.481.397,25
»	»	Ἰουλίου	1951 :	25 ο]ο	– ἐξ οὗ 20 ο]ο προκαταβαλλόμενον κατὰ 120 ἡμέρας καὶ 5 ο]ο προκαταβαλλόμενον κατὰ 851 ἡμέρας ἐπὶ τὸν εἰρημένον ἀνωτέρω τόκον προεξοφλήσεως	$ 24.862.022,25
»	»	Ἰουλίου	1952 :	20 ο]ο	– προκαταβαλλόμενον κατὰ 120 ἡμέρας ἐπὶ τὸν ρηθέντα ἀνωτέρω τόκον προεξοφλήσεως	$ 20.499.452,05
»	»	Ἰουλίου	1953 :	10 ο]ο	– προκαταβαλλόμενον κατὰ 120 ἡμέρας ἐπὶ τὸν ἀνωτέρω ρηθέντα τόκον προεξοφλήσεως...	$ 10.249.726,05

Ἕκαστον τμῆμα θὰ πρέπῃ νὰ καλύπτεται ἀπὸ παραγγελίας προβλεπούσας λήξεις αἵτινες ἐξασφαλίζουν τὴν διάθεσιν τῶν 90 ο]ο τοῦ ποσοῦ αὐτοῦ κατὰ τὸ διάστημα τοῦ ἔτους Τὸ ἐνδεχόμενον ὑπόλοιπον, ὅπερ δὲν θὰ δύναται νὰ ὑπερβαίνῃ τὸ 10 ο]ο τοῦ ποσοῦ τοῦ ἀντιστοίχου τμήματος, θὰ δύναται νὰ μεταφέρεται εἰς τὸ τμῆμα τοῦ ἑπομένου ἔτους. Διὰ τὸ πρῶτον τμῆμα, δεδομένου ὅτι τοῦτο ἀντιστοιχεῖ εἰς δέκα μῆνας ἀντὶ δώδεκα, τὰ ἀνωτέρω ποσοστὰ τῶν 90 ο]ο καὶ 10 ο]ο καθορίζονται ἀντιστοίχως εἰς 80 ο]ο καὶ 20 ο]ο

Ἄρθρον 20.

Ἡ πληρωμὴ τῶν παροχῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει θὰ γίνεται ὑπὸ τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος ἐνεργούσης ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, διὰ τραβηγμάτων ἐκ τῶν λογαριασμῶν Α' καὶ Β', ὡς καθορίζεται εἰς τὰ ἑπόμενα ἄρθρα.

Ἄρθρον 21.

Εἰδικὸς Λογαριασμὸς κατονομαζόμενος »Ἰταλο-Ἑλληνικὴ Οἰκονομικὴ Συνεργασία—Λογαριασμὸς Α'» εἰς Δολλάρια Η.Π.Α., μὴ παραγωγικὸς τόκων, θὰ ἀνοιχθῇ ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Ἰταλίας.

Εἰς πίστωσιν τοῦ εἰρημένου Λογαριασμοῦ θὰ φέρωνται τὰ ἀκόλουθα ποσά:

1) Τὰ εἰς Δολλάρια Η.Π.Α. ποσὰ ἅτινα ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ θέτῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως κατὰ τὸ ἄρθρον 19, ὅπως διατεθοῦν κατὰ τὸν καθορισθέντα εἰς τὸ ρηθὲν ἄρθρον τρόπον.

2) Τὰ ποσὰ ἅτινα οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι θὰ ὀφείλουν νὰ καταβάλουν, ἐπὶ τῇ ἐπιδείξει τῶν σχετικῶν ἐγγράφων, λόγῳ ποινῆς ἢ ἀποζημιώσεως, ἀπορρεούσης ἐκ τῶν εἰς Δολλάρια ἐκπεφρασμένων Συμβολαίων, τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 7.

Εἰς χρέωσιν τοῦ εἰρημένου Λογαριασμοῦ θὰ φέρωνται τὰ ἀκόλουθα ποσά:

1α) Τὰ ποσὰ τῶν εἰς Δολλάρια Η.Π.Α. πληρωμῶν, ἅτινα ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ διαθέτῃ διὰ ἐντολῶν πληρωμῆς διὰ τὸν διακανονισμὸν τῶν παροχῶν καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν, τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2α) Τὰ ποσὰ ἅτινα ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων Ἰταλικῶν Οἴκων, ὑποστηριζομένη δι' ἐγγράφων, θὰ ὀφείλῃ νὰ ἀποσύρῃ καὶ νὰ πληρώσῃ λόγῳ ποινῆς ἢ ἀποζημιώσεως, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν εἰς Δολλάρια ἐκπεφρασμένων Συμβολαίων.

3α) Τὰ ὀφειλόμενα συνεπείᾳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5 ποσά.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἰταλίας θὰ ἐκτελῇ τὰς ἐντολὰς τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀνωτέρω ἀριθμοὺς 1α καὶ 2α, ἀφοῦ διαπιστώσῃ ὅτι ἀνταποκρίνονται πρὸς τοὺς καθορισθέντας εἰς τὰ Συμβόλαια εἰς ἃ ἀναφέρονται ὅροι.

Ἄρθρον 22.

Διὰ τὰς πληρωμὰς τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 20 καὶ ἐφ' ὅσον ἡ σημερινὴ νομοθεσία παραμένει ἐν ἰσχύι, ἡ μετατροπὴ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας τῶν εἰς Δολλάρια Η.Π.Α. ποσῶν, θὰ γίνεται, συμφώνως πρὸς τὸ νομισματικὸν καθεστὼς τὸ ἤδη ἐν ἰσχύι ἐν Ἰταλίᾳ, εἰς τὴν μέσην τιμὴν συναλλάγματος μεταξὺ μέσης μηνιαίας τιμῆς τοῦ Δολλαρίου Η.Π.Α., ὑπολογιζομένης κατὰ τὸ Ἰταλικὸν Νομοθετικὸν Διάταγμα τῆς 28 Νοεμβρίου 1947 ὑπ' ἀριθμ. 1347 καὶ τῆς

τιμῆς συναλλάγματος τοῦ Δολλαρίου Η.Π.Α. ἐξαγωγῆς (CONTI VALUTARI 50ο)ο) κατὰ τὸ κλείσιμον τοῦ χρηματιστηρίου τῆς Ρώμης κατὰ τὴν ἡμέραν τὴν προηγουμένην τῆς ἐνεργείας τῆς πληρωμῆς. Ἐν περιπτώσει τροποποιήσεως τῶν ἀνωτέρω διατάξεων ἡ μετατροπὴ θὰ γίνεται συμφώνως πρὸς τὴν νέαν νομοθεσίαν ἥτις θὰ εἰσαχθῇ διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῆς τιμῆς τοῦ Δολλαρίου ἐξαγωγῆς.

Ἄρθρον 23.

Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ εἰς χρυσὸν ἰσοτιμία τοῦ Δολλαρίου Η.Π.Α. ἡ καθορισθεῖσα καθ' ἣν ἡ εἰς χρυσὸν ἰσοτιμία τοῦ Δολλαρίου Η.Π.Α. ἡ καθορισθεῖσα εἰς τὸ ἄρθρον 74 (ἀριθμὸς 5) τῆς Συνθήκης Εἰρήνης ἤθελε μεταβληθῇ, τὰ εἰς Δολλάρια Η.Π.Α. διαθέσιμα τοῦ λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 21 τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ ἀναπροσαρμοσθῶσιν συμφώνως πρὸς τὴν νέαν ἰσοτιμίαν, συμφωνουμένου ὅτι ἡ ὑποχρέωσις αὕτη τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως θὰ παύσῃ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς 30 Ἰουνίου 1954.

Ἑπομένως τὰ ἐνδεχομένως ὑφιστάμενα κατὰ τὴν ἀνωτέρω ρηθεῖσαν ἡμερομηνίαν ὑπόλοιπα εἰς τὸν λογαριασμὸν τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 21, δὲν θὰ καλύπτωνται πλέον δι' οὐδεμιᾶς ἐγγυήσεως, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν θὰ ὑπῆρχον καθυστερήσεις εἰς τὰς πληρωμὰς ἐκ μέρους τῆς Τραπέζης παρ' ᾗ αὐτὸς οὗτος ὁ λογαριασμὸς θὰ ἔχῃ ἀνοιγῇ. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ ἐγγύησις θὰ παρατείνεται διὰ περίοδον ἀκριβῶς ἀντιστοιχοῦσαν πρὸς τὴν τῆς καθυστερήσεως τῶν πληρωμῶν ἐκ μέρους τῆς Τραπέζης.

Ἄρθρον 24.

Ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ ἀνοιγῇ παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Ἰταλίας λογαριασμὸς εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας, κατονομαζόμενος »Ἰταλο-Ἑλληνικὴ Οἰκονομικὴ συνεργασία-Λογαριασμὸς Β», μὴ παραγωγικὸς τόκων.

Εἰς πίστωσιν τοῦ ρηθέντος λογαριασμοῦ θὰ φέρωνται :

α) Αἱ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας καταβολαὶ αἱ γινόμεναι ἐκ μέρους τῶν Ἰταλῶν ἀγοραστῶν τῶν πρώτων ὑλῶν τῶν εἰσαγομένων ἐν Ἰταλίᾳ κατὰ τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 11 ἕως 18 τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοῦτο μετὰ προσαγωγὴν τῶν ἐγγράφων τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἐν ἰσχύι διατάξεων ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς.

β) Τὰ ποσὰ ἅτινα οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι, μεθ' ὧν συνήφθησαν Συμβόλαια εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας, θὰ ὀφείλουν νὰ καταβάλουν, μετὰ προσαγωγὴν τῶν σχετικῶν ἐγγράφων,λόγῳ ποινῆς ἢ ἀποζημιώσεως ἀπορρεούσης ἐκ τῶν εἰρημένων Συμβολαίων.

γ) Τὸ ἐνδεχόμενον ἐνεργητικὸν ὑπόλοιπον τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 51.

Εἰς χρέωσιν τοῦ ρηθέντος λογαριασμοῦ θὰ φέρωνται αἱ ἀκόλουθοι πληρωμαί, ἃς θὰ ἐντέλληται ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος διὰ καταλλήλων ἐντολῶν πληρωμῆς.

αα) Διὰ τὸν διακανονισμὸν πάσης παροχῆς ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐξαιρουμένων τῶν παροχῶν καὶ ὑπηρεσιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 25 καὶ κατὰ τὰς διατυπώσεις τὰς καθορισθείσας εἰς τὴν τελευταίαν παράγραφον τοῦ ἄρθρου 21.

ββ) Διὰ τὰ ὀφειλόμενα συνεπείᾳ τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 5 ποσά.

γγ) Διὰ τὰ ποσὰ ἅτινα ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ὀφείλῃ νὰ καταβάλῃ λόγῳ ποινῆς ἢ ἀποζημιώσεως τῇ αἰτήσει τῶν ἐνδιαφερομένων Οἴκων, ὑποστηριζομένῃ δι' ἐγγράφων, τὰ προερχόμενα ἐκ τῶν Συμβολαίων ἅτινα θὰ εἶχε συνάψει ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας.

δδ) Διὰ τὸν διακανονισμὸν συμπληρωματικῶν παροχῶν καὶ ὑπηρεσιῶν, ἐκτὸς ἐκείνων αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τοῦ Πίνακος Α'., ἀλλὰ πάντοτε ἐμπιπτόντων εἰς τὸ πλαίσιον τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ αἵτινες θὰ ἐνεκρίνοντο ὑπὸ τῶν δύο Κυβερνήσεων.

εε) Δι' ἐνδεχομένως ὀφειλόμενα ποσὰ συνεπείᾳ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 51.

Ἄρθρον 25.

Πᾶσαι αἱ δαπάναι, ἃς οἱ Ἰταλικοὶ Οἶκοι ἢ οἱ Ἰταλοὶ ἰδιῶται θὰ ὀφείλουν νὰ ἐνεργήσουν συμφώνως πρὸς τὰ Συμβόλαια διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 4 ἐργασιῶν ἐν Ἑλλάδι, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἀφορωσῶν τὸ ἀποστελλόμενον εἰς Ἑλλάδα πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον προσωπικόν, θὰ φέρωνται εἰς πίστωσιν τοῦ Λογαριασμοῦ τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 21. Τὸ αὐτὸ θὰ γίνεται καὶ διὰ τὰ ποσὰ τῶν πληρωμῶν διὰ τὸν διακανονισμὸν ἀπὸ Ἰταλικῆς πλευρᾶς τῶν παροχῶν προιόντων τῶν ἐχουσῶν πρὸς τοῦτο σχέσιν. Ἐκεῖναι ἐκ τῶν δαπανῶν τούτων αἵτινες θὰ εἶναι πληρωτέαι ἐν Ἑλλάδι θὰ γίνωνται εἰς δραχμάς, ἐν ᾧ μέτρῳ ἐπιθυμοῦσι τοῦτο οἱ ἐνδιαφερόμενοι Ἰταλοί, ἐπὶ Λογαριασμοῦ εἰς Δολλάρια Η.Π.Α., ὃν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀνοίξῃ ἐπ' ὀνόματι αὐτῶν παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Ἑλλάδος. Τὰ ποσὰ τῶν δαπανωμένων Δολλαρίων θὰ ἐκπίπτωνται ἐκ τῶν Συμβολαίων καὶ Τιμολογίων, ἅτινα οἱ συμβαλλόμενοι θὰ ὑποβάλλουν εἰς τὴν Τράπεζαν Ἰταλίας πρὸς πληρωμὴν , θεωρημένων ὑπὸ τοῦ Ἕλληνος Ἀντιπροσώπου, τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 28.

Ἄρθρον 26.

Ὅσον ἀφορᾷ τὴν μετατροπὴν τῶν Δολλαρίων εἰς Δραχμάς, τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ προηγούμενον ἄρθρον, αὕτη θὰ γίνεται ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἐπισήμου τιμῆς τοῦ Δολλαρίου τῶν Η.Π.Α. τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος. ηὐξημένης διὰ ποσοῦ ἴσου πρὸς τὴν ἰσχύουσαν κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς πράξεως τιμὴν τοῦ πιστοποιητικοῦ συναλλάγματος τοῦ Δολλαρίου Η.Π.Α.

Ἄρθρον 27.

Αἱ δαπάναι αἱ ἀφορῶσαι τὸ προσλαμβανόμενον ἐν Ἑλλάδι προσωπικὸν καὶ τὰ ὑλικὰ ἅτινα θὰ δεήσῃ νὰ προμηθεύωνται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Οἰκονομίας θὰ εἶναι εἰς βάρος τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ θὰ ἐνεργῶνται ἀπ' εὐθείας ὑπ' αὐτῆς καὶ δὲν θὰ δύνανται νὰ φέρωνται εἰς χρέωσιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 21 καὶ 24 τῆς παρούσης Συμβάσεως Λογαριασμῶν.

Εἰδικὸς ὅρος.

Ἄρθρον 28.

Εἷς Ἀντιπρόσωπος ὁριζόμενος ὑπὸ τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως καὶ εἷς Ἀντιπρόσωπος ὁριζόμενος ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ συναντῶνται ἐκάστοτε ὁσάκις θὰ εἶναι ἀναγκαῖον καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει τοὐλάχιστον ἅπαξ κατὰ τριμηνίαν ὅπως ἐπαληθεύουν ἀπὸ κοινοῦ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν προηγουμένων ἄρθρων τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὅπως συντάσσουν τὴν τριμηνίαν αὐτῶν ἔκθεσιν καὶ ὅπως ἐπεξεργάζωνται, ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον, τὰς ὑποβληθησομένας πρὸς τὰς δύο Κυβερνήσεις συστάσεις.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΣ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΚΑΙ ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΩΝ ΖΗΤΗΜΑΤΩΝ ΤΩΝ ΠΡΟΚΥΠΤΟΝΤΩΝ ΕΚ ΤΟΥ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΟΣ XIV ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΙΡΗΝΗΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΩΝ ΣΥΜΜΑΧΩΝ ΚΑΙ ΣΥΝΗΣΠΙΣΜΕΝΩΝ ΔΥΝΑΜΕΩΝ ΚΑΙ ΤΗΣ ΙΤΑΛΙΑΣ.

Ἄρθρον 29.

1) Τὰ φυσικὰ πρόσωπα τὰ κατοικοῦντα τὴν 10ην Ἰουνίου 1940 ἐν Δωδεκανήσῳ, ἅτινα ἐπελέξαντο ἢ θὰ ἐπιλέξωνται μέχρι τῆς 31ης Ὀκτωβρίου 1949 τὴν ἰταλικὴν ἰθαγένειαν καὶ ἅτινα, ἐντὸς τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παράγραφον 3 τοῦ ἄρθρου 19 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης προθεσμίας, ἥτις παρατείνεται διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως μέχρι τῆς 31 Αὐγούστου 1950, θὰ ἐγκαταστήσωσι τὴν διαμονήν των ἐν Ἰταλίᾳ, ἔχουν, μέχρι τῆς λήξεως τῆς προθεσμίας ταύτης, τὸ δικαίωμα, κατὰ τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς παραγράφου 10 τοῦ παραρτήματος XIV τῆς Συνθήκης Εἰρήνης ὅρους νὰ μεταφέρουν καὶ συμπαραλάβουν μεθ' ἑαυτῶν τὰ κινητά των καὶ τὰ εἰς τὴν κατοχήν των κεφάλαια, τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν κινητῶν καὶ ἀκινήτων αὐτῶν. Τὸ αὐτὸ δικαίωμα χορηγεῖται εἰς τοὺς Ἰταλοὺς ὑπηκόους, ἰδιοκτήτας περιουσιῶν κει-

μένων ἐν Δωδεκανήσῳ, οἵτινες δὲν εἶχον ἐν αὐτῇ τὴν κατοικίαν των.

Ὡς «κινητὰ» νοοῦνται ἐπίσης αἱ μηχαναί, αἱ ἐγκαταστάσεις, ἐργαλεῖα καὶ ὑλικὰ διάφορα τὰ δυνάμενα νὰ μεταφερθοῦν, καὶ ὡς «κεφάλαια» νοοῦνται οἱ τίτλοι, χρήματα καὶ χαρτονομίσματα παντὸς εἴδους.

2) Τὰ φυσικὰ πρόσωπα τῶν ὁποίων ἡ συνήθης γλῶσσα εἶναι ἡ Ἰταλική, ἅτινα εἶχον τὴν κατοικίαν των κατὰ τὴν 10ην Ἰουνίου 1940 ἐν Δωδεκανήσῳ, καὶ ἅτινα μεταγενεστέρως τῆς ἡμερομηνίας ταύτης καὶ μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς **ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐγγατέλειψαν** τὸ ἔδαφος τοῦτο, θεωροῦνται ὡς ἀσκήσαντα τὸ δικαίωμα ἐπιλογῆς ὑπὲρ τῆς Ἰταλικῆς ἰθαγενείας τὸ προβλεπόμενον εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ ἄρθρου 19 τῆς Συμθήκης Εἰρήνης. Θὰ ἔχωσι πάντως τὸ δικαίωμα νὰ πολιτογραφηθῶσιν ἕλληνες ὑπήκοοι ἐὰν τὸ ζητήσωσι δι' ἐγγράφου δηλώσεως ὑποβαλλομένης εἰς τὰς ἁρμοδίας ἑλληνικὰς Ἀρχὰς μέχρι τῆς 31 Ὀκτωβρίου 1949. Ἐν τῇ τελευταίᾳ ταύτῃ περιπτώσει θὰ θεωρηθῶσιν ὡς ἀποκτήσαντα τὴν Ἑλληνικὴν ἰθαγένειαν τὴν 27 Ὀκτωβρίου 1947.

Τὰ πρόσωπα ταῦτα θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα μεταφορᾶς τῶν κινητῶν των καὶ τοῦ προϊόντος τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν κινητῶν καὶ ἀκινήτων αὐτῶν ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 30.

Τὰ εἰς δραχμὰς ποσὰ τὰ προερχόμενα ἀμέσως ἢ ἐμμέσως ἐκ τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν ἰταλικῶν περιουσῶν θὰ καταβάλλωνται εἰς τὸν λογαριασμὸν τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 51 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος δι' ἑκάστην καταβολὴν εἰς δραχμὰς θὰ παραδίδῃ ἐπ' ὀνόματι ἑκάστου καταθέτου ἐντολὴν πληρωμῆς διὰ τὸ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας ἰσότιμον, ὑπολογιζόμενον ἐπὶ τῇ βάσει τῆς τιμῆς συναλλάγματος Δραχμῆς–Δολλαρίου Η.Π.Α., τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 26 τῆς παρούσης Συμβάσεως, καὶ τῆς τιμῆς συναλλάγματος Δολλαρίου Η.Π.Α.–Ἰταλικῆς Λιρέττας, τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 22, ἐπὶ τοῦ λ)σμοῦ Δ' τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 51. Πᾶσα ἐντολὴ πληρωμῆς θὰ πρέπῃ νὰ προσυπογράφεται ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 52. Ἡ Τράπεζα τῆς Ἰταλίας θὰ ἐξουσιοδοτηθῇ ἐπὶ τῇ ἐμφανίσει τῶν ρηθεισῶν ἐντολῶν πληρωμῆς νὰ καταβάλλῃ εἰς τοὺς δικαιούχους τὸ ποσὸν τὸ ἐν αὐταῖς καθοριζόμενον. Ὅμοιαι ἐντολαὶ πληρωμῆς θὰ παραδίδωνται διὰ τὰ ξένα νομίσματα εἰς χρυσόν, ἄργυρον ἢ χαρτονομίσματα τὰ κατατιθέμενα ὑπὸ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 29 προσώπων, συμφωνουμένου ὅτι τὸ ἀντίτιμον εἰς δραχμὰς θὰ ὑπολογίζεται εἰς τὴν τιμὴν τοῦ συναλλάγματος τῆς ἡμέρας τῆς καταβολῆς εἰς τὴν ἐλευθέραν ἀγορὰν Ἀθηνῶν.

Αἱ καταβολαὶ εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος θὰ πρέπῃ νὰ ἐγκρίνωνται προηγουμένως ὑπὸ τῶν ἀνωτέρω μνημονευθέντων Ἀντιπροσώπων, οἵτινες θὰ ἐπιβεβαιώνουν τὴν προέλευσιν αὐτῶν βάσει τῶν ἐγγράφων τῶν προσαγομένων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων ἢ παντὸς ἄλλου χρησίμου στοιχείου. Εἰς τὴν μεταφορὰν θὰ γίνωσιν ὁμοίως δεκτὰ ἐπὶ σκοπῷ μεταφορᾶς καὶ τὰ ποσὰ τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἰταλοὺς ἐπαναπατρισθέντας καὶ κατατεθέντα εἰς ἰδιώτας ἢ τραπέζας Δωδεκανήσου.

Ἄρθρον 31.

Τὰ νομικὰ πρόσωπα τὰ ἀσκοῦντα τὴν δρᾶσιν των ἐν Δωδεκανήσῳ τὰ συσταθέντα κατὰ τὴν Ἰταλικὴν νομοθεσίαν, ἅτινα ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν θὰ ἔχωσι μετατρέψει τὸ καταστατικὸν αὐτῶν συμφώνως πρὸς τοὺς ἑλληνικοὺς νόμους, θὰ ὀφείλωσι νὰ προβῶσιν εἰς τὴν ἐκκαθάρισιν καὶ μεταφορὰν τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων αὐτῶν κατὰ τοὺς ὅρους καὶ τὰς προθεσμίας τοὺς προβλεπομένους εἰς τὰ ἄρθρα 29 καὶ 30.

Ἄρθρον 32.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἵνα βοηθήσῃ τὰ πρόσωπα περὶ ὧν εἰς τὰ ἄρθρα 29 καὶ 31 καὶ ἅτινα δὲν θὰ εἶχον ἐκκαθαρίσει, ἐντὸς τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 29 παρ. 1 τῆς παρούσης Συμβάσεως προθεσμίας, τὰ ἀκίνητα αὐτῶν, ἐπὶ τῇ αἰτήσει ἧτις θὰ ὑπεβάλλετο ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων εἰς τοὺς Ἀντιπροσώπους ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ προβῇ εἰς τὴν ἀγορὰν τῶν εἰρημένων περιουσιῶνείς τὴν εἰς δραχμὰς τιμὴν τὴν καθοριζομένην ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων τούτων.

Ὡς πρὸς τὸ ἀντίτιμον τῶν οὕτω κτωμένων ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως περιουσιῶν, καὶ ὅπερ θὰ ὑπολογίζεται κατὰ τὸν ἐν τῷ ἄρθρῳ 30 τρόπον, ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ ἐκδίδῃ ἐπὶ τοῦ Λογαριασμοῦ Δ' ἐπ' ὀνόματι τῶν δικαιούχων ἐντολὰς πληρωμῆς προσυπογραφομένας ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων.

Οἱ Ἰταλοὶ πολῖται οἵτινες τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν λῆξιν τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἄρθρον 29 προθεσμίας δὲν θὰ ἔχωσιν ἀποδεχθῇ τὴν καθορισθεῖσαν κατὰ τὸν ἀνωτέρω ἐνδεικνυόμενον τρόπον ἀξίαν θὰ χάνωσι πᾶν δικαίωμα πρὸς μεταφορὰν εἰς Ἰταλίαν τοῦ ἀντιτίμου τῶν περιουσιῶν των, τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

Ἀπὸ τῆς στιγμῆς ταύτης αἱ ἐν λόγῳ περιουσίαι θὰ ὑπόκεινται εἰς τοὺς γενικοὺς κανόνας τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συνθήκης Φιλίας, Ἐμπορίου καὶ Ναυτικλίας, τῆς ὑπογραφείσης μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐν Σὰν Ρέμῳ τῇ 5 Νοεμβρίου 1948.

Ἄρθρον 33.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναγνωρίζει ὅτι δὲν καταλέγονται μεταξὺ τῶν Κρατικῶν καὶ Παρακρατικῶν περιουσιῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ Παραρτήματος XIV αἱ περιουσίαι, δικαιώματα καὶ συμφέροντα αἱ ἀνήκουσαι εἰς τὰ κάτωθι κατονομαζόμενα πρόσωπα καὶ ὅτι, ὡς πρὸς ταῦτα, δὲν εἶναι ἐπομένως ἐφαρμοστέαι αἱ διατάξεις τῆς ρηθείσης παραγράφου.

1) Banca d'Italia; 2) Banco di Sicilia; 3) Banco di Roma; 4) Tabacchi Egei Manifattura Italiana (T.E.M.I.) διὰ τὸ μέρος τῆς περιουσίας αὐτῆς τὸ ἀντιστοιχοῦν εἰς τὰς τέσσαρας χιλιάδας ἑπτακοσίας πεντήκοντα δύο (4.752) μετοχὰς τὰς ἀνηκούσας εἰς τὴν Azienda Tabacchi Italiani; 5) Società Siderurgica Italiana; 6) Società Allevamenti Bonifiche Agrarie (S.A.B.A.); 7) Unione Millitare; 8) Società Commercio Italiano Mediterraneo (S.C.I.M.); 9) Ente Bonifica Agraria; 10) Dante Alighieri; 11) Società Anonima «S.A.I.T.A.B.»; 12) Istituto Nazionale Assicurazioni Infortuni sul Lavoro (I.N.A.I.L.); 13) Istituto Nazionale Assicurazione Malattie Lavoratori (I.N.A.M.L.); 14) Ente Nazionale Previdenza ed Assistenza Statali (E.N.P.A.S.); 15) Società Ferrobeton; 16) Istituto Nazionale Case Impiegati Statali (I.N.C.I.S.).

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της ἀναγνωρίζει πάντα τὰ λοιπὰ μέτρα τὰ ληφθέντα ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παραγράφου 1 τοῦ Παραρτήματος XIV τῆς Συνθήκης Εἰρήνης τὰ θίγοντα τὰ μὴ μνημονευόμενα εἰς τὸ παρὸν ἄρθρον πρόσωπα.

Ἄρθρον 34.

Μέχρι τῆς 31 Αὐγούστου 1950 τὰ κινητὰ καὶ ἀκίνητα τὰ ἀνήκοντα εἰς Ἰταλοὺς ὑπηκόους, φυσικὰ ἢ νομικὰ πρόσωπα ἢ συνεταιρισμοὺς γενικῶς, δὲν θὰ γίνουν ἀντικείμενον μέτρων ἐπιτάξεως ἢ διατάξεως ἐπὶ τῆς ρυθμίσεως τῶν ἐνοικίων οὐδὲ θὰ ὑποβληθῶσιν εἰς ἄλλα μέτρα ἅτινα θὰ περιώριζον τὴν ἐλευθέραν χρῆσιν ἢ ἀξίαν αὐτῶν ἐπὶ σκοπῷ τῆς ἐκκαθαρίσεως αὐτῶν.

Συμφωνεῖται ὅτι τὰ ληφθέντα ἐπὶ τοῦ προκειμένου ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Στρατιωτικῆς Διοικήσεως καὶ τῆς Γενικῆς Διοικήσεως Δωδεκανήσου μέτρα θὰ θεωροῦνται αὐτοδικαίως ἀνακληθέντα κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 35.

Τὰ ἰταλικὰ χαρτονομίσματα τὰ ἀποσυρθέντα τῆς κυκλοφορίας ἐπὶ τῇ βάσει τῆς παραγράφου 5 τοῦ Παραρτήματος XIV τῆς Συνθήκης Εἰρήνης θὰ ἀποδοθῶσιν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως εἰς τὴν Ἰταλικήν.

Ἄρθρον 36.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις οὐδεμίαν θὰ προβάλῃ ἀξίωσιν

καταβολῆς ἐκ μέρους τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου διὰ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ Ἰταλικοῦ Κράτους ἔναντι τῶν κομιστῶν τοῦ Ἰταλικοῦ Δημοσίου χρέους, ἀκόμη καὶ ἐὰν πρόκειται περὶ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων διατηρούντων τὴν διαμονήν των, τὴν ἑταιρικὴν ἕδραν των ἢ κυρίαν αὐτῶν ἐγκατάστασιν εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Δωδεκαννήσου.

Ἄρθρον 37.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ προβῇ εἰς τὴν ἀπόδοσιν τῶν εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας καταθέσεων ἢ τρεχουμένων λογαριασμῶν τῶν γενομένων παρὰ τοῖς Πρακτορείοις τῶν Ἰταλικῶν πιστωτικῶν ἱδρυμάτων ἐν Δωδεκανήσῳ.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον οἱ Ἀντιπρόσωποι, κατόπιν ἐξετάσεως τῶν ἐγγράφων τῶν προσαγομένων ὑπὸ τῶν εἰρημένων ἱδρυμάτων καὶ τῶν Ἰταλικῶν Ἀρχῶν ὡς καὶ τῶν αἰτήσεων τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων, θὰ ἐξακριβώνουν τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ καὶ θὰ προβαίνωσιν εἰς τὴν κατάρτισιν τῶν σχετικῶν πινάκων, βάσει τῶν ὁποίων θὰ ἐγκρίνωνται αἱ ἀποδόσεις εἰς τοὺς δικαιούχους.

Τὰ οὕτω προκύπτοντα ποσὰ θὰ καταβάλλωνται φροντίδι τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ' καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀπόδοσιν αὐτῶν εἰς τοὺς δικαιούχους.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ περιεχόμενον τῶν Κυβερνητικῶν καταθέσεων καὶ τρεχουμένων λογαριασμῶν οἱ Ἀντιπρόσωποι θὰ μεριμνήσουν ὅπως χρησιμοποιηθῶσι κατὰ τὸν προορισμόν των καὶ θὰ καθορίσωσι διὰ κοινῆς συμφωνίας τὴν χρησιμοποίησιν τῶν ποσῶν ἅτινα ἐνδεχομένως παρέμειναν διαθέσιμα.

Ἄρθρον 38.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν εἰς τοὺς ἐνδιαφερομένους πληρωμὴν τῶν ὀφειλομένων ποσῶν διὰ τὰς γενομένας ὑπὸ τῆς Ἰταλικῆς Διοικήσεως Δωδεκανήσου ἀπαλλοτριώσεις ἀκινήτων τὰς πράγματι λαβούσας χώραν καὶ ὧν τὸ ἀντίτιμον δὲν κατετέθη ἐπ' ὀνόματι των. Ἐπὶ τούτου οἱ Ἀντιπρόσωποι θὰ προβῶσιν εἰς τὴν ἐκτίμησιν τῶν ἀκινήτων ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ἀξίας των κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἀπαλλοτριώσεως. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ θὰ καταβληθῶσιν εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ' καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της θὰ ἐξασφαλίσῃ τὴν ἀπόδοσιν αὐτῶν εἰς τοὺς δικαιούχους.

Ἄρθρον 39.

Τὰ συμβόλαια ἀσφαλίσεως τὰ ἀφορῶντα τοὺς κατοίκους Δωδεκανήσου θὰ θεωρῶνται ἰσχυρὰ κατὰ τοὺς ὅρους των, συμφωνουμένου ὅτι διὰ τὰ μὴ λήξαντα ἀσφαλιστήρια, οἱ ἠσφαλισμένοι θὰ ἐξακολουθήσωσι νὰ ἐκπληρῶσι τὰς συμβατικὰς αὐτῶν ὑποχρεώσεις μέσῳ τῶν ἐν Ἑλλάδι Πρακτορείων τῶν Ἰταλικῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰ λήξαντα ἤδη ἀσφαλιστήρια οἱ Ἀντιπρόσωποι, βάσει τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων δηλώσεων καταγγελίας καὶ τῶν ἐγγράφων τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν ἀσφαλιστικῶν ὀργανισμῶν θὰ προβαίνωσιν εἰς τὴν ἐξακρίβωσιν τῶν ὀφειλομένων ποσῶν, ἅτινα θὰ πρέπῃ νὰ καταβάλλωνται εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ'.

Οἱ Ἀντιπρόσωποι θὰ προβαίνωσιν ὁμοίως κατὰ τὴν παράγραφον 7 τοῦ Παραρτήματος XIV τῆς Συνθήκης Εἰρήνης εἰς τὴν ἐξακρίβωσ.ν τῶν ὑποχρεώσεων τῶν Ὀργανισμῶν, βάσει τῶν δηλώσεων καταγγελίας τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων καὶ τῶν ἐγγράφων τῶν ὑποβαλλομένων ὑπὸ τῶν Ὀργανισμῶν.

Τὰ ἐκκαθαρισθησόμενα ποσὰ θὰ καταβάλλωνται εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ' καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, θὰ ἐνεργήσῃ τὴν ἀπόδοσιν αὐτῶν εἰς τοὺς δικαιούχους.

Ἄρθρον 40.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ Ἰταλικοῦ Κράτους τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς παραγράφου 8 τοῦ Παραρτήματος XIV τῆς Συνθήκης Εἰρήνης οἱ Ἀντιπρόσωποι θὰ προβαίνωσιν εἰς τὴν κατάρτισιν τῶν πινάκων τῶν προσώπων τῶν ἐχόντων δικαίωμα εἰς σύνταξιν καὶ θὰ καθορίζωσι τὸν τρόπον τῶν ἐνεργηθησομένων πρὸς ἐξόφλησιν πληρωμῶν.

Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ θὰ καταβάλλωνται διὰ λογαριασμὸν τῶν δικαιούχων, ὑπὸ τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ' καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς αὐτῆς, θὰ ἐνεργήσῃ τὴν ἀπόδοσιν αὐτῶν εἰς τοὺς δικαιούχους.

Ἀποκλείονται τοῦ εὐεργετήματος τῆς συντάξεως τὰ πρόσωπα ἅτινα θὰ ἐποιοῦντο χρῆσιν τοῦ δικαιώματος τῆς ἐξοφλήσεως, συμφώνως πρὸς τὸ προηγούμενον ἄρθρον, δι' ἀσφαλιστήρια προερχόμενα ἐκ τῆς σχέσεως ἐργασίας.

Ἄρθρον 41.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ ἄρθρον 52 θὰ ὀφείλῃ νὰ περατώσῃ τὰς ἐργασίας της ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως, ἐξαιρουμένων τῶν ἀφορώντων τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 32.

ΜΕΡΟΣ ΤΡΙΤΟΝ

Διακανονισμὸς τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Δημοσιονομικῶν ζητημάτων τῶν προκυπτόντων ἐκ τῶν λοιπῶν διατάξεων τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

Ἄρθρον 42.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἰς ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 6 τοῦ ἄρθρου 79 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐκδώσῃ ἐντὸς 60 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως αἱ Ἰταλικαὶ περιουσίαι, δικαιώματα καὶ συμφέροντα πάσης φύσεως αἱ προβλεπόμεναι ὑπὸ τῆς παραγράφου 6 τοῦ ἄρθρου 7 (ὑπὸ τὰ στοιχεῖα α, β, καὶ γ) ἀποδοθῶσιν ὁμοῦ μετὰ τῶν εἰσοδημάτων καρπῶν καὶ δεδουλευμένων τόκων ἀπὸ τῆς στιγμῆς τῆς μεσεγγυήσεως εἰς τοὺς δικαιούχους ἢ τοὺς ἀντιπροσώπους των ἐντὸς 60 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑποβολῆς τῆς αἰτήσεως εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἑλληνικὰς Ἀρχάς.

Ἄρθρον 43.

Τὰ ὑψηλὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἐπὶ σκοπῷ ἐπιλύσεως φιλικῶς τῶν ζητημάτων τῶν προκυπτόντων ἐκ τοῦ ἄρθρου 79 παράγρ. 1, 2 καὶ 4 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, συμφωνοῦν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων.

1. Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θ' ἀποδώσῃ εἰς τοὺς Ἰταλοὺς δικαιούχους κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰς περιουσίας, δικαιώματα καὶ συμφέροντα ὧν ἦσαν ἐν Ἑλλάδι ἰδιοκτῆται ἐν τῷ μέτρῳ τῶν δύο τρίτων τῆς συνολικῆς ἀξίας τῶν ἀνηκουσῶν εἰς τὰ φυσικὰ πρόσωπα καὶ τῶν δύο τρίτων τῆς συνολικῆς ἀξίας τῶν ἀνηκουσῶν εἰς τὰ νομικὰ πρόσωπα, ἰδιωτικοῦ ἢ δημοσίου δικαίου.

Ἐξαιροῦνται τοῦ ἀνωτέρω ὑπολογισμοῦ καὶ τῆς ἀποδόσεως αἱ περιουσίαι αἱ ἀνήκουσαι εἰς τοὺς Ἰταλοὺς ὑπηκόους τοὺς ἀποκτήσαντας ταύτας μετὰ τὴν 29ην Ὀκτωβρίου 1940 καὶ ὧν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ διατηρήσῃ τὴν πλήρη διάθεσιν.

Ὁμοίως ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις διατηρεῖ τὰς περιουσίας, δικαιώματα καὶ συμφέροντα αἵτινες ἐξαιροῦνται τῆς ἀποδόσεως εἰς τοὺς ρηθέντας ἀνωτέρω Ἰταλοὺς δικαιούχους κατὰ τὸ μέτρον τοῦ ἑνὸς τρίτου τῆς συνολικῆς ἀξίας ἐκ τῶν ἀνηκουσῶν ἀντιστοίχως εἰς τὰ φυσικὰ καὶ νομικὰ πρόσωπα. Αἱ περιουσίαι, δικαιώματα καὶ συμφέροντα ἃς θὰ δύναται οὕτω νὰ διατηρήσῃ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐκλεγῶσιν ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον 52 ὑπὸ τῶν ἐν τῷ αὐτῷ ἄρθρῳ ἀναφερομένων Ἀντιπροσώπων.

2. Ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ καταβάλῃ διὰ τὴν ἐξαγορὰν τῶν δύο τρίτων τῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τῶν ἀποδιδομένων ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως εἰς τοὺς Ἰταλοὺς δικαιούχους τὸ ἀντίτιμον εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας, ὑπολογιζόμενον εἰς τὴν τιμὴν συναλλάγματος τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως, τοῦ κατ' ἀποκοπὴν ποσοῦ 3.750.000 Δολλαρίων Η.Π.Α. Τὸ ποσὸν τοῦτο θὰ καταβληθῇ εἰς τὸν λογαριασμὸν Δ' ἐν τῷ μέτρῳ τῶν $. 1.500.000 ἐντὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ὁπωσδήποτε κατὰ τὴν ἔναρξιν τῶν ἀποδό-

σεων, τοῦ ὑπολοίπου ὀφειλομένου νὰ καταβληθῇ εἰς δύο δόσεις ἀντιστοίχως κατὰ τὸν 3ον καὶ 4ον μῆνα ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως καὶ διὰ ποσὸν 1.250.000 Δολλαρίων καὶ 1.000.000 Δολλαρίων.

3. Οἱ Ἀντιπρόσωποι θὰ προβῶσιν εἰς τὸν καθορισμὸν τῆς ἀξίας ἁπασῶν ἄνευ ἐξαιρέσεως τῶν Ἰταλικῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων, κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον 51.

Ἐπὶ σκοπῷ πληρωμῆς εἰς τοὺς δικαιούχους τῆς ἀποζημιώσεως εἰς ἣν ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι ὑποχρεωμένη νὰ ἀνταποκριθῇ διὰ τὰς περιουσίας τὰς παρακρατηθείσας ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, ἐν τῷ μέτρῳ τῷ ἀναφερομένῳ εἰς τὴν παράγραφον 1, ὁ καθορισμὸς τῆς ἀξίας θὰ ἐπεκταθῇ καὶ εἰς τὰς περιουσίας αἵτινες κατα τὸ διάστημα μετὰ τὴν 29 Ὀκτωβρίου 1940 ὑπεβλήθησαν καθ' οἱονδήποτε τρόπον εἰς μέτρα μεσεγγυήσεως, δημεύσεως ἢ ἐκκαθαρίσεως καὶ διὰ τὴν ἀνεύρεσιν τῶν ὁποίων οὐδεμία ἔρευνα θὰ ἦτο δυνατὴ ὑπὸ τὰς σημερινὰς συνθήκας.

4. Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀποδώσῃ τὰς γενομένας ἀντικείμενον ἐξαγορᾶς περιουσίας ἐντὸς προθεσμίας 4 μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, βάσει αἰτήσεως ὑποβαλλομένης ὑπὸ τῶν δικαιούχων μέσῳ τῆς Ἰταλικῆς Πρεσβείας ἐν Ἀθήναις εἰς τὰς ἁρμοδίας Ἑλληνικὰς Ἀρχάς.

Ἄρθρον 44.

Συμφωνεῖται μεταξὺ τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὅτι οἱ Ἰταλοὶ ὑπήκοοι οἱ δικαιοῦχοι περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων αἵτινες ὑφ' οἱονδήποτε τίτλον ἀποδίδονται εἰς αὐτοὺς θὰ ἔχωσι τὸ δικαίωμα νὰ ἐπανεγκατασταθῶσι εἰς Ἑλλάδα, ἀνεξαρτήτως τῶν ἐνδεχομένων μέτρων τῶν ληφθέντων προηγουμένως ἔναντι αὐτῶν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως.

Οἱ ἰδιοκτῆται τῶν ἀποδιδομένων περιουσῶν οἵτινες θὰ προέβαινον εἰς τὴν ἐκκαθάρισιν αὐτῶν θὰ ἔχωσι τὴν εὐχέρειαν, ἐντὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ἀποδόσεως τῶν περιουσιῶν τούτων, νὰ μεταφέρωσιν εἰς Ἰταλίαν τὸ προϊὸν τῆς ἐκκαθαρίσεως, κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 30 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 45.

Τὰ κινητὰ προσωπικῆς καὶ οἰκιακῆς χρήσεως τὰ προερχόμενα ἐκ τῆς ἐξαγορᾶς ἢ ἀποδόσεως θὰ δύνανται νὰ μεταφερθῶσιν εἰς Ἰταλίαν, χωρὶς νὰ ὑπόκεινται εἰς πληρωμήν οὐδενὸς δικαιώματος ἐξαγωγῆς.

Αἱ περιουσίαι, δικαιώματα καὶ συμφέροντα οἱασδήποτε φύσεως ἅτινα θὰ ἀποδοθῶσιν ἐπὶ τῇ βάσει τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 42 καὶ 43 τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ παραδοθοῦν εἰς τοὺς δικαιούχους, οἵτινες θὰ ἔχουν οὕτω τὴν πλήρη διάθεσιν αὐτῶν, ἄνευ βαρῶν οἱασδήποτε φύσεως. Ὁμοίως οἱ Ἰταλοὶ ἰδιοκτῆται δὲν θὰ ὑποβληθοῦν εἰς τὴν ἀπόδοσιν ἢ εἰς ἄλλα βάρη διὰ τὰς ἀποζημιώσεις αἵτινες καθ' οἱονδήποτε τρόπον ἀπενεμήθησαν εἰς αὐτοὺς ἐν Ἑλλάδι.

Ὁμοίως αἱ περιουσίαι, δικαιώματα καὶ συμφέροντα κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς παραδόσεως των θὰ εἶναι ἐλεύθερα παντὸς δικαιώματος χρήσεως ἀσκουμένου παρανόμως ὑπὸ φυσικῶν ἢ νομικῶν προσώπων. Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ λάβῃ καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς περιουσίας ταύτας οὐδὲν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ δύναται νὰ τὰς θέσῃ εἰς διάφορον θέσιν τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς Συνθήκης Φιλίας, Ἐμπορίου καὶ Ναυτιλίας τῆς 5ης Νοεμβρίου 1948 καί, ἐν πάσῃ περιπτώσει, διάφορον τῆς τῶν ἀνηκουσῶν εἰς Ἕλληνας πολίτας.

Ὅσον ἀφορᾷ εἰδικώτερον τὰ ἀκίνητα τὰ προωρισμένα διὰ κατοικίαν συμφωνεῖται ὅτι ταῦτα θὰ εἶναι ἐλεύθερα πρὸς κατάληψιν ἐκ μέρους τῶν ἰδιοκτητῶν, τῶν γινομένων δεκτῶν διὰ ἐπιστροφὴν εἰς Ἑλλάδα εἰς τὰς ἀκολούθους περιπτώσεις :

1. Ὅσάκις εἶναι κατειλημμένα πρὸς χρῆσιν τοῦ ἐκκαθαριστοῦ ἢ ὑπὸ προσώπων ἀνηκόντων εἰς τὴν διοίκησιν τῆς ἐκκαθαρίσεως.

2. Ὅσάκις οἱ σημερινοὶ κάτοχοι, οἱοιδήποτε καὶ ἂν εἶναι, ὑπεισῆλθον εἰς τὴν κατοχὴν τῆς κατοικίας μετὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1949.

3. Ὅσάκις εἶναι κατειλημμένα ὑπὸ προσώπων στερουμένων νομίμου τίτλου.

Ἄρθρον 46.

Ἐν σχέσει μὲ τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 81 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν λοιπῶν διατάξεων τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου, ἀναγνωρίζεται ἡ ὕπαρξις καὶ τὸ ἔγκυρον τῶν παλαιῶν ἐκθέσεων ταχυδρομικῶν, τηλεγραφικῶν καὶ σιδηροδρομικῶν λογαριασμῶν τῶν ἐκκρεμῶν μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Ἰταλίας, ὧν ὁ διακανονισμὸς θὰ γίνῃ ἐπὶ τῇ βάσει τῶν ἐν ἰσχύι Διεθνῶν Συμφωνιῶν καὶ Συμβάσεων.

Ἄρθρον 47.

Ὡς πρὸς τὰς ἀποδόσεις ἀφαιρεθεισῶν Ἑλληνικῶν περιουσιῶν καὶ στοιχείων, εὑρισκομένων νῦν ἐν Ἰταλίᾳ, συμφωνεῖται ὅτι ἡ Ἑλληνικὴ ἐν Ἰταλίᾳ Πρεσβεία θὰ ὑποβάλῃ εἰς τὸ Ἰταλικὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργεῖον, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, πλήρη κατάλογον τῶν Ἑλληνιῶν περιουσιακῶν στοιχείων ὧν διαπιστοῦται ἡ ταυτότης, δι' ἃ ὑπεβλήθη ὑποστηριζομένη δι' ἐγγράφων αἴτησις ἀποδόσεως κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 75 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, θὰ πράξῃ πᾶν τὸ δυνατὸν ὅπως ἡ ἀπόδοσις τῶν ἐν λόγῳ περιουσιακῶν στοιχείων, εἰς ἣν κατάστασιν εὑρίσκονται, λάβῃ χώραν κατὰ τὸ βραχύτερον δυνατὸν διάστημα, καὶ ἐφ' ὅσον αἱ αἰτήσεις ἀποδόσεως ἀποδειχθῶσι βάσιμοι.

Ἄρθρον 48.

1. Ἡ Ἑλληνικὴ Πρεσβεία ἐν Ἰταλίᾳ θὰ ὑποβάλῃ εἰς τὸ Ἰταλικὸν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργεῖον κατὰ τὸ δυνατὸν ταχύτερον μετὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως πλήρη καὶ ὁριστικὸν κατάλογον, μετὰ τῶν σχετικῶν ἐγγράφων, τῶν περιουσιῶν τῶν ἀνηκουσῶν εἰς Ἕλληνας ὑπηκόους αἵτινες ὑπεβλήθησαν εἰς πολεμικὰ μέτρα καὶ εἰσέτι πρὸς ἀπόδοσιν καὶ τῶν πρὸς ἀποκατάστασιν δικαιωμάτων κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 78 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

Ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑποβολῆς τοῦ εἰρημένου καταλόγου αἱ πρὸς ἀπόδοσιν περιουσίαι θὰ τεθῶσιν ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἰταλικῶν Ἀρχῶν εἰς τὴν διάθεσιν τῶν δικαιούχων, εἰς ἣν κατάστασιν εὑρίσκονται, ἐφ' ὅσον ἡ αἴτησις ἀποδόσεως στηρίζεται δεόντως εἰς δικαιολογητικὰ ἔγγραφα.

Ὅσον ἀφορᾷ τὰ πρὸς ἀποκατάστασιν δικαιώματα ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ πράξῃ πᾶν τὸ δυνατὸν ὅπως ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου δυνατοῦ χρονικοῦ διαστήματος δώσῃ τὴν δέουσαν συνέχειαν εἰς τὰς αἰτήσεις τῶν ἐνδιαφερομένων, ὑπὸ τὸν ὅρον πάντοτε ὅτι αὗται στηρίζονται δεόντως εἰς δικαιολογητικὰ ἔγγραφα καὶ θὰ ἀναγνωρισθῶσι βάσιμοι. Ἡ προθεσμία διὰ τὴν ὑποβολὴν τῶν αἰτήσεων ἀποδόσεως περιουσιῶν καὶ ἀποκαταστάσεως δικαιωμάτων παρατείνεται μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1949.

2. Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει ἐπίσης τὴν ὑποχρέωσιν νὰ δώσῃ ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὴν δέουσαν συνέχειαν εἰς τὰς αἰτήσεις περὶ ἐπαναφορᾶς εἰς ἀρίστην κατάστασιν τῶν ἀποδιδομένων εἰς τοὺς Ἕλληνας ὑπηκόους περιουσιῶν ἢ περὶ ἀποζημιώσεως τῶν Ἑλλήνων ὑπηκόων, κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παραγράφου 4 τοῦ ἄρθρου 78 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ ἐνδιαφερόμενοι θὰ προσκομίσωσι τὰ ἔγγραφα καὶ ἄλλα ἀποδεικτικὰ πρὸς ὑποστήριξιν τῶν αἰτήσεων αὐτῶν.

Ἡ προθεσμία διὰ τὴν ὑποβολὴν τῶν ἐν λόγῳ αἰτήσεων παρατείνεται μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1949.

Ἄρθρον 49.

Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀνακοινώσῃ ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ προβλεπόμενα εἰς τὸ Παράρτημα XVII, Α'., 2 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης στοιχεῖα.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της θὰ ναρ-

κοινώση εἰς τὴν Ἰταλικὴν Κυβέρνησιν τὰς συστάσεις αὐτῆς ἐντὸς προθεσμίας ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς λήψεως τῶν ἀνωτέρω στοιχείων.

Τὰ ποσὰ τὰ προκύπτοντα ἐκ τῆς ἀναθεωρήσεως τῶν ἰταλικῶν περὶ λειῶν ἀποφάσεων, τῶν ἀφορωσῶν τὰ ἑλληνικὰ πλοῖα καὶ φορτία, ἅτινα θὰ ὀφείλοντο ὑπὸ τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως, θὰ καταβάλλωνται εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ'.

Γενικοὶ ὅροι

Ἄρθρον 50.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναγνωρίζει τὸ δικαίωμα ἰδιοκτησίας τοῦ Ἰταλικοῦ Κράτους καὶ τῶν Ἰταλῶν ὑπηκόων ἐπὶ πάντων τῶν ἰταλικῶν ἐμπορικῶν πλοίων, συμπεριλαμβανομένων τῶν φορτίων καὶ ναυτικῶν ὑλικῶν, ἅτινα εὑρίσκοντο πρὸ τῆς 29ης Ὀκτωβρίου 1947, ἐπιπλέοντα ἢ βυθισμένα εἰς τὰ ἑλληνικὰ χωρικὰ ὕδατα τὰ παρακρατηθέντα ἢ χρησιμοποιηθέντα ὑπὸ τῶν Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν ἢ Ἑλλήνων πολιτῶν ἢ εὑρίσκοντο εἰς οἱανδήποτε ἄλλην κατάστασιν.

Ἄρθρον 51.

Συμφώνως πρὸς τὰς προβλέψεις τὰς περιλαμβανομένας εἰς τὸ Δεύτερον καὶ Τρίτον Μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνιστᾶται εἷς εἰδικὸς λογαριασμὸς εἰς δραχμὰς παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Ἑλλάδος ὑπὸ τὴν κατονομασίαν »Λογαριασμὸς Γ'.», μὴ παραγωγικὸς τόκων, ὡς καὶ εἷς εἰδικὸς λογαριασμὸς εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας παρὰ τῇ Τραπέζῃ τῆς Ἰταλίας κατονομαζόμενος «Λογαριασμὸς Δ'.», μὴ παραγωγικὸς τόκων, ἀμφότεροι ἐπ' ὀνόματι τῆς Τραπέζης τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργούσης ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸ ἐνεργητικὸν τοῦ «Λογαριασμοῦ Γ'.» θὰ καταβάλλωνται αἱ δραχμαὶ αἱ προερχόμεναι ἐκ τῆς ἐκκαθαρίσεως τῶν ἰταλικῶν περιουσιῶν ἐν Δωδεκανήσῳ καὶ ἐκ τοῦ διακανονισμοῦ τῶν δημοσιονομικῶν ἐκκρεμῶν Λογαριασμῶν μεταξὺ τῶν δύο Κυβερνήσεων καὶ ὧν ὁ διακανονισμὸς προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ'. θὰ καταβάλλωνται τὰ ὀφειλόμενα ποσά, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 37, 38, 39, 40, 43 καὶ 49 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Τὸ ἐνεργητικὸν ὑπόλοιπον τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. μετὰ τὴν πραγματοποίησιν τῶν πληρωμῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τοῦ Πρωτοκόλλου ὑπογραφῆς ἐπὶ τοῦ Λογαριασμοῦ τούτου, θὰ μεταφερθῇ εἰς πίστωσιν τοῦ Λογαριασμοῦ Β'. τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 24 τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ θὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὴν πληρωμὴν πάσης παροχῆς ἀγαθῶν καὶ ὑπηρεσιῶν προβλεπομένης ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐξαιρουμένων τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 25. Ὅσον ἀφορᾷ τὰς πρώτας ὕλας τὰς ἀναγκαίας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν παροχῶν τούτων ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ τὰς χορηγήσῃ κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν καθορισθεῖσαν εἰς τὰ ἄρθρα 11 ἕως 18.

Ἐξ ἀντιθέτου, ἐν ᾗ περιπτώσει τὰ διαθέσιμα τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. θὰ ἐξηντλοῦντο πρὶν ἢ γίνουν ἅπασαι αἱ ἐπὶ τοῦ ἰδίου τούτου Λογαριασμοῦ πληρωμαὶ αἱ περὶ ὧν πρόκειται πληρωμαὶ θὰ φέρωνται εἰς χρέωσιν τοῦ Λογαριασμοῦ Β'. τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 24. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ ἐκδίδῃ τὰς ἀναγκαίας ἐντολὰς πληρωμῆς κατὰ τὸν τύπον τὸν προβλεπόμενον διὰ τὴν κίνησιν τοῦ Λογαριασμοῦ Β'. καὶ ἐπὶ τοῦ Λογαριασμοῦ τούτου.

Ἄρθρον 52.

Διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν ἐργασιῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα περὶ ὧν πραγματεύεται τὸ Δεύτερον καὶ Τρίτον Μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ συσταθῇ ἐν Ἑλλάδι ἀμέσως μετὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς Συμβάσεως Μικτὴ Ἐπιτροπή, συγκειμένη ἐξ ἑνὸς Ἀντιπροσώπου ἑκάστου τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, βοηθουμένη ὑπὸ πραγματογνωμόνων.

Ἐν περιπτώσει διαφωνίας μεταξὺ τῶν Ἀντιπροσώπων αἱ δύο Κυβερνήσεις θὰ ὁρίσουν, διὰ κοινῆς συμφωνίας, τρίτον μέλος ἐκλεγόμενον μεταξὺ τῶν προσώπων ἄλλης ὑπηκοότητος.

Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ θὰ ἀποφασίζῃ κατὰ πλειοψηφίαν καὶ αἱ ἀποφάσεις της θὰ εἶναι ὁριστικαί.

Τελικοὶ ὅροι

Ἄρθρον 53.

Πᾶσα διαφορὰ σχετικὴ πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ πρὸς τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος ἐγγράφου ἢ πρὸς ζητήματα ἅτινα ἔχουσι σχέσιν πρὸς αὐτὸ ἥτις δὲν ἠθέλε καταστῇ δυνατὸν νὰ διακανονισθῇ διὰ τῆς διαδικασίας τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν οὔτε διὰ τῆς συνήθους διπλωματικῆς ὁδοῦ, θὰ πρέπῃ νὰ ἐπιλύεται κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

Εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν αἱ δύο Κυβερνήσεις δὲν συμφωνοῦσιν ἐπὶ τῆς ἐκλογῆς »κοινοῦ φίλου» ἢ »τρίτου φίλου» διὰ τὴν ἐπίλυσιν τῶν ζητημάτων ἅτινα θὰ ἠδύναντο νὰ ἀναφανοῦν κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρρθρων 11 καὶ 52 τῆς παρούσης Συμφωνίας, οὗτος θὰ ὑποδεικνύεται κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον 83 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης.

Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς διαδικασίας ταύτης καὶ μέχρις οὗ γίνῃ ἡ ἐκλογὴ περὶ ἧς πρόκειται, θὰ ἀναστέλλωνται αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ ὑπὸ διακανονισμὸν ζητήματα προθεσμίαι.

Ἄρθρον 54.

Αἱ δύο Κυβερνήσεις θεωροῦσιν ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις, ἥτις ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὴν ἡμέραν τῆς ὑπογραφῆς της, διακανονίζει ἔναντι τῆς Ἑλλάδος ἁπάσας τὰς ὑποχρεώσεις τῆς Ἰταλίας τὰς προκυπτούσας ἐκ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης, ὡς καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῆς Ἑλλάδος τὰς προκυπτούσας ἐκ τοῦ Παραρτήματος XIV.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν ἐν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949.

Διὰ τὴν Ἰταλίαν
Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ

Διὰ τὴν Ἑλλάδα
Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

ΠΙΝΑΞ Α

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ
ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑΙ ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΤΩΝ ΕΚ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΙΡΗΝΗΣ ΠΡΟΚΥΠΤΟΝΤΩΝ ΖΗΤΗΜΑΤΩΝ
ΠΙΝΑΞ ΑΓΑΘΩΝ ΧΟΡΗΓΗΘΗΣΟΜΕΝΩΝ ΚΑΘ' ΟΛΗΝ ΤΗΝ ΔΙΑΡΚΕΙΑΝ ΤΗΣ ΣΥΜΒΑΣΕΩΣ

Εἴδη	Συνολικὴ ἀξία τῶν ἐφοδίων εἰς ἑκατομ. δολλαρίων	
	Ἐλάχιστον	Μέγιστον
I. Ἐγκαταστάσεις παραγωγῆς μεταφορᾶς καὶ διανομῆς ἠλεκτρικῆς ἐνεργείας καὶ ἠλεκτρολογικὸν ὑλικὸν ἐν γένει.		
α) Προκαταρκτικὴ μελέτη, μελέτη κατασκευῆς καὶ κατασκευὴ ὑδροηλεκτρικῶν ἐγκαταστάσεων παραγωγῆς, συμπεριλαμβανομένων τῆς προμηθείας τοῦ ἀναγκαιοῦντος ἐξοπλισμοῦ καὶ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων εἰς τὰς περιοχὰς τῶν ποταμῶν Λάδωνος καὶ Βόδα.		

β) Μελέτη καὶ κατασκευὴ θερμικῶν ἐγκαταστάσεων παραγωγῆς ἠλεκτρικῆς ἐνεργείας, γραμμῶν μεταφορᾶς ἐνεργείας καὶ δικτύων διανομῆς.

γ) Ἠλεκτρολογικὸν ὑλικὸν ἐν γένει, περιλαμβανομένων τῶν ἠλεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ συσκευῶν, τῶν ἀγωγῶν κλπ.

Σύνολον I	20	35

II. Ναυπηγήσεις :

α) Πλοῖα ἐπιβατηγά, χωρητικότητος gross μέχρι 5.000 τόννων ἕκαστον.

β) Πλοῖα ψυγεῖα, χωρητικότητος gross μέχρι 2.000 τόννων ἕκαστον.

γ) Δεξαμενόπλοια (tankers) χωρητικότητος gross μέχρι 1.000 τόννων ἕκαστον.

Σύνολον II.....	15	35

III. Σιδηροδρομικὸν τροχαῖον ὑλικόν :

α) **Αὐτοκινητάμαξαι Diesel ἢ Diesel-Electric** μετὰ ἢ ἄνευ ρυμουλκουμένων ὀχημάτων.

β) Ἠλεκτράμαξαι καὶ τροχιοδρομικὰ ὀχήματα.

γ) Ἀτμάμαξαι πλήρεις καὶ ἀτμάμαξαι μετὰ προθερμαντῆρος.

δ) Ὀχήματα ἐπιβατηγὰ I, II, III θέσεως.

ε) Φορτάμαξαι (ἀνοικταὶ-κλεισταί), σκευοφόροι καὶ ταχυδρομικὰ ὀχήματα.

στ) Ὀχήματα εἰδικά, ψυγεῖα, μεταφορᾶς σφαγείων κλπ.

Σύνολον III	15	25

IV. Αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα καὶ ἄλλα μεταφορικὰ μέσα ἐπὶ συνήθους ὁδοῦ (πλήρη μετὰ ἐλαστικῶν) μετὰ ἢ ἄνευ ἁμαξώματος :

α) Αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα φορτηγὰ αὐτοκίνητα, ρυμουλκούμενα ὀχήματα αἱ αὐτοκίνητα εἰδικῆς χρήσεως.

β) Trolley-bus (Filobus).

Σύνολον IV	1	4

V. Γεωργικὸς ἐξοπλισμός :

α) Ἐργαλεῖα, μηχανήματα καὶ ἐγκαταστάσεις διὰ τὴν καλλιέργειαν, τὸν χειρισμὸν (manutention) καὶ τὴν διατήρησιν τῶν γεωργικῶν προϊόντων (περιλαμβανομένων τῶν ψυκτικῶν ἐγκαταστάσεων, Silos κλπ.).

β) Ἐξοπλισμὸς καὶ ἐγκαταστάσεις βιομηχανιῶν τροφίμων.

Σύνολον V.	7,5	12

VI. Μηχανήματα καὶ ἐργαλεῖα διὰ διαφόρους βιομηχανικὰς ἐγκαταστάσεις ἢ πλήρεις ἐγκαταστάσεις :

α) Ἐγκαταστάσεις, μηχανήματα καὶ ἐργαλεῖα ἐν γένει διὰ τὴν ἀποθήκευσιν, τὴν ἀνύψωσιν καὶ τὴν μεταφορὰν διὰ γεωτρήσεις, καὶ τὴν ἐκσκαφὴν ἐδαφῶν καὶ διὰ πάσης φύσεως κατασκευάς, διὰ μεταλλεῖα, λατομεῖα, λιμένας κλπ.

β) Ἐγκαταστάσεις τηλεφωνικῶν κέντρων καὶ ἐγκαταστάσεις δι' ἐπέκτασιν ὑφισταμένων τηλεφωνικῶν κέντρων. 5

γ) Μηχαναὶ καὶ ἐργαλεῖα κλωστοϋφαντουργίας ἐν γένει, ὡς καὶ μηχαναὶ καὶ ἐργαλεῖα διὰ τὴν πλύσιν καὶ ἐπεξεργασίαν τοῦ ἐρίου.

δ) Λοιπὸς βιομηχανικὸς ἐξοπλισμός.

Σύνολον VI	5	10

VII. Ἐργαλεῖα, μηχανήματα καὶ συσκευαὶ ἀκριβείας, τηλεπικοινωνίας, ραδιοεπικοινωνίας (συσκευαὶ ἀσυρμάτου, φωνοτηλεγραφικαὶ καὶ ραδιοφωνοτηλεγραφικαί) σημάνσεως, ἐπιστημονικῶν καὶ βιομηχανικῶν μετρήσεων, χειρουργικῆς, ὀρθοπεδικῆς, νοσοκομείων, ἐργαστηρίων καὶ γραφείων (τεχνικῶν καὶ μή).

Σύνολον VII	0,5	2

VIII. Κινητῆρες πάσης φύσεως :

Ἠλεκτρικοί, ἐσωτερικῆς καύσεως κλπ. ἀντλίαι κλπ.

Σύνολον VIII	2	3

IX. Ἕτοιμα προϊόντα σιδήρου καὶ χάλυβος (finis et laminés) περιλαμβανομένων τῶν χυτοσιδηροσωλήνων καὶ χαλυβοσωλήνων.

Σύνολον IX	0,5	1

X. Ὑπηρεσίαι ἐν γένει καὶ μελέται ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ἰταλίᾳ περιλαμβανομένης τῆς ἀνελκύσεως ναυαγίων εἰς ἑλληνικὰ ὕδατα καὶ τῆς διαλύσεως αὐτῶν ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ἰταλίᾳ.

Σύνολον X	0,5	2

XI. Εἴδη τρεχούσης παραγωγῆς :

α) Θεῖον.

β) Προϊόντα κλωστοϋφαντουργίας :

Τεχνηταὶ ἶνες (Rayonne, Fiocco), ὑφάσματα ἐκ τεχνητῶν ἰνῶν, νήματα βαμβακερά, μάλλινα καὶ ἐξ ἰνδικῆς καννάβεως, ὑφάσματα βαμβακερά, ὡς καὶ μικτὰ ἐκ βάμβακος καὶ τεχνητῶν ἰνῶν, ὑφάματα μάλλινα, ἰνδικῆς καννάβεως κλπ.

γ) Χημικὰ προϊόντα, περιλαμβανομένων τῶν λιπασμάτων, ὀργανικῶν καὶ ἀνοργάνων χρωμάτων κλπ.

δ) Φαρμακευτικὰ προϊόντα.

ε) Προϊόντα ἐκ ξύλου (ἕτοιμα οἰκήματα, ἔπιπλα κλπ.).

στ) Χάρτης καὶ χαρτόνια, πῖλοι καὶ πιλήματα, εἴδη ἐξ ἐλαστικοῦ, προϊόντα ἐκ φελλοῦ, προϊόντα ὑελουργίας καὶ κεραμικῆς.

ζ) Ἄλλα προϊόντα καὶ ἀντικείμενα τρεχούσης παραγωγῆς.

Σύνολον XI	10	15

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΠΙΝΑΞ Β,

ΤΗΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΗΣ ΣΥΝΕΡΓΑΣΙΑΣ ΚΑ ΔΙΑΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ ΤΩΝ ΕΚ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ ΕΙΡΗΝΗΣ ΠΡΟΚΥΠΤΟΝΤΩΝ ΖΗΤΗΜΑΤΩΝ ΠΙΝΑΞ ΑΓΑΘΩΝ ΧΟΡΗΓΗΘΗΣΟΜΕΝΩΝ ΚΑΤΑ ΤΟ ΠΡΩΤΟΝ ΕΤΟΣ

Είδη	Συνολική άξία τῶν ἐφοδίων εἰς δολλάρια
I. Ἐγκαταστάσεις παραγωγῆς. μεταφορᾶς καὶ διανομῆς ἠλεκτρικῆς ἐνεργείας καὶ ἠλεκτρολογικὸν ὑλικὸν ἐν γένει :	
α) Προκαταρτικὴ μελέτη, μελέτη κατασκευῆς καὶ κατασκευὴ ὑδροηλεκτρικῶν ἐγκαταστάσεων παραγωγῆς, συμπεριλαμβανομένων τῆς προμηθείας τοῦ ἀναγκαιοῦντος ἐξοπλισμοῦ καὶ τῆς θέσεως ἐν λειτουργίᾳ τῶν ἐγκαταστάσεων εἰς τὰς περιοχὰς τῶν ποταμῶν Λάδωνος καὶ Βόδα.	
β) Μελέτη καὶ κατασκευὴ θερμικῶν ἐγκαταστάσεων παραγωγῆς ἠλεκτρικῆς ἐνεργείας, γραμμῶν μεταφορᾶς ἐνεργείας καὶ δικτύων διανομῆς.	
γ) Ἠλεκτρολογικὸν ὑλικὸν ἐν γένει, περιλαμβανομένων τῶν ἠλεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ συσκευῶν τῶν ἀγωγῶν κλπ.	
Σύνολον I	5.000.000
II. Ναυπηγήσεις :	
α) Πλοῖα ἐπιβατηγά, χωρητικότητος gross μέχρι 5.000 τόννων ἕκαστον.	
β) Πλοῖα ψυγεῖα, χωρητικότητος gross μέχρι 2.000 τόννων ἕκαστον.	
γ) Δεξαμενόπλοια (tankers) χωρητικότητος gross μέχρι 1.000 τόννων ἕκαστον.	
Σύνολον II	4.400.000
III. Σιδηροδρομικὸν τροχαῖον ὑλικόν :	
α) Αὐτοκινητάμαξαι Diesel ἢ Diesel-Electric μετὰ ἢ ἄνευ ρυμουλκουμένων ὀχημάτων.	
β) Ἠλεκτράμαξαι καὶ τροχιοδρομικὰ ὀχήματα.	
γ) Ἀτμάμαξαι πλήρεις καὶ ἀτμάμαξαι μετὰ προθερμαντῆρος.	
δ) Ὀχήματα ἐπιβατηγὰ I, II καὶ III θέσεως.	
ε) Φορτάμαξαι (ἀνοικταὶ-κλειστα), σκευοφόροι καὶ ταχυδρομικὰ ὀχήματα.	
στ) Ὀχήματα εἰδικά, ψυγεῖα, μεταφορᾶς σφαγείων κλπ.	
Σύνολον III	4.700.000
IV. Αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα καὶ ἄλλα μεταφορικὰ μέσα ἐπὶ συνήθους ὁδοῦ (πλήρη μετὰ ἐλαστικῶν) μετὰ ἢ ἄνευ ἀμαξώματος :	
α) Αὐτοκίνητα, λεωφορεῖα, φορτηγὰ αὐτοκίνητα, ρυμουλκούμενα ὀχήματα καὶ αὐτοκίνητα εἰδικῆς χρήσεως.	
β) Trolley-bus (Filobus).	
Σύνολον IV	500.000
V. Γεωργικὸς ἐξοπλισμός :	
α) Ἐργαλεῖα, μαχανήματα καὶ ἐγκαταστάσεις διὰ τὴν καλλιέργειαν, τὸν χειρισμὸν (manutention) καὶ τὴν διητήρησιν τῶν γεωργικῶν προϊόντων (περιλαμβανομένων τῶν ψυκτικῶν ἐγκαταστάσεων, Silos κλπ.).	
β) Ἐξοπλισμὸς καὶ ἐγκαταστάσεις βιομηχανιῶν τροφίμων.	
Σύνολον V	3.000.000
VI. Μηχανήματα καὶ ἐργαλεῖα διὰ διαφόρους βιομηχανικὰς ἐγκαταστάσεις ἢ πλήρεις ἐγκαταστάσεις :	
α) Ἐγκαταστάσεις, μηχανήματα καὶ ἐργαλεῖα ἐν γένει διὰ τὴν ἀποθήκευσιν, τὴν ἀνύψωσιν καὶ τὴν μεταφοράν, διὰ γεωτρήσεις καὶ τὴν ἐκσκαφὴν ἐδαφῶν καὶ διὰ πάσης φύσεως κατασκευάς, διὰ μεταλλεῖα, λατομεῖα, λιμένας κλπ.	
β) Ἐγκαταστάσεις τηλεφωνικῶν κέντρων καὶ ἐγκαταστάσεις δι' ἐπέκτασιν ὑφισταμένων τηλεφωνικῶν κέντρων.	
γ) Μηχαναὶ καὶ ἐργαλεῖα κλωστοϋφαντουργίας ἐν γένει, ὡς καὶ μηχαναὶ καὶ ἐργαλεῖα διὰ τὴν πλύσιν καὶ ἐπεξεργασίαν τοῦ ἐρίου.	
δ) Λοιπὸς βιομηχανικὸς ἐξοπλισμός.	
Σύνολον VI	2.200.000
VII. Ἐργαλεῖα, μαχανήματα καὶ συσκευαὶ ἀκριβείας, τηλεπικοινωνίας, ραδιοεπικοινωνίας (συσκευαὶ ἀσυρμάτου, φωνοτηλεγραφικαὶ καὶ ραδιοφωνοτηλεγραφικαὶ) σημάνσεως, ἐπιστημονικῶν βιομηχανικῶν μετρήσεων, χειρουργικῆς, ὀρθοπεδικῆς, νοσοκομείων, ἐργαστηρίων καὶ γραφείων (τεχνικῶν καὶ μή).	
Σύνολον VII	500.000
VIII. Κινητῆρες πάσης φύσεως : Ἠλεκτρικοί, ἐσωτερ. καύσεως κλπ. ἀντλίαι κλπ.	
Σύνολον VIII	600.000
IX. Ἕτοιμα προϊόντα σιδήρου καὶ χάλυβος (finis et laminés) περιλαμβανομένων τῶν χυτοσιδηροσωλήνων καὶ χαλυβοσωλήνων).	
Σύνολον IX	300.000
X. Ὑπηρεσίαι ἐν γένει καὶ μελέται ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ἰταλίᾳ, περιλαμβανομένης τῆς ἀνελκύσεως ναυαγίων εἰς ἑλληνικὰ ὕδατα καὶ τῆς διαλύσεως αὐτῶν ἐν Ἑλλάδι ἢ ἐν Ἰταλίᾳ	
Σύνολον X	500.000
XI. Ἀγαθὰ τρεχούσης παραγωγῆς :	
α) Θεῖον	900.000
β) Ὄρυζα	250.000
γ) Νήματα, ὑφάσματα, εἴδη πλεκτικῆς καὶ καλτσοποιΐας ἐκ τεχνιτῆς μετάξης (Rayonne), ἐκ βάμβακος, ἐρίου, ἰνδικῆς καννάβεως, λινοῦ κλπ.	250.000

δ) Τεχνηταὶ ἶνες ὑφαντουργίας (Rayonne fiocco)	200.000	
ε) Πίλοι καὶ πιλήματα	100.000	
στ) Ὀργανικὰ καὶ ἀνόργανα χημικὰ προϊόντα	250.000	
ζ) Φαρμακευτικὰ προϊόντα καὶ ἰατρικὰ ἰδιοκατασκευάσματα	100.000	
η) Συνθετικὰ ὀργανικὰ χρώματα	100.000	
θ) Αἰθέρια ἔλαια καὶ αἰθέρια	75.000	
ι) Ἐπίσωτρα καὶ ἀεροθάλαμοι	200.000	
κ) Προϊόντα ξύλου (ἕτοιμα οἰκήματα, ἔπιπλα κλπ.)	250.000	
λ) Σιγαρόχαρτον	50.000	
μ) Χάρτης σελοφὰν	75.000	
ν) Εἴδη χαρτοποιΐας καὶ γραφείων	50.000	
ξ) Γραφομηχαναί, ἐξαρτήματα καὶ ἀνταλλακτικὰ	50.000	
ο) Διάφορα εἴδη καὶ προϊόντα ἐκ φελλοῦ, ὑέλου, κρυστάλλου, ὀπτῆς γῆς, ἐφυελώσεως (Gres), κεραμικῆς πορσελάνης,, πυρίμαχα ὑλικὰ κλπ.	100.000	
Σύνολον XI		3.000.000
Γενικὸν Σύνολον		24.700.000

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΥΠΟΓΡΑΦΗΣ

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ διακανονισμοῦ τῶν ἐκ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας προκυπτόντων ζητημάτων ἡ Ἰταλικὴ καὶ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν αὐτῶν τοὺς ὑψηλοὺς σκοποὺς οὓς προτίθενται νὰ ἐπιτύχωσι διὰ τῆς ρηθείσης Συμβάσεως καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἀμοιβαίων παραχωρήσεων συμφωνοῦσιν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων :

1. Ἀναγνωρίζεται ἰσχυρὰ ἡ Πρόσθετος Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 385 τῆς 26ης Αὐγούστου 1944 ἡ ἀφορῶσα τὴν Ἑταιρίαν SOCIETA ALLEVAMENTI BONIFICHE AGRARIE «SABA», καθόσον αὕτη ἀποτελεῖ διόρθωσιν τῆς παραχωρήσεως γηπέδων εἰς τὴν εἰρημένην Ἑταιρίαν, τῆς γενομένης τὴν 13ην Φεβρουαρίου 1943 διὰ τοῦ Συμβολαίου ὑπ' ἀριθ. 574.

Ἀναγνωρίζεται ἐξ ἄλλου τὸ πλῆρες δικαίωμα ἰδιοκτησίας εἰς τὴν »SOCIETA ANONIMA SAITAB» ἐπὶ τῶν γηπέδων τῶν παρακειμένων εἰς τὸ οἰκοδόμημα περὶ οὗ τὸ ἐνώπιον Συμβολαιογράφου ὑπ' ἀριθ. REP 115)45 XIX REP 76)1941 XIX τῆς 21ης Ἰουνίου 1941 Συμβόλαιον, μὴ θιγομένων τῶν ἐν αὐτῷ προβλεπομένων ὑποχρεώσεων.

2. Αἱ περιουσίαι τῶν νομικῶν προσώπων τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἐξαιρουμένων τῶν περιουσιακῶν στοιχείων τῆς Ἑταιρίας FERROBETON τῶν δυναμένων νὰ μεταφερθοῦν , περιέρχονται εἰς τὴν κυριότητα τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐντὸς ἓξ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως, ἔναντι πληρωμῆς ὑπ' αὐτῆς τῆς εἰς δραχμὰς ἀξίας αὐτῶν, ἥτις θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἄρθρον 52 τῆς Συμβάσεως Ἀντιπροσώπων.

Ὅσον ἀφορᾷ τὸ INCIS ἡ ὑποχρέωσις τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως περιορίζεται εἰς τὸ ἥμισυ τῆς οὕτω καθορισθησομένης ἀξίας.

Συμφωνεῖται ὅτι αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 34 τῆς Συμφωνίας δὲν θὰ ἐφαρμοσθοῦν εἰς τὰς ἐν λόγῳ περιουσίας.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος ἀνεξαρτήτως τῆς εἰς δραχμὰς καταβολῆς τῆς ἀξίας,αἰτήσει τῶν Ἀντιπροσώπων καὶ ἐντὸς τῆς καθορισθησομένης ὑπὸ τούτων προθεσμίας, θὰ ἐκδώσῃ ὑπὲρ τῶν δικαιούχων ἐπὶ τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως τὰς σχετικὰς ἐντολὰς πληρωμῆς εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας, κατὰ τὸν τρόπον τὸν προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 30 τῆς Συμβάσεως.

3. Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐξασφαλίσῃ ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου τὴν ἐκχώρησιν κατὰ κυριότητα εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν τῶν ὀκτὼ χιλιάδων διακοσίων (8.200) μετοχῶν τῶν ἀντιπροσωπευουσῶν τὸ 82ο)ο τοῦ Ἑταιρικοῦ κεφαλαίου τῆς «SOCIETA ITALIANA INDUSTRIE ELETTRICHE RODI». Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀπὸ τῆς πλευρᾶς αὐτῆς θὰ προβῇ εἰς τὴν πληρωμὴν πρὸς τοὺς δικαιούχους τοῦ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας ἀντιτίμου τοῦ ποσοῦ τῶν δραχμῶν τριῶν δισεκατομμυρίων τριακοσίων ἑξήντα τριῶν ἑκατομμυρίων ὀκτακοσίων τεσσαράκοντα πέντε χιλιάδων, ἥτις θὰ γίνῃ κατὰ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου τρόπον.

4. Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀγοράσῃ διὰ συμβολαίου παρὰ τῆς Τραπέζης τῆς Ἰταλίας τὴν ἐγκατάστασιν ψυγείου, τὴν εὑρισκομένην ἐν Ρόδῳ καὶ ἀνήκουσαν εἰς τὴν Τράπεζαν ταύτην καὶ νὰ τὴν θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως φιλικῶς. Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀναλάβῃ εἰς βάρος της πάσας τὰς σχετικὰς ἐναντι τῆς Τραπέζης τῆς Ἰταλίας οἰκονομικὰς συνεπείας.

Ἡ παράδοσις εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐγκαταστάσεως θὰ γίνῃ εὐθὺς ὡς οἱ Ἀντιπρόσωποι θὰ ἔχουν συμφωνήσει ἐπὶ τῆς ἀξίας τῶν λοιπῶν περιουσιακῶν στοιχείων τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν Τράπεζαν τῆς Ἰταλίας.

5. Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος,κατὰ τὸν τρόπον ὃν θέλουσι καθορίσει οἱ Ἀντιπρόσωποι, θὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη νὰ μεταφέρῃ εἰς Ἰταλίαν τὰς Ἰταλικὰς Λιρέττας ἃς ἔχει εἰς τὴν διάθεσίν της καὶ αἵτινες προέρχονται ἐκ τῆς ἀνταλλαγῆς τοῦ νομίσματος τῆς γενομένης ἐν Δωδεκανήσῳ κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Παραρτήματος XIV τῆς Συνθήκης Εἰρήνης. Αἱ οὕτω μεταφερόμεναι Λιρέτται θὰ καταβληθῶσιν εἰς τὸν Λογαριασμὸν Δ'. Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ ἐκδώσῃ ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἰταλικῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. ἐντολὴν πληρωμῆς, προσυπογεγραμμένην ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων, διὰ τὸ ποσὸν τῶν 220 ἑκατομμυρίων Λιρεττῶν.

6. Ὁ Καθεδρικὸς Ναὸς τοῦ Ἁγίου Ἰωάννου ἐν Ρόδῳ ὡς καὶ ἡ Ἐκκλησία AGNUS DEI ἐν Κῷ περιέρχονται εἰς τὴν ἰδιοκτησίαν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, ἥτις, βάσει τῆς ἐκτιμήσεως ἡ ὁποία θὰ γίνῃ ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων., θὰ ὑποχρεοῦται εἰς τὴν πληρωμὴν ποσοῦ εἰς δραχμὰς ἴσου πρὸς τὸ τρίτον τῆς ἀξίας τοῦ Καθεδρικοῦ ναοῦ καὶ πρὸς τὸ σύνολον τῆς ἀξίας τοῦ ναοῦ AGNUS DEI. Ἡ καταβολὴ εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας ἀντιτίμου θὰ γίνῃ κατὰ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὴν παράγραφον 2 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου τρόπον.

7. Ἐν σχέσει πρὸς τὴν Διαταγὴν ὑπ' ἀριθ. 28143 τῆς 10ης Ἰουλίου 1939 τῆς Γεν. Διοικήσεως τῶν Νήσων τοῦ Αἰγαίου, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναγνωρίζει εἰς τὴν Φραγκισκανὴν Ἀποστολὴν ἐν Ρόδῳ τὸ δικαίωμα ἰδιοκτησίας ἐπὶ τῆς Ἐκκλησίας τοῦ Ἁγίου Φραγκίσκου, συμπεριλαμβανομένου τοῦ πρεσβυτερίου καὶ τοῦ ὁροθετημένου παρακειμένου οἰκοπέδου ἐκ 1671 τετραγωνικῶν μέτρων, τὰ ἀποτελοῦντα τὸ ὅλον δημόσιον τμῆμα V-47, τὸ κατακεχωρημένον εἰς Τόμον XXV φύλλον 149 τεῦχος 5112.

Παραμένει κατὰ ἰδιοκτησίαν εἰς τὸ Ἑλληνικὸν Κράτος ὁ ὁροθετημένος διὰ ξύλων οἰκοδομήσιμος χῶρος ἐκ 5740 τετραγωνικῶν μέτρων ἐν Ρόδῳ (συνοικία Ἁγίων Ἀναργύρων) ὁ ἀποτελῶν τὸ ὅλον δημόσιον τμῆμα V-288)Β τὸ κατακεχωρημένον εἰς Τόμον XXIX, φύλλον 92, τεῦχος 5917 τῆς νομικῆς κατηγορίας «Μούλκ».

8. α) Ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις ἐκχωρεῖ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν τὰ ναυάγια τῶν πολεμικῶν καὶ βοηθητικῶν πλοίων τῶν ἀνηκόντων εἰς τὸ Ἰταλικὸν πολεμικὸν ναυτικὸν ἅτινα εὑρίσκοντο εἰς τὰ ἑλληνικὰ χωρικὰ ὕδατα πρὸ τῆς 29ης Ὀκτωβρίου 1947 ὡς καὶ τὰ πλοῖα τὰ ἀνήκοντα εἰς τὸ Ἰταλικὸν Κράτος, ἅτινα ἦσαν προωρισμένα εἰς τὴν ὑπηρεσίαν τῆς Δωδεκανήσου, ἐξαιρουμένων τῶν ὑπηρεσιῶν γραμμῆς.

β) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἰταλικὰ ἐμπορικὰ πλοῖα, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν ἐπιταχθέντων ὑπὸ τοῦ ἰταλικοῦ πολεμικοῦ ναυτικοῦ, ὡς καὶ τὰ ναυάγια, τὰ φορτία καὶ τὰ ὑλικὰ ἅτινα εὑρίσκοντο πρὸ τῆς 29ης Ὀκτωβρίου 1947 εἰς τὰ χωρικὰ ὕδατα τῆς Δωδεκανήσου ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐξουσιοδοτηθῇ νὰ ἀποσύρῃ ἐκ τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. τὸ συνολικὸν ἀντίτιμον αὐτῶν, μετ' ἔκπτωσιν τῶν ἐξόδων ἀνελκύσεως.

γ) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ἰταλικὰ ἐμπορικὰ πλοῖα, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπιταχθέντων ὑπὸ τοῦ ἰταλικοῦ πολεμικοῦ ναυτικοῦ, ὡς καὶ τὰ φορτία καὶ τὰ ὑλικὰ ἅτινα εὑρίσκοντο πρὸ τῆς 29ης Ὀκτωβρίου 1947 εἰς τὰ Ἑλληνικὰ χωρικὰ ὕδατα, ἐξαιρουμένων τῶν χωρικῶν ὑδάτων τῆς Δωδεκανήσου, καὶ δι' ἃ αἱ ἐργασίαι ἀνελκύσεως εἶχον περατωθῇ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐξουσιοδοτηθῇ νὰ ἀποσύρῃ ἐκ τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. ποσὸν ἴσον πρὸς τὸ ἥμισυ τῆς ὁλικῆς αὐτῶν ἀξίας, μετ' ἔκπτωσιν τῶν ἐξόδων ἀνελκύσεως.

δ) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ ναυάγια ἰταλικῶν ἐμπορικῶν πλοίων, συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπιταχθέντων ὑπὸ τοῦ ἰταλικοῦ πολεμικοῦ ναυτικοῦ, ὡς καὶ τὰ φορτία καὶ ὑλικὰ τὰ βυθισθέντα καὶ ὁπωσδήποτε ναυαγήσαντα, ἅτινα εὑρίσκοντο εἰς τὰ ἑλληνικὰ χωρικὰ ὕδατα ἐξαιρουμένων τῶν χωρικῶν ὑδάτων τῆς Δωδεκανήσου, καὶ διὰ τὰ ὁποῖα αἱ ἐργασίαι ἀνελκύσεως δὲν ἤρξαντο ἢ εἰσέτι δὲν ἐτερματίσθησαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ θέσῃ εἰς τὴν διάθεσιν τῶν Ἰταλῶν δικαιούχων τὸ ἥμισυ τούτων ἐλεύθερον παντὸς βάρους.

Οἱ Ἰταλοὶ δικαιοῦχοι θὰ γνωρίσωσιν εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν ἐντὸς προθεσμίας ἑνὸς ἔτους ἀπὸ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου καὶ μέσῳ τῆς Ἰταλικῆς ἐν Ἀθήναις Πρεσβείας, ἐὰν ἐπιθυμοῦσι νὰ λάβουν ἐκ νέου εἰς τὴν κατοχὴν αὐτῶν τὰ ναυάγια, φορτία καὶ ὑλικὰ περὶ ὧν πρόκειται. Παρελθούσης τῆς προθεσμίας ταύτης, ἐκτὸς ἐὰν οἱ ἐνδιαφερόμενοι Ἰταλοὶ ἀσκήσουν τὴν εὐχέρειαν ἥτις οὕτω παραχωρεῖται εἰς αὐτούς, τὰ ναυάγια καὶ ὑλικὰ περὶ ὧν πρόκειται θὰ περιέχωνται εἰς τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν.

ε) Ἡ ἐκτίμησις τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν παροῦσαν παράγραφον Ἰταλικῶν πλοίων καὶ ἡ ἐπίλυσις πάντων τῶν συναφῶν ζητημάτων θὰ ἀνατίθεται εἰς τὴν Μικτὴν Ἐπιτροπὴν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἄρθρον 52 τῆς Συμβάσεως ὡς καὶ ἡ ἐξακρίβωσις τῶν ἐξόδων ἀνελκύσεως ἐπὶ τῇ βάσει τῶν προσαχθησομένων ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Ἑλληνικῶν Ἀρχῶν ἐγγράφων.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ὀφείλει νὰ περατώσῃ τὸ περὶ οὗ πρόκειται ἔργον ἐντὸς προθεσμίας 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς στιγμῆς καθ' ἣν θὰ περιέλθουν εἰς τὴν κατοχὴν αὐτῆς τὰ ἀναγκαῖα στοιχεῖα κρίσεως.

στ) Διὰ τὰ ποσὰ ἅτινα ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις θὰ ἐξουσιοδοτηθῇ ν' ἀποσύρῃ ἐκ τοῦ Λογαριασμοῦ Δ'. διὰ τὰ κεφάλαια τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ στοιχεῖα β' καὶ γ' τῆς παρούσης παραγράφου, ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος θὰ ἐκδώσῃ τὰς ἀναγκαίας ἐντολὰς πληρωμῆς, αἵτινες θὰ προσυπογραφῶσι ὑπὸ τῶν Ἀντιπροσώπων, ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῆς καθορισθησομένης ὑπὸ τῶν ἰδίων κατὰ τὸν προβλεπόμενον εἰς τὸ ἄρθρον 30 τῆς Συμβάσεως τρόπον.

9. Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀναγνωρίζει τὸ πλῆρες δικαίωμα ἰδιοκτησίας τοῦ Ἰταλοῦ ὑπηκόου VIRGILIO FRANCHI ἐπὶ τοῦ γηπέδου καὶ τῶν παρακειμένων κτισμάτων τῶν κειμένων ἐν Ρόδῳ, εἰς θέσιν Κανδύλι, τὸ ἀναγνωριζόμενον εἰς τοὺς τίτλους ἀκινήτων 466 καὶ 114 τοὺς ἐκδοθέντας ἐπ' ὀνόματι τοῦ εἰρημένου καὶ ἀποτελοῦντος τὸν ὁριστικὸν τίτλον εἰς ἀντικατάστασιν τῶν προυπαρχόντων ΑΡΓΥΜΙΡΗ καὶ ΜΟΥΛΚ.

Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἐκτὸς τῶν ἄλλων θὰ προβῇ εἰς τὴν ἀπόδοσιν :

α) Εἰς τὴν Ἰταλίδα ὑπήκοον VANDA PATACCHINI τοῦ ποσοῦ τῶν 30 Λιρῶν Ἀγγλίας χρυσῶν τοῦ δημευθέντος δυνάμει τῆς ὑπ' ἀριθ. 361)1948 τῆς 10ης Δεκεμβρίου 1948 ἀποφάσεως τοῦ Πλημμελειοδικείου Ρόδου, συνεπείᾳ ἀποπείρας κρυφίας ἐξαγωγῆς.

β) Εἰς τοὺς κληρονόμους τοῦ Ἰταλοῦ ὑπηκόου FRANCO BENETTI τοῦ ποσοῦ τῶν δολλαρίων Η.Π.Α. 4603 τῶν δημευθέντων δυνάμει τῆς ὑπ' ἀριθ. 364)1948 τῆς 4ης Νοεμβρίου 1948 ἀποφάσεως τοῦ Πλημμελειοδικείου Ρόδου.

γ) Πάντων τῶν ποσῶν ἅτινα κατεβλήθησαν ὡς προκαταβολὴ διὰ τὴν χρηματικὴν ποινὴν τὴν ἐπιβληθεῖσαν δι' ἀποφάσεως τοῦ Ἐφετείου Ρόδου εἰς τὸν Ἰταλὸν ὑπήκοον RAIMONDO GENNA, ὅστις θὰ ἀπαλλαγῇ ταὐτοχρόνως τῆς πληρωμῆς τοῦ ὁλικοῦ ποσοῦ τῶν 46.000.000 δραχμῶν τῶν ἀποτελουσῶν τὸ ὁλικὸν ποσὸν τῆς χρηματικῆς ποινῆς.

10. Συμφωνεῖται ὅτι διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ ἑνὸς τρίτου τῆς ἀξίας τῶν Ἰταλικῶν περιουσιῶν, δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων τῶν ἀνηκουσῶν εἰς τὰ φυσικὰ πρόσωπα, ἃς ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις κατὰ τὸ ἄρθρον 43 θὰ δύναται νὰ παρακρατήσῃ δὲν θὰ ληφθῶσιν ὑπ' ὄψιν ἅπαντα τὰ κινητὰ οἰκιακῆς χρήσεως διὰ τὰ ὁποῖα πρὸ τῆς 31-5-49 ἐξεδόθη καὶ ἐξετελέσθη διαταγὴ σκοποῦσα τὴν διάθεσιν ἢ ἐκκαθάρισιν αὐτῶν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ ἅτινα ἑπομένως θεωροῦνται ὡς ἀποκτηθέντα ὑπ' αὐτῆς.

11. Οἱ Ἀντιπρόσωποι ἐξουσιοδοτοῦνται νὰ προβῶσι, μέσῳ τῆς Τραπέζης τῆς Ἰταλίας καὶ κατὰ τὴν διαδικασίαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, εἰς τὰς ἀναγκαίας πράξεις διὰ τὴν ἐκποίησιν εἰς τὴν Ἰταλικὴν ἀγορὰν τῶν τίτλων τοῦ Ἰταλικοῦ Δημοσίου χρέους τῶν ἀνηκόντων εἰς Ἕλληνας ὑπηκόους, οἵτινες θὰ ζητήσωσι τοῦτο ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Ἐγένετο ἐν Ρώμῃ εἰς διπλοῦν τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

Διὰ τὴν Ἰταλίαν	Διὰ τὴν Ἑλλάδα
Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ	Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
	Δ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Ἐν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

Ἐξοχώτατοι,

Εἰς ἐκτέλεσιν τῆς Ἰταλο-Ἑλληνικῆς Συμβάσεως τῆς 29 Σεπτεμβρίου 1948 τῆς ἀφορώσης τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 57 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας, καὶ ἰδιαιτέρως τοῦ ἄρθρου 5 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως, καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν συμφωνηθέντων μεταξὺ τῶν δύο ἡμῶν Κυβερνήσεων διὰ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ διακανονισμοῦ τῶν ἐκ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τῆς ὑπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Ἰταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ὅπως ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀποσύρῃ ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Α'. τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 21 τῆς ὡς ἄνω ρηθείσης Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας τὰ ἀναγκαῖα ποσὰ διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν γενομένων ἐν Ἰταλίᾳ διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐπισκευῶν τοῦ καταδρομικοῦ »Εὐγένιος τῆς Σαβοΐας», δηλαδὴ κατασκευῆς τοῦ μεγάλου τροχοῦ ἐλαττώσεως στροφῶν τῆς πρωραίας κινητηρίου μηχανῆς καὶ ἀνασυνδέσεως, εὐθυγραμμίσεως καὶ τοποθετήσεως τῆς ὁμάδος ἐλαττώσεως.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ ἐκδίδῃ τὰς ἀναγκαίας ἐντολὰς πληρωμῆς καθ' ὃ μέτρον αἱ πληρωμαὶ θὰ καθίστανται ἀπαιτηταὶ κατὰ τοὺς ὅρους τῶν συναφθέντων Συμβολαίων μεταξὺ τοῦ Ἰταλικοῦ Ὑπουργείου Ἀμύνης-Ναυτικῶν καὶ τῆς Ἑταιρείας ANSALDO.

Ἡ Τράπεζα Ἰταλίας, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, λαμβάνουσα τὰς ρηθείσας ἐντολὰς πληρωμῆς, θὰ καταβάλλῃ εἰς τοὺς δικαιούχους τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰς ἐντολὰς πληρωμῆς

ποσά, ἐπὶ τῇ ὑποβολῇ ἐγγράφου ἐγκρίσεως τοῦ 'Ιταλικοῦ 'Υπουργείου 'Αμύνης-Ναυτικῶν καὶ τῶν λοιπῶν ἐγγράφων ἅτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν δικαιολόγησιν τῶν γενομένων δαπανῶν.

'Επιλαμβάνομαι τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἐκφράσω 'Υμῖν, 'Εξοχώτατοι, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ

Α. Ε. Κύριον Δ. ΚΑΨΑΛΗΝ
Β'. Πρεσβευτὴν τῆς 'Ελλάδος ἐν 'Ιταλίᾳ

Α. Ε. Κύριον Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΝ
Συντονιστὴν Σχεδίου 'Ανασυγκροτήσεως
Πρόεδρον 'Υπουργῶν
Β. Πρεσβείας 'Ελλάδος.
Ρώμην

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

Κύριε 'Υπουργέ,

'Έχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν τῆς λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τῆς 'Υμετέρας 'Εξοχότητος, συντεταγμένης ὡς ἀκολούθως :

»Εἰς ἐκτέλεσιν τῆς 'Ιταλο-'Ελληνικῆς Συμβάσεως τῆς 29 Σεπτεμβρίου 1948 τῆς ἀφορώσης τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συνθήκης Εἰρήνης μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας, καὶ ἰδιαιτέρως τοῦ ἄρθρου 5 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως, καὶ λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν συμφωνηθέντων μεταξὺ τῶν δύο ἡμῶν Κυβερνήσεων διὰ τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ διακονονισμοῦ τῶν ἐκ τῆς Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τῆς ὑπογραφείσης ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ 'Ιταλικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ὅπως ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις ἀποσύρῃ ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Α' τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 21 τῆς ὡς ἄνω ρηθείσης Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας τὰ ἀναγκαῖα ποσὰ διὰ τὴν πληρωμὴν τῶν γενομένων ἐν 'Ιταλίᾳ διὰ λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως ἐπισκευῶν τοῦ καταδρομικοῦ »Εὐγένιος τῆς Σαβοΐας», δηλαδὴ : κατασκευῆς τοῦ μεγάλου τροχοῦ ἐλαττώσεως στροφῶν τῆς πρωραίας κινητηρίου μηχανῆς καὶ ἀνασυνδέσεως, εὐθυγραμμίσεως καὶ τοποθετήσεως τῆς ὁμάδος ἐλαττώσεως.

'Η Τράπεζα τῆς 'Ελλάδος, ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ ἐκδίδῃ τὰς ἀναγκαίας ἐντολὰς πληρωμῆς καθ' ὅ μέτρον αἱ πληρωμαὶ θὰ καθίστανται ἀπαιτηταὶ κατὰ τοὺς ὅρους τῶν συναφθέντων Συμβολαίων μεταξὺ τοῦ 'Ιταλικοῦ 'Υπουργείου 'Αμύνης-Ναυτικῶν καὶ τῆς 'Εταιρίας ANSALDO.

'Η Τράπεζα 'Ιταλίας, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, λαμβάνουσα τὰς ρηθείσας ἐντολὰς πληρωμῆς, θὰ καταβάλλῃ εἰς τοὺς δικαιούχους τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰς ἐντολὰς πληρωμῆς ποσά, ἐπὶ τῇ ὑποβολῇ ἐγγράφου ἐγκρίσεως τοῦ 'Ιταλικοῦ 'Υπουργείου 'Αμύνης-Ναυτικῶν καὶ τῶν λοιπῶν ἐγγράφων ἅτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν δικαιολόγησιν τῶν γενομένων δαπανῶν.»

'Έχομεν τὴν τιμὴν νὰ δηλώσωμεν εἰς τὴν 'Υμετέραν 'Εξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις ἡμῶν συμφωνεῖ ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς προηγουμένης ἐπιστολῆς.

'Επιλαμβανόμεθα τῆς εὐκαιρίας ὅπως ἐκφράσωμεν 'Υμῖν, Κύριε 'Υπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Α. Ε. τὸν Κόμητα Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ
'Υπουργὸν ἐπὶ τῶν 'Εξωτερικῶν
Ρώμην

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

'Εξοχώτατοι,

'Αναφερόμενος εἰς τὴν Σύμβασιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω 'Υμῖν τὰ ἀκόλουθα :

α) 'Η 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀποσύρῃ ἀμέσως ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Α' τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 21 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας τὸ ποσὸν τῶν 300 ἑκατομμυρίων 'Ιταλικῶν Λιρεττῶν τὸ ἀναγκαιοῦν διὰ τὴν πληρωμὴν τοῦ ἀτμοπλοίου «STAMIRA» τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν «SOCIETA FIUMANA DI NAVIGAZIONE» καὶ ὅπερ αὕτη ἐδήλωσεν ὅτι εἶναι ἑτοίμη νὰ ἐκχωρήσῃ εἰς τὴν 'Ελληνικὴν Κυβέρνησιν εἰς τὴν ρηθεῖσαν τιμήν.

β) 'Η Τράπεζα τῆς 'Ελλάδος ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ ἐκδώσῃ τὴν ἀναγκαίαν ἐντολὴν πληρωμῆς ἐπ' ὀνόματι τῆς ἰδιοκτητρίας τοῦ πλοίου 'Εταιρίας.

γ) 'Η Τράπεζα τῆς 'Ιταλίας, λαμβάνουσα τὴν ρηθεῖσαν ἐντολὴν πληρωμῆς, θὰ καταβάλῃ τὸ ἀνωτέρω ρηθὲν ποσὸν τῶν 300 ἑκατομμυρίων 'Ιταλικῶν Λιρεττῶν εἰς τὴν «SOCIETA FIUMANA DI NAVIGAZIONE»».

'Εὰν ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν προηγουμένων, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὑμῖν ὅπως ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ καὶ ἡ ὑμετέρα ἀπάντησις θεωρηθῶσιν ὡς ἀποτελοῦσαι Σύμβασιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου μεταξὺ τῶν δύο 'Ημῶν Κυβερνήσεων.

'Επιλαμβάνομαι τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἐκφράσω ὑμῖν, 'Εξοχώτατοι, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου πρὸς ὑμᾶς ὑπολήψεώς μου.

Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ

Α. Ε. Κύριον Δ. ΚΑΨΑΛΗΝ
Β. Πρεσβευτὴν τῆς 'Ελλάδος ἐν 'Ιταλίᾳ
Α. Ε. Κύριον Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΝ
Συντονιστὴν Σχεδίου 'Ανασυγκροτήσεως,
Πρόεδρον 'Υπουργῶν
Β. Πρεσβείαν 'Ελλάδος
Ρώμην

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

Κύριε 'Υπουργέ,

'Έχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τῆς ὑμετέρας 'Εξοχότητος, συντεταγμένης ὡς ἀκολούθως :

»'Αναφερόμενος εἰς τὴν Σύμβασιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν τὰ ἀκόλουθα :

α) 'Η 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀποσύρῃ ἀμέσως ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Α τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 21 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας τὸ ποσὸν τῶν 300 ἑκατομμυρίων 'Ιταλικῶν Λιρεττῶν τὸ ἀναγκαιοῦν διὰ τὴν πληρωμὴν τοῦ ἀτμοπλοίου «STAMIRA» τοῦ ἀνήκοντος εἰς τὴν «SOCIETA FIUMANA DI NAVIGAZIONE» καὶ ὅπερ αὕτη ἐδήλωσεν ὅτι εἶναι ἑτοίμη νὰ ἐκχωρήσῃ εἰς τὴν 'Ελληνικὴν Κυβέρνησιν εἰς τὴν ρηθεῖσαν τιμήν.

β) 'Η Τράπεζα τῆς 'Ελλάδος ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ ἐκδώσῃ τὴν ἀναγκαίαν ἐντολὴν πληρωμῆς ἐπ' ὀνόματι τῆς ἰδιοκτητρίας τοῦ πλοίου 'Εταιρίας.

γ) 'Η Τράπεζα τῆς 'Ιταλίας, λαμβάνουσα τὴν ρηθεῖσαν ἐντολὴν πληρωμῆς, θὰ καταβάλῃ τὸ ἀνωτέρω ρηθὲν ποσὸν τῶν 300 ἑκατομμυρίων ἰταλικῶν λιρεττῶν εἰς τὴν «SOCIETA FIUMANA DI NAVIGAZIONE».

'Εαν ή 'Ελληνική Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν προηγουμένων, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὑμῖν ὅπως ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ καὶ ἡ ὑμετέρα ἀπάντησις θεωρηθῶσιν ὡς ἀποτελοῦσαι Σύμβασιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου μεταξὺ τῶν δύο 'Ημῶν Κυβερνήσεων».

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ δηλώσωμεν εἰς τὴν 'Υμετέραν 'Εξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις ἡμῶν συμφωνεῖ ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς προηγουμένης ἐπιστολῆς.

'Επιλαμβανόμεθα τῆς εὐκαιρίας ὅπως ἐκφράσωμεν ὑμῖν, Κύριε 'Υπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς 'Εξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Α. Ε. Κόμητα Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ
'Υπουργὸν ἐπὶ τῶν 'Εξωτερικῶν
Ρ ώ μ η ν

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

'Εξοχώτατοι,

'Αναφερόμενος εἰς τὴν Σύμβασιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὸ ἄρθρον 5 αὐτῆς, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Κυβέρνησις μου συγκατατίθεται ὅπως αἱ δαπάναι διὰ τὴν λειτουργίαν τῆς 'Αποστολῆς τῆς ἐπιφορτισμένης ὑπὸ τῆς 'Υμετέρας Κυβερνήσεως μὲ τὴν ἐκτέλεσιν, ἀπὸ 'Ελληνικῆς πλευρᾶς, τοῦ πρώτου Μέτρους τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, πληρώνωνται ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Β' τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 24 τῆς Συμβάσεως.

Πάντως, αἱ δαπάναι αὗται θὰ πρέπῃ νὰ γίνουν ἐντὸς τῆς περιόδου τῆς περιλαμβανομένης μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1949 καὶ τῆς 30ῆς 'Ιουνίου 1954 καὶ δὲν θὰ δύνανται, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, νὰ ὑπερβοῦν ἐν συνόλῳ τὸ εἰς 'Ιταλικὰς Λιρέττας ἀντίτιμον ἑνὸς ἑκατομμυρίου Δολλαρίων Η.Π.Α.

'Η πληρωμὴ τῶν δαπανῶν τούτων θὰ γίνεται ἀνὰ τρίμηνον βάσει ἐντολῆς πληρωμῆς ἐκδιδομένης ὑπὸ τῆς Τραπέζης τῆς 'Ελλάδος, ἐνεργούσης ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ Λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, συνοδευομένης ὑπὸ αἰτήσεως τοῦ 'Αρχηγοῦ τῆς ἐν 'Ιταλίᾳ 'Ελληνικῆς 'Αποστολῆς. 'Εν πάσῃ περιπτώσει τὰ ποσὰ ἅτινα θὰ πληρώνωνται ἕκαστον τρίμηνον δὲν θὰ δύνανται νὰ ὑπερβαίνωσι τὸ εἰκοστὸν τοῦ ποσοῦ τοῦ ἑνὸς ἑκατομμυρίου δολλαρίων Η Π.Α. τοῦ προβλεπομένου ὡς ἀνωτάτου ὁρίου.

'Εὰν ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν προηγουμένων, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὑμῖν ὅπως ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ καὶ ἡ ὑμετέρα ἀπάντησις θεωρηθῶσιν ὡς ἀποτελοῦσαι Σύμβασιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου μεταξὺ τῶν δύο ἡμῶν Κυβερνήσεων.

'Επιλαμβάνομαι τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἐκφράσω 'Υμῖν, 'Εξοχώτατοι, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

Κ. Σ Φ Ο Ρ Τ Σ Α

Α.Ε. Κύριον Δ. ΚΑΨΑΛΗΝ
Β. Πρεσβευτὴν τῆς 'Ελλάδος ἐν 'Ιταλίᾳ
Α. Ε. Κύριον Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΝ
Συντονιστὴν Σχεδίου 'Ανασυγκροτήσεως,
Πρόεδρον 'Υπουργὸν
Β. Πρεσβείαν τῆς 'Ελλάδος
Ρ ώ μ η ν

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

Κύριε 'Υπουργέ,

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τῆς 'Υμετέρας 'Εξοχότητος, συντεταγμένης ὡς ἀκολούθως :

«'Αναφερόμενος εἰς τὴν Σύμβασιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὸ ἄρθρον 5 αὐτῆς, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω ὑμῖν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς μου συγκατατίθεται ὅπως αἱ δαπάναι διὰ τὴν λειτουργίαν τῆς 'Αποστολῆς τῆς ἐπιφορτισμένης ὑπὸ τῆς 'Υμετέρας Κυβερνήσεως μὲ τὴν ἐκτέλεσιν, ἀπὸ 'Ελληνικῆς πλευρᾶς,' τοῦ πρώτου Μέρους τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, πληρώνονται ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Β τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 24 τῆς Συμβάσεως.

Πάντως, αἱ δαπάναι αὗται θὰ πρέπῃ νὰ γίνουν ἐντὸς τῆς περιόδου τῆς περιλαμβανομένης μεταξὺ τῆς 1ης Σεπτεμβρίου 1949 καὶ τῆς 30ῆς 'Ιουνίου 1954 καὶ δὲν θὰ δύνανται, ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει, νὰ ὑπερβοῦν ἐν συνόλῳ τὸ εἰς 'Ιταλικὰς Λιρέττας ἀντίτιμον ἑνὸς ἑκατομμυρίου Δολλαρίων Η.Π.Α.

'Η πληρωμὴ τῶν δαπανῶν τούτων θὰ γίνεται ἀνὰ τρίμηνον βάσει ἐντολῆς πληρωμῆς ἐκδιδομένης ὑπὸ τῆς Τραπέζης τῆς 'Ελλάδος, ἐνεργούσης ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, συνοδευομένης ὑπὸ αἰτήσεως τοῦ 'Αρχηγοῦ τῆς ἐν 'Ιταλίᾳ 'Ελληνικῆς 'Αποστολῆς. 'Εν πάσῃ περιπτώσει τὰ ποσὰ ἅτινα θὰ πληρώνωνται ἕκαστον τρίμηνον δὲν θὰ δύνανται νὰ ὑπερβαίνωσι τὸ εἰκοστὸν τοῦ ποσοῦ τοῦ ἑνὸς ἑκατομμυρίου δολλαρίων Η.Π.Α. τοῦ προβλεπομένου ὡς ἀνωτάτου ὁρίου.

'Εὰν ἡ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν προηγουμένων, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω ὑμῖν ὅπως ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ καὶ ἡ ὑμετέρα ἀπάντησις θεωρηθῶσιν ὡς ἀποτελοῦσαι Σύμβασιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου μεταξὺ τῶν δύο ἡμῶν Κυβερνήσεων.»

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ δηλώσωμεν εἰς τὴν 'Υμετέραν 'Εξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις ἡμῶν συμφωνεῖ ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς προηγουμένης ἐπιστολῆς.

'Επιλαμβανόμεθα τῆς εὐκαιρίας ὅπως ἐκφράσωμεν ὑμῖν, Κύριε 'Υπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Α. Ε. τὸν Κόμητα Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ
'Υπουργὸν ἐπὶ τῶν 'Εξωτερικῶν
Ρ ώ μ η ν

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949.

'Εξοχώτατοι,

'Αναφερόμενος εἰς τὴν Σύμβασιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως ταύτης, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω 'Υμῖν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς μου συγκατατίθεται ὅπως ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις ἀποσύρῃ ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Β'. τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 24 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, τὰ ἀναγκαῖα ποσά, μέχρι τοῦ εἰς 'Ιταλικὰς Λιρέττας ἀντιτίμου 500.000 δολλαρίων Η.Π.Α. διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ἐν 'Ιταλίᾳ τῶν κάτωθι παροχῶν ἀγαθῶν καὶ παροχῶν ὑπηρεσιῶν.

α') γήπεδον διὰ τὴν οἰκοδόμησιν μεγάρου ἢ ἤδη ὠκοδομημένον μέγαρον, ὅπως χρησιμοποιηθῇ ὡς ἕδρα τῆς Β. 'Ελληνικῆς Πρεσβείας ἐν Ρώμῃ.

β') σχέδια διὰ τὴν οἰκοδόμησιν ἢ ἐνδεχομένως διὰ προσαρμογὴν μεγάρου καὶ οἰκοδόμησις ἢ προσαρμογὴ μεγάρου.

γ') ὑλικὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν οἰκοδόμησιν ἢ ἐνδεχομένην προσαρμογὴν μεγάρου.

δ') ἐπίπλωσις τῆς ἕδρας τῆς Πρεσβείας.

'Η Τράπεζα τῆς 'Ελλάδος, ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ ἐκδίδῃ τὰς ἀναγκαίας ἐντολὰς πληρωμῆς ἀναλόγως τῆς προόδου τῶν ἐργασιῶν καὶ ἐτ ᾧ μέτρῳ αἱ πληρωμαὶ θὰ καθίστανται ἀπαιτηταί.

'Η Τράπεζα τῆς 'Ιταλίας, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, λαμβάνουσα τὰς ρηθείσας ἐντολάς, θὰ καταβάλλῃ εἰς τὸν ἐν Ρώμῃ

Πρεσβευτὴν τῆς Ἑλλάδος, ἐπὶ τῇ προσαγωγῇ τῶν ἐγγράφων ἅτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα πρὸς δικαιολόγησιν τῶν γενομένων δαπανῶν, τὰ εἰς τὰς ἐντολὰς πληρωμῆς μνημονευόμενα ποσά.

Ἐὰν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν προηγουμένων ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω Ὑμῖν ὅπως ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ καὶ ἡ Ὑμετέρα ἀπάντησις θεωρηθῶσιν ὡς ἀποτελοῦσαι Σύμβασιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου μεταξὺ τῶν δύο ἡμῶν Κυβερνήσεων.

Ἐπιλαμβάνομαι τῆς εὐκαιρίας ἵνα ἐκφράσω Ὑμῖν, Ἐξοχώτατοι, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ

Α. Ε. Κύριον Δ. ΚΑΨΑΛΗΝ

Β. Πρεσβευτὴν τῆς Ἑλλάδος ἐν Ἰταλίᾳ.

Α. Ε. Κύριον Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΝ

Συντονιστὴν Σχεδίου Ἀνασυγκροτήσεως

Πρόεδρον Ὑπουργὸν

Β. Πρεσβείαν τῆς Ἑλλάδος

Ρ ώ μ η ν

Ἐν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949.

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τῆς Ὑμετέρας Ἐξοχότητος, συντεταγμένης ὡς ἀκολούθως :

«Ἀναφερόμενος εἰς τὴν Σύμβασιν Οἰκονομικῆς συνεργασίας καὶρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, καὶ ἰδιαιτέρως εἰς τὸ ἄρθρον 5 τῆς Συμβάσεως ταύτης, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω Ὑμῖν ὅτι ἡ Κυβέρνησίς μου συγκατατίθεται ὅπως ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις ἀποσύρῃ ἐκ τῶν διαθεσίμων τοῦ Λογαριασμοῦ Β' τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸν ἄρθρον 24 τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως, τὰ ἀναγκαῖα ποσά, μέρχι τοῦ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας ἀντιτίμου 500.000 δολλαρίων Η.Π.Α. διὰ τὴν ἐκτέλεσιν ἐν Ἰταλίᾳ τῶν κάτωθι παροχῶν ἀγαθῶν καὶ παροχῶν ὑπηρεσιῶν :

α) γήπεδον διὰ τὴν οἰκοδόμησιν μεγάρου ἢ ἤδη ὠκοδομημένον μέγαρον, ὅπως χρησιμοποιηθῇ ὡς ἕδρα τῆς Β. Ἑλληνικῆς Πρεσβείας ἐν Ρώμῃ.

β) σχέδια διὰ τὴν οἰκοδόμησιν ἢ ἐνδεχομένως διὰ προσαρμογὴν μεγάρου καὶ οἰκοδόμησις ἢ προσαρμογὴ μεγάρου.

γ) ὑλικὰ ἀναγκαῖα διὰ τὴν οἰκοδόμησιν ἢ ἐνδεχομένην προσαρμογὴν μεγάρου.

δ) ἐπίπλωσις τῆς ἕδρας τῆς Πρεσβείας.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἑλλάδος, ἐνεργοῦσα ἐξ ὀνόματος καὶ διὰ λογαριασμὸν τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως, θὰ ἐκδίδῃ τὰς ἀναγκαίας ἐντολὰς πληρωμῆς ἀναλόγως τῆς προόδου τῶν ἐργασιῶν καὶ ἐν ᾧ μέτρῳ αἱ πληρωμαὶ θὰ καθίστανται ἀπαιτηταί.

Ἡ Τράπεζα τῆς Ἰταλίας, ἀπὸ τῆς πλευρᾶς της, λαμβάνουσα τὰς ρηθείσας ἐντολάς, θὰ καταβάλλῃ εἰς τὸν ἐν Ρώμῃ Πρεσβευτὴν τῆς Ἑλλάδος, ἐπὶ τῇ προσαγωγῇ τῶν ἐγγράφων ἅτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα πρὸς δικαιολόγησιν τῶν γενομένων δαπανῶν, τὰ εἰς τὰς ἐντολὰς πληρωμῆς μνημονευόμενα ποσά.

Ἐὰν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις εἶναι σύμφωνος ἐπὶ τῶν προηγουμένων, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ προτείνω Ὑμῖν ὅπως ἡ παροῦσα ἐπιστολὴ καὶ ἡ Ὑμετέρα ἀπάντησις θεωρηθῶσιν ὡς ἀποτελοῦσαι Σύμβασιν ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου μεταξὺ τῶν δύο ἡμῶν Κυβερνήσεων».

Ἔχομεν τὴν τιμὴν νὰ δηλώσωμεν εἰς τὴν Ὑμετέραν Ἐξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις ἡμῶν συμφωνεῖ ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς προηγουμένης ἐπιστολῆς.

Ἐπιλαμβανόμεθα τῆς εὐκαιρίας ὅπως ἐκφράσωμεν Ὑμῖν, Κύριε Ὑπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Α. Ε. τὸν Κόμητα Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ
Ὑπουργὸν ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν
Ρ ώ μ η ν

Ἐν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949

Ἐξοχώτατοι,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἀναφερθῶ εἰς τὸ ἄρθρον 17 τῆς Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς Ἰταλίας Συνθήκης Εἰρήνης, προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ὅπως ἀνακοινώσω Ὑμῖν ὅτι θεωρῶ ἀναγκαῖον να παραθέσω ἐκ νέου κατωτέρω ὅ,τι συνεφωνήθη κατὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς ἐννοίας τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ ρηθέντος ἄρθρου, δηλαδή :

«Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ πωλῇ ἐλευθέρως ἐν τῇ Ἰταλικῇ ἀγορᾷ, συμφώνως πρὸς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐν τῷ ἐσωτερικῷ τῆς Ἰταλίας διάθεσιν τῶν πρώτων ὑλῶν νομοὺς, τὰς πρὸς χορήγησιν πρώτας ὕλας εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως».

Ἡ ἀνωτέρω παράγραφος ἀναφέρεται, γενικῶς εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ τηρηθῶσιν ἅπαντες οἱ ἐν ἰσχύϊ Νόμοι ἐπὶ τοῦ ἐμπορίου καί, ἰδιαιτέρως ,εἰς τὴν τήρησιν τοῦ εἰδικοῦ Νόμου τοῦ σχετικοῦ πρὸς τὸν παλαιοσίδηρον (παλαιὸς σίδηρος καὶ χάλυψ).

Ἐφ' ὅσον ὁ Νόμος οὗτος, κατὰ τὸν ὁποῖον ὑφίσταται ἐν Ἰταλίᾳ Ὀργανισμός, ἐξουσιοδοτημένος διὰ τὴν ἀγορὰν καὶ διάθεσιν τῶν παλαιοσιδήρων, παραμένει ἐν ἰσχύϊ ἢ δὲν τροποποιηθῇ ἡ χορήγησις παλαιοσιδήρου ἐκ μέρους τῆς Κυβερνήσεως Ὑμῶν, ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ Μέρος Πρῶτον τῆς Συμβάσεως, θὰ γίνεται κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον, ὅπως ἀποφευχθοῦν ζημίαι αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ προκύψουν διὰ τὴν Κυβέρνησιν Ὑμῶν, μεταξὺ τῆς ἀγορᾶς τοῦ εἰρημένου παλαιοσιδήρου εἰς τὴν διεθνῆ ἀγορὰν καὶ τῆς πωλήσεως αὐτοῦ ἐν Ἰταλίᾳ ;:

1. Ἡ ἀγορὰ θὰ γίνεται ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως :

α) ἐντὸς τῶν χρονικῶν ὁρίων τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 14, 15 καὶ 16 τῆς Συμβάσεως.

β) κατὰ τὰς γινομένας ὑπὸ τοῦ Ἰταλικοῦ Ὀργανισμοῦ ὑποδείξεις.

γ) εἰς τὰς χώρας μεθ' ὧν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις διατηρεῖ ἐμπορικὰς σχέσεις.

δ) καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῶν σχετικῶν συμβάσεων κανόνας.

2. Ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ δύναται, ἐντὸς προθεσμίας 10 ἡμερῶν, νὰ ἀποδεχθῇ ἢ μὴ τὴν πρότασιν ἥτις θὰ γίνεται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τοῦ Ἰταλικοῦ Ὀργανισμοῦ εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἔχῃ ἀποδεχθῇ τὴν πρότασιν ταύτην, θὰ ὑποχρεοῦται νὰ προτείνῃ, ἐντὸς προθεσμίας 20 ἑπομένων ἡμερῶν, ἄλλο τιμῆμα τῆς ἰδίας ποσότητος, ἔχον ὅμοια τεχνικὰ χαρακτηριστικά, καὶ εἰς καλλιτέραν τιμήν· ὁ Ἰταλικὸς Ὀργανισμὸς θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν πρότασιν ταύτην.

3. Ὑπὸ τοὺς ὅρους τούτους ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀγοράζῃ τὰς ἑκάστοτε καθοριζομένας ἢ ἀποδεκτὰς ὑπὸ τοῦ Ἰταλικοῦ Ὀργανισμοῦ ποσότητας καὶ θὰ παραδίδῃ εἰς τοῦτον τὰ σχετικὰ ἔγγραφα.

Ὁ τελευταῖος οὗτος ,περαιτέρω, θὰ εἶναι ὑποχρεωμένος νὰ καταθέσῃ εἰς τὸν Λογαριασμὸν Β'. ἐπ' ὀνόματι τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ κατὰ τὴν στιγμὴν καθ' ἣν ὁ παλαιοσίδηρος θὰ ἔχῃ ἀποσυρθῇ ἐκ τοῦ Ἰταλικοῦ Τελωνείου, τὸ εἰς Ἰταλικὰς Λιρέττας ἀντίτιμον τῆς ἀξίας

CIF 'Ιταλικήν μεθόριον ἢ λιμένα τὴν πληρωθεῖσαν ὑπὸ τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως διὰ τὸ τμῆμα τοῦ παλαιοσιδήρου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ γίνεται μετατροπὴ τῶν δύο νομισμάτων εἰς Δολλάρια εἰς τὰς ἐπισήμους τιμὰς (ἴδε ὡς πρὸς τὴν 'Ιταλικὴν Λιρέτταν τὸ ἄρθρον 22 τῆς Συμβάσεως) τὴν ἡμέραν καθ' ἣν ὁ παλαιοσίδηρος θὰ ἔχῃ ἀποσυρθῇ ἐκ τοῦ 'Ιταλικοῦ Τελωνείου.

4. Εἶναι προφανὲς ὅτι ὑπὸ τὰς εἰρημένας ἀνωτέρω συνθήκας ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἔχῃ τὴν εὐθύνην διὰ τὴν χορήγησιν παλαιοσιδήρου ἀπ' εὐθείας εἰς τοὺς Οἴκους μεθ' ὧν θὰ ἔχῃ ὑπογράψει Συμβόλαια· ὅτι ὁ 'Ιταλικὸς 'Οργανισμὸς θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν χορήγησιν παλαιοσιδήρου εἰς τοὺς ρηθέντας Οἴκους οἵτινες συνήθως λαμβάνουν παρὰ τούτου παλαιοσίδηρον· συμφωνεῖται ἐπίσης ὅτι ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ εἶναι ἄλλως ὑπεύθυνος διὰ τὰς προθεσμίας τὰς καθοριζομένας εἰς τὴν Σύμβασιν διὰ τὴν χορήγησιν παλαιοσιδήρου.

5. Ὁ 'Αντιπρόσωπος τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ τεθῇ εἰς ἐπαφὴν κατὰ τὸ δυνατὸν ταχύτερον μὲ τὸν 'Ιταλικὸν 'Οργανισμόν, ὅπως συνεννοηθῇ ,ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου δυνατοῦ χρονικοῦ διαστήματος διὰ τὴν χορήγησιν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ποσοτήτων παλαιοσιδήρου.

'Επιλαμβάνομαι τῆς εὐκαιρίας ὅπως, ἐκφράσω εἰς 'Υμᾶς, 'Εξοχώτατοι, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ

Α. Ε. Κύριον Δ. ΚΑΨΑΛΗΝ
Β. Πρεσβευτὴν τῆς 'Ελλάδος ἐν 'Ιταλίᾳ
Α. Ε. Κύριον Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΝ
Συντονιστὴν Σχεδίου 'Ανασυγκροτήσεως
Πρόεδρον 'Υπουργῶν
Β. Πρεσβείαν τῆς 'Ελλάδος
Ρώμην

'Εν Ρώμῃ τῇ 31 Αὐγούστου 1949

Κύριε 'Υπουργέ,

"Εχομεν τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσωμεν τὴν λῆψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ἐπιστολῆς τῆς 'Υμετέρας 'Εξοχότητος, συντεταγμένης ὡς ἀκολούθως:

»"Εχω τὴν τιμὴν νὰ ἀναφερθῶ εἰς τὸ ἄρθρον 17 τῆς Συμβάσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ ρυθμίσεως τῶν ἐκ τῆς μεταξὺ τῶν Συμμάχων καὶ Συνησπισμένων Δυνάμεων καὶ τῆς 'Ιταλίας Συνθήκης Εἰρήνης προκυπτόντων ζητημάτων, τὴν ὑπογραφεῖσαν ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν, ὅπως ἀνακοινώσω ὑμῖν ὅτι θεωρῶ ἀναγκαῖον νὰ παραθέσω ἐκ νέου κατωτέρω ὅ,τι συνεφωνήθη κατὰ τὴν ἐξέτασιν τῆς ἐννοίας τῆς πρώτης παραγράφου τοῦ ρηθέντος ἄρθρου, δηλαδή:

«'Η 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ πωλῇ ἐλευθέρως ἐν τῇ 'Ιταλικῇ ἀγορᾷ συμφώνως πρὸς τοὺς ἀφορῶντας τὴν ἐν τῷ 'Εσωτερικῷ τῆς 'Ιταλίας διάθεσιν τῶν πρώτων ὑλῶν νόμους τὰς πρὸς χορήγησιν πρώτας ὕλας εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως».

'Η ἀνωτέρω παράγραφος ἀναφέρεται, γενικῶς, εἰς τὴν ἀνάγκην νὰ τηρηθῶσιν ἅπαντες οἱ ἐν ἰσχύϊ νόμοι ἐπὶ τοῦ ἐμπορίου καί, ἰδιαιτέρως, εἰς τὴν τήρησιν τοῦ εἰδικοῦ Νόμου τοῦ σχετικοῦ πρὸς τὸν παλαιοσίδηρον (παλαιὸς σίδηρος καὶ χάλυψ).

'Εφ' ὅσον ὁ Νόμος οὗτος, κατὰ τὸν ὁποῖον ὑφίσταται ἐν 'Ιταλίᾳ 'Οργανισμὸς ἐξουσιοδοτημένος διὰ τὴν ἀγορὰν καὶ διάθεσιν τῶν παλαιοσιδήρων, παραμένει ἐν ἰσχύϊ ἢ δὲν τροποποιηθῇ ἡ χορήγησις παλαιοσιδήρου ἐκ μέρους τῆς Κυβερνήσεως 'Υμῶν, ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ Μέρος Πρῶτον τῆς Συμβάσεως, θὰ γίνεται κατὰ τὸν ἀκόλουθον τρόπον, ὅπως ἀποφευχθοῦν ζημίαι αἵτινες θὰ ἠδύναντο νὰ προκύψουν διὰ τὴν Κυβέρνησιν ὑμῶν, μεταξὺ τῆς ἀγορᾶς τοῦ εἰρημένου παλαιοσιδήρου εἰς τὴν διεθνῆ ἀγορὰν καὶ τῆς πωλήσεως αὐτοῦ ἐν 'Ιταλίᾳ.

1. Η ἀγορὰ θὰ γίνεται ὑπὸ τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως:

α) ἐντὸς τῶν χρονικῶν ὁρίων τῶν καθοριζομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 14, 15 καὶ 16 τῆς Συμβάσεως.

β) κατὰ τὰς γινομένας ὑπὸ τοῦ 'Ιταλικοῦ 'Οργανισμοῦ ὑποδείξεις.

γ) εἰς τὰς χώρας μεθ' ὧν ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρ,ησις διατηρεῖ ἐμπορικὰς σχέσεις.

δ) καὶ συμφώνως πρὸς τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῶν σχετικῶν συμβάσεων κανόνας.

2. 'Η 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θὰ δύναται, ἐντὸς προθεσμίας 10 ἡμερῶν, νὰ ἀποδεχθῇ ἢ μὴ τὴν πρότασιν ἥτις θὰ γίνεται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τοῦ 'Ιταλικοῦ 'Οργανισμοῦ· εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἔχῃ ἀποδεχθῇ τὴν πρότασιν ταύτην, θὰ ὑποχρεοῦται νὰ προτείνῃ, ἐντὸς προθεσμίας 20 ἑπομένων ἡμερῶν, ἄλλο τμῆμα τῆς ἰδίας ποσότητος, ἔχον ὅμοια τεχνικὰ χαρακτηριστικά, καὶ εἰς καλυτέραν τιμήν· ὁ 'Ιταλικὸς 'Οργανισμὸς θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἀποδεχθῇ τὴν πρότασιν ταύτην.

3. 'Υπὸ τοὺς ὅρους τούτους ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις θὰ ἀγοράζῃ τὰς ἑκάστοτε καθοριζομένας ἢ ἀποδεκτὰς ὑπὸ τοῦ 'Ιταλικοῦ 'Οργανισμοῦ ποσότητας καὶ θὰ παραδίδῃ εἰς τοῦτον τὰ σχετικὰ ἔγγραφα.

'Ο τελευταῖος οὗτος, περαιτέρω, θὰ εἶναι ὑποχρεωμένος νὰ καταθέσῃ εἰς τὸν Λογαριασμὸν Β ἐπ' ὀνόματι τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ κατὰ τὴν στιγμὴν καθ' ἣν ὁ παλαιοσίδηρος θὰ ἔχῃ ἀποσυρθῇ ἐκ τοῦ 'Ιταλικοῦ Τελωνείου, τὸ εἰς 'Ιταλικὰς Λιρέττας ἀντίτιμον τῆς ἀξίας CIF 'Ιταλικὴν μεθόριον ἢ λιμένα τὴν πληρωθεῖσαν ὑπὸ τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως διὰ τὸ τμῆμα τοῦ παλαιοσιδήρου.

Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον θὰ γίνεται μετατροπὴ τῶν δύο νομισμάτων εἰς δολλάρια εἰς τὰς ἐπισήμους τιμὰς (ἴδε ὡς πρὸς τὴν ἰταλικὴν λιρέτταν τὸ ἄρθρον 22 τῆς Συμβάσεως) τὴν ἡμέραν καθ' ἣν ὁ παλαιοσίδηρος θὰ ἔχῃ ἀποσυρθῇ ἐκ τοῦ 'Ιταλικοῦ Τελωνείου.

4. Εἶναι προφανὲς ὅτι ὑπὸ τὰς εἰρημένας ἀνωτέρω συνθήκας ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ ἔχῃ τὴν εὐθύνην διὰ τὴν χορήγησιν παλαιοσιδήρου ἀπ' εὐθείας εἰς τοὺς Οἴκους μεθ' ὧν θὰ ἔχῃ ὑπογράψει συμβόλαια· ὅτι ὁ 'Ιταλικὸς 'Οργανισμὸς θὰ ὑποχρεοῦται νὰ ἐξασφαλίζῃ τὴν χορήγησιν παλαιοσιδήρου εἰς τοὺς ρηθέντας Οἴκους οἵτινες συνήθως λαμβάνουν παρὰ τούτου παλαιοσίδηρον· συμφωνεῖται ἐπίσης ὅτι ἡ 'Ελληνικὴ Κυβέρνησις δὲν θὰ εἶναι ἄλλως ὑπεύθυνος διὰ τὰς προθεσμίας τὰς καθοριζομένας εἰς τὴν Σύμβασιν διὰ τὴν χορήγησιν παλαιοσιδήρου

5. Ὁ 'Αντιπρόσωπος τῆς 'Ελληνικῆς Κυβερνήσεως θὰ τεθῇ εἰς ἐπαφὴν κατὰ τὸ δυνατὸν ταχύτερον μὲ τὸν 'Ιταλικὸν 'Οργανισμὸν ὅπως συνεννοηθῇ, ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου δυνατοῦ χρονικοῦ διαστήματος διὰ τὴν χορήγησιν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ποσοτήτων παλαιοσιδήρου».

"Εχομεν τὴν τιμὴν νὰ δηλώσωμεν εἰς τὴν 'Υμετέραν 'Εξοχότητα ὅτι ἡ Κυβέρνησις ἡμῶν συμφωνεῖ ἐπὶ τοῦ περιεχομένου τῆς προηγουμένης ἐπιστολῆς.

'Επιλαμβανόμεθα τῆς εὐκαιρίας ὅπως ἐκφράσωμεν 'Υμῖν, Κύριε 'Υπουργέ, τὴν διαβεβαίωσιν τῆς 'Εξόχου ἡμῶν ὑπολήψεως.

'Εν Ρώμῃ τῇ 31ῃ Αὐγούστου 1949.

Δ. ΚΑΨΑΛΗΣ
Κ. ΔΟΞΙΑΔΗΣ

Α. Ε. τὸν Κόμητα Κ. ΣΦΟΡΤΣΑ
'Υπουργὸν ἐπὶ τῶν 'Εξωτερικῶν
Ρώμην

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1284.

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν. Δ. ἀπὸ 28 Ὀκτωβρίου 1935 «περὶ συστάσεως Ταμείου Ἐκπαιδευτικῆς καὶ Φιλανθρωπικῆς Προνοίας παρὰ τῇ ἐν Καΐρῳ Πρεσβείᾳ» ὡς συνεπληρώθη διὰ τοῦ Α. Ν ἀπὸ 26 Ἰανουαρίου 1936.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων», κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς», τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΕ'. τῆς 21 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Προστίθεται εἰς τὸ ἄρθρον 6 τοῦ Ν. Δ. ἀπὸ 28 Ὀκτωβρίου 1935 «περὶ συστάσεως Ταμείου Ἐκπαιδευτικῆς καὶ Φιλανθρωπικῆς Προνοίας παρὰ τῇ ἐν Καΐρῳ Πρεσβείᾳ» ἡ ἑξῆς παράγραφος ὑπ' ἀριθ. 5 :

«Ἐκ τῶν εἰσφορῶν καὶ πλημμυρῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 5 καὶ 6 τοῦ Ν. Δ. ἀπὸ 28 Ὀκτωβρίου 1935 θὰ διατίθηται ἐτησίως ποσὸν 2.000 Αἰγυπτ. Λιρῶν ὑπὲρ τῶν Ἑλλήνων Αἰγυπτιωτῶν ἀναπήρων καὶ θυμάτων πολέμου, ἐπὶ τρία ἔτη, ἀρχόμενα ἀπὸ τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1947—48».

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, ΓΕΡ. ΒΑΣΙΛΕΙΑΔΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

(3)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1285.

Περὶ κυρώσεως καὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 947)49 Α. Νόμου «περὶ τροποποιήσεως καὶ ἀντικαταστάσεως διατάξεών τινων τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Κ. Ν. 4952)31 ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως «περὶ ὁρίου ἡλικίας Πρεσβευτῶν, ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν».

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει 1) τὰς διατάξεις τοῦ ψηφίσματος ΞΖ' τῆς 19 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων περὶ κυρώσεων Ψηφισμάτων, Νομοθετικῶν Διαταγμάτων καὶ Ἀναγκαστικῶν Νόμων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς, 2) τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΙΗ' τῆς 11ης Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν

Ἄρθρον πρῶτον.

1. Κυροῦται ἀφ' ἧς ἐξεδόθη ὁ ὑπ' ἀριθ. 947)49 Α. Νόμος «περὶ τροποποιήσεως καὶ ἀντικαταστάσεως διατάξεών τινων τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Κ. Ν. 4952)31, ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως, «περὶ ὁρίου ἡλικίας Πρεσβευτῶν, ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν», δημοσιευθεὶς εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 101 τῆς 29-4-49 (Τεῦχος Α') Φ. Ε. Κ. ἔχον οὕτω :

ΑΝΑΓΚ. ΝΟΜΟΣ ὑπ' ἀριθ. 947.

Περὶ τροποποιήσεως καὶ ἀντικαταστάσεως διατάξεών τινων τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Κ. Ν. 4952)31 ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως, περὶ ὁρίου ἡλικίας Πρεσβευτῶν, ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν,

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Λαβόντες ὑπ' ὄψιν τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν τῆς 20 Ἀπριλίου 1949 τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν ἀπόφασιν περὶ ἐκδόσεως Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ τροποποιήσεως καὶ ἀντικαταστάσεως διατάξεών τινων τοῦ ἄρθρου 16 τοῦ Κ. Ν. 4952)31, ὡς οὗτος ἐτροποποιήθη μεταγενεστέρως, περὶ ὁρίου ἡλικίας Πρεσβευτῶν, ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν», ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Τὸ ἄρθρον 16 τοῦ Κωδικοποιημένου Νόμου 4952 ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Νόμου 5540)1932, τοῦ Ἀναγκαστικοῦ Νόμου ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1935, τοῦ Ἀναγκαστικοῦ Νόμου ἀπὸ 19 Νοεμβρίου 1935, τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ἀναγκαστικοῦ Νόμου 802)1937, τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ Ἀναγκαστικοῦ Νόμου 1822)1939, τοῦ Ἀναγκαστικοῦ Νόμου 153)1945 καὶ τοῦ ἄρθρου 12 τῆς ὑπ' ἀριθ. 59)1945 Συντακτικῆς Πράξεως, ὡς καὶ τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 627)1948 Ν. Διατάγματος, τροποποιεῖται ὡς ἑξῆς :

1. Οἱ εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τοῦ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργείου ὑπαγόμενοι ὑπάλληλοι δημόσιοι καὶ ὑπηρέται καταλαμβανόμενοι ὑπὸ τοῦ ὁρίου ἡλικίας ἀπαλλάσσονται τῶν καθηκόντων των διὰ Διατάγματος ἢ δι' ἀποφάσεως Ὑπουργικῆς κατὰ τὰς διακρίσεις ἃς συνεπάγεται τὸ ἄρθρον 6. Ὁ Ὑπουργὸς ὀφείλει νὰ προβῇ εἰς τὴν δημοσίευσιν τοῦ σχετικοῦ Διατάγματος ἢ τῆς Ὑπουργικῆς ἀποφάσεως ἐντὸς τριῶν τὸ πολὺ μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ὁ ὑπάλληλος ἢ ὁ ὑπηρέτης κατελήφθη ὑπὸ τοῦ ὁρίου ἡλικίας. Παρερχομένου ἀπράκτου τοῦ τριμήνου τούτου, παύει αὐτοδικαίως πᾶσα μισθοληψία ὑπὲρ τῶν καταληφθέντων ὑπὸ τοῦ ὁρίου ὑπαλλήλων καὶ ὑπηρετῶν, αἱ δὲ κατὰ παράβασιν τῆς διατάξεως ταύτης εἰσπραχθεῖσαι τυχὸν ἀποδοχαὶ ἐπιστρέφονται.

2. Ἡ ἡλικία ἀποδεικνύεται ἐκ τῶν κατατεθειμένων ἐν τοῖς εἰδικοῖς ἀρχείοις τῆς Διευθύνσεως Προσωπικοῦ ἐπισήμων ἐγγράφων τῶν προσαγομένων ὑποχρεωτικῶς κατὰ τὸν διορισμὸν τῶν ὑπαλλήλων τῶν τε γενικῶν καὶ εἰδικῶν θέσεων ὡς καὶ τῶν ὑπηρετῶν. Οὐδεμία ὁπωσδήποτε μεταγενεστέρα διόρθωσις ἡλικίας ἐπιτρέπεται, οὐδὲ ἡ διὰ δικαστικῆς ἀποφάσεως τοιαύτη.

Ἐὰν ἐν τοῖς ἐγγράφοις δὲν καθορίζεται ἡ ἡμέρα τῆς γεννήσεως, θεωρεῖται κατὰ πλάσμα ὡς τοιαύτη ἡ 1η Ἰανουαρίου τοῦ ἀναφερομένου ἐν αὐτοῖς ἔτους.

3. Ὡς ὅριον ἡλικίας ὁρίζεται διὰ μὲν τοὺς ἐπὶ Πρεσβευτικῷ βαθμῷ ὑπαλλήλους τὸ 65ον ἔτος, διὰ δὲ τοὺς λοιποὺς

ὑπαλλήλους τῶν Γενικῶν θέσεων τὸ 60όν, δι' ἅπαντας δὲ τοὺς ὑπαλλήλους τῶν εἰδικῶν θέσεων τὸ 65ον πλὴν τῶν δακτυλογράφων καὶ τοῦ θήλεως ἐν γένει προσωπικοῦ ὧν ὅριον ἡλικίας ὁρίζεται τὸ 50όν ἔτος.

4. Οἱ δημόσιοι ὑπηρέται ἀπολύονται ἅμα τῇ συμπληρώσει τοῦ 62ου ἔτους. Δύναται ἐν τούτοις νὰ παραταθῇ μέχρι τοῦ 65ου ἔτους τὸ ὅριον ἡλικίας τῶν ἀρχικλητήρων τῆς Κεντρικῆς Ὑπηρεσίας, μετὰ γνώμην τοῦ Ὑπηρεσιακοῦ Συμβουλίου καὶ διὰ πράξεως τοῦ Ὑπουργοῦ, δημοσιευομένης μετὰ τὴν συμπλήρωσιν τοῦ 62ου ἔτους τῆς ἡλικίας αὐτῶν.

5. Εἰς τοὺς ὑπηρετήσαντας ὑπὲρ τὴν δεκαετίαν ἐπὶ πρεσβευτικῷ βαθμῷ δύναται διὰ λόγους ἐξαιρετικῶν ὑπηρεσιῶν καὶ χρησιμότητος νὰ παραταθῇ, ἀποφάσει τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, τὸ ὅριον ἡλικίας ἐπὶ ἓν ἔτος.

6. Διατηροῦσιν ἐπὶ τιμῇ, δυνάμει εἰδικοῦ Διατάγματος, τὸν βαθμὸν αὐτῶν οἱ ὁπωσδήποτε ἀποχωροῦντες τῆς ὑπηρεσίας Πρεσβευταὶ μετὰ τριακονταετῆ ἐν συνόλῳ ὑπηρεσίαν ἢ δεκαπενταετῆ ἐν τῷ βαθμῷ τοῦ Πρεσβευτοῦ.

Εἰς τοὺς κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἀποχωροῦντας Πρεσβευτάς, ἐφ' ὅσον κέκτηνται τὸν βαθμὸν τοῦ Ἐκτάκτου Ἀπεσταλμένου καὶ Πληρεξουσίου Ὑπουργοῦ α' τάξεως, ἐπιτρέπεται, διὰ τοῦ αὐτοῦ ὡς ἄνω Διατάγματος, νὰ φέρωσι καὶ τὸν τίτλον τοῦ Πρέσβεως α' τάξεως (Ambassadeur).

7. Εἰς ἀποχωροῦντα λόγῳ ὁρίου ἡλικίας ὑπάλληλον τῶν γενικῶν θέσεων, ἔχοντα βαθμὸν Διευθυντοῦ α' τάξεως καὶ συμπεπληρωμένην ἐν ὅλῳ τριακονταετῆ ὑπηρεσίαν, τριετῆ δὲ ἐν τῷ βαθμῷ τοῦ Διευθυντοῦ α' τάξεως, δύναται ν' ἀπονεμηθῇ ἐπὶ τιμῇ, δι' εἰδικοῦ Διατάγματος, ὁ τίτλος τοῦ Προσέδρου Ὑπουργοῦ.

Τὸν τίτλον τοῦτον δὲν δύναται ἐν τούτοις νὰ φέρωσι ταυτοχρόνως πλείονες τῶν τριῶν ὑπαλλήλων τῆς κατηγορίας ταύτης.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, ὑποβληθήσεται δὲ πρὸς κύρωσιν εἰς τὴν Βουλὴν εὐθὺς ἅμα τῇ ἐπαναλήψει τῶν ἐργασιῶν της.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ἀπριλίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος **Ὁ Ἀντιπρόεδρος**
Θ. ΣΟΦΟΥΛΗΣ **ΑΛ. ΔΙΟΜΗΔΗΣ**

Τὰ Μέλη

Κ. ΤΣΑΛΔΑΡΗΣ, Σ. ΒΕΝΙΖΕΛΟΣ, Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, ΣΤ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΡΕΝΤΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, Μ. ΑΙΛΙΑΝΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ἀπριλίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ παραγράφος 3 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένου ὑπ' ἀριθ. 947)1949 Α. Ν. ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολούθως:

«3. Ὡς ὅριον ἡλικίας ὁρίζεται διὰ μὲν τοὺς ἐπὶ Πρεσβευτικῷ βαθμῷ ὑπαλλήλους τὸ 65ον ἔτος, διὰ δὲ τοὺς λοιποὺς ὑπαλλήλους τῶν Γενικῶν θέσεων τὸ 60όν, δι' ἅπαντας δὲ τοὺς ὑπαλλήλους τῶν εἰδικῶν θέσεων τὸ 65ον, πλὴν τῶν θήλεως γένους δακτυλογράφων, ὧν ὅριον ἡλικίας ὁρίζεται τὸ 55ον ἔτος, ὡς καὶ τοῦ λοιποῦ θήλεως ἐν γένει προσωπικοῦ, οὗ ὅριον ἡλικίας ὁρίζεται τὸ 60όν.

Ἡ ἰσχὺς τῆς παρούσης παραγράφου ἀνατρέχει ἀπὸ τῆς ἡμέρας, καθ' ἣν ἤρξατο ἡ ἰσχὺς τοῦ διὰ τοῦ παρόντος κυρουμένου ὑπ' ἀριθ. 947)1949 Ἀναγκαστικοῦ Νόμου».

Ἄρθρον τρίτον.

Θήλεις δακτυλογράφοι ἢ ἕτεραι ὑπάλληλοι ἐκ τοῦ θήλεως ἐν γένει προσωπικοῦ ἀπαλλαγεῖσαι ἤδη τῶν καθηκόντων των λόγῳ συμπληρώσεως τοῦ νομίμου ὁρίου ἡλικίας, βάσει τῆς ἀντικαθιστωμένης παραγράφου 3 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ Α. Ν. 947)1949, ἐφ' ὅσον κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Νόμου δὲν ἔχουσι συμπληρώσει τὸ ὑπὸ τοῦ προηγουμένου ἄρθρου προβλεπόμενον δι' αὐτὰς ὅριον ἡλικίας, ἐπανέρχονται αὐτοδικαίως εἰς τὴν ὑπηρεσίαν, θεωρουμένης ὡς μηδεπώποτε διακοπείσης τῆς ὑπαλληλικῆς σχέσεως, δὲν δικαιοῦνται ὅμως ἀπολήψεως μισθοῦ ἢ οἱασδήποτε ἄλλης χρηματικῆς παροχῆς διὰ τὸ χρονικὸν διάστημα ἀπὸ τῆς ἀπαλλαγῆς ἐκ τῶν καθηκόντων των μέχρι τῆς ὑπ' αὐτῶν ἐκ νέου πραγματικῆς ἀναλήψεως ὑπηρεσίας.

Ἄρθρον τέταρτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ
Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος
ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Γ. ΜΕΛΑΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ, Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ Μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς
Γ. ΜΕΛΑΣ

(4)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ὑπ' ἀριθ. 1293.

Περὶ προσωρινῆς ἀναθέσεως τῆς Διευθύνσεως τοῦ ἐν Βεγγάζῃ ἀμίσθου Ὑποπροξενείου εἰς ὑπάλληλον τῶν Γενικῶν θέσεων κλπ.

ΠΑΥΛΟΣ

ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὸ ψήφισμα ΞΗ' τῆς 29 Ἰουλίου 1949 τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς τῶν Ἑλλήνων «περὶ ἐξουσιοδοτήσεως πρὸς ἔκδοσιν Ψηφισμάτων καὶ Νομοθετικῶν Διαταγμάτων κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν διακοπῶν τῆς Δ' Ἀναθεωρητικῆς Βουλῆς» τὴν κατὰ τὴν συνεδρίασιν ΛΖ' τῆς 29 Ὀκτωβρίου 1949 ληφθεῖσαν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐξουσιοδοτήσεως τῆς Βουλῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Ἐπιτρέπεται προσωρινὴ ἀνάθεσις τῆς διευθύνσεως τοῦ ἐν Βεγγάζῃ ἀμίσθου Ὑποπροξενείου εἰς ὑπάλληλον τῶν Γενικῶν θέσεων τοῦ Ὑπουργείου Ἐξωτερικῶν, ἐπὶ βαθμῷ Γραμματέως προσλαμβανόμενον κατ' ἀπόσπασιν.

Αἱ ἀποδοχαὶ καθὼς καὶ τὰ γραφικὰ τῆς ἀνωτέρω θέσεως καθορίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 3070)41.

Ἐπιτρέπεται ὡσαύτως ἡ πρόσληψις ἐκτάκτου γραφέως καὶ κλητῆρος ὑπὸ τοῦ ὡς ἄνω ὑπαλλήλου τῆς ἀντιμισθίας αὐτῶν καθοριζομένης ἐπίσης συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 3070)41.

Διαρκούσης τῆς προσωρινῆς ταύτης διευθύνσεως ἰσχύουσιν αἱ γενικαὶ διατάξεις τοῦ Κ.Ν. 4952)31, ὡς οὗτος ἰσχύει, αἱ ἀφορῶσαι ἐμμίσθους Προξενικὰς Ἀρχάς.

Ἄρθρον 2.

Ἅμα τῇ ἀναλήψει τῆς διευθύνσεως τῆς ἀνωτέρω ἀμίσθου Προξενικῆς Ἀρχῆς, ὑπὸ τοῦ ὡς ἄνω μονίμου ὑπαλλήλου, θέλει παραλάβῃ οὗτος τὴν διαχείρισιν, κατὰ τὰ κρατοῦντα κατὰ νόμον, ἐπὶ παραδόσεως καὶ παραλαβῆς Προξενικῆς Ὑπηρεσίας, μετὰ τοῦ ἐν τῇ ἀποθήκῃ ἐνσήμου ἀμίσθου Προξενικῆς Ἀρχῆς πρὸς ἄσκησιν τῆς ἰδίας αὐτοῦ διαχειρίσεως.

Ἄρθρον 3.

Ἀπὸ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος νόμου ἀναστέλλεται αὐτοδικαίως ἡ ἁρμοδιότης τοῦ ἐν Βεγγάζῃ ἀμίσθου Ὑποπροξένου, ἀναλαμβάνοντος τούτου ταύτην ἐκ νέου, παυούσης τῆς ἐν ἄρθρῳ 1 ἀποσπάσεως τοῦ ἀναλαβόντος πρωρινῶς τὴν διεύθυνσιν ὑπαλλήλου.

Ἄρθρον 4.

1. Καταργεῖται ἡ θέσις τοῦ Τμηματάρχου Ἐκκαθαρίσεως Δαπανῶν, ἡ προβλεπομένη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 32 τοῦ Κωδικ. Νόμου 4952)31 καὶ συνιστᾶται μία θέσις Εἰδικοῦ Λογιστοῦ ἐπὶ τοῦ Ἐλέγχου καὶ τῆς Στατιστικῆς τῶν Προξενικῶν Εἰσπράξεων ἐπὶ βαθμῷ Διευθυντοῦ Β΄ ἢ Α΄ τάξεως.

2. Τὴν διὰ τῆς παραγρ. 1 τοῦ παρόντος συνιστωμένην θέσιν καταλαμβάνει αὐτοδικαίως κατὰ τὴν πρώτην ἐφαρμογὴν αὐτοῦ καὶ ἄνευ ἄλλης διατυπώσεως ἐπὶ βαθμῷ Διευθυντοῦ Β΄ τάξεως ὁ ἤδη ὑπηρετῶν Τμηματάρχης Ἐκκαθαρίσεως Δαπανῶν ἐφ' ὅσον ἔχει συμπληρώσει τριακονταετῆ δημοσίαν ὑπηρεσίαν ἐν συνόλῳ καὶ τοὐλάχιστον δεκαετῆ εἰς τὸν βαθμὸν τοῦ Τμηματάρχου Α΄ τάξεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

Τὸ Ὑπουργικὸν Συμβούλιον

Ὁ Πρόεδρος

ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΔΙΟΜΗΔΗΣ

Τὰ Μέλη

Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Φ. ΖΑΪΜΗΣ, Κ. ΤΣΑΤΣΟΣ. Γ. ΜΑΥΡΟΣ, ΣΤ. ΝΙΚΟΛΑΪΔΗΣ, ΕΜΜ. ΠΑΠΑΔΟΓΙΑΝΝΗΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Π. ΧΑΤΖΗΠΑΝΟΣ, ΧΡ. ΓΟΥΛΟΠΟΥΛΟΣ, Κ. ΡΟΔΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΒΕΡΩΦ, ΕΜΜ. ΜΑΡΙΝΑΚΗΣ, ΕΜΜ. ΛΟΥΛΑΚΑΚΗΣ, Μ. ΜΑΥΡΟΓΟΡΔΑΤΟΣ, Β. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους Σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 29 Ὀκτωβρίου 1949.

Ὁ ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης Ὑπουργὸς

Γ. ΜΕΛΑΣ

(Ἐκ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου)